GDI GOTTLIEB DUTTWEILER INSTITUTE
ECONOMIC AND SOCIAL STUDIES

MIGROS
pour-cent culturel

LES NOUVEAUX BÉNÉVOLES

l'avenir de la participation à la société civile

De Jakub Samochowiec, Leonie Thalmann, Andreas Müller

Impressum

Les nouveaux bénévoles – l'avenir de la participation à la société civile

Auteurs
Jakub Samochowiec, Leonie Thalmann, Andreas Müller

Rédactrice
Anja Dilk

Relecture
Supertext

Mise en page/illustration
Joppe Berlin

GDI Research Board
David Bosshart, Karin Frick, Marta Kwiatkowski, Stefan Breit, Sarah Haag

Direction de projet – Fédération des coopératives Migros
Cornelia Hürzeler,
Responsable de projet affaires sociales,
Direction des affaires culturelles et sociales

© GDI 2018

Éditeur
GDI Gottlieb Duttweiler Institut
Langhaldenstrasse 21
CH-8803 Rüschlikon
Zürich Telefon +41 44 724 61 11
www.gdi.ch

Mandaté par
Direction des affaires culturelles et sociales
Fédération des coopératives Migros
Josefstrasse 214
8031 Zurich
Tél. +41 44 277 22 19

Le Pour-cent culturel Migros est un engagement volontaire de Migros, inscrit dans ses statuts, et qui plonge ses racines dans le sens de responsabilité du groupe à l'égard de la société. Il s'engage à fournir à la population un large accès à la culture et à la formation, à donner aux gens la possibilité de réfléchir à la société et de contribuer aux changements sociaux, économiques et culturels. Les piliers de l'engagement de Migros sont la culture, la société, la formation, les loisirs et l'économie.
www.pour-cent-culturel-migros.ch

Au service des affaires sociales, nous favorisons la cohésion sociale en Suisse. Nous donnons des impulsions et proposons des modèles et des solutions qui répondent aux défis sociétaux. La cohésion sociale est au centre de notre politique d'encouragement.
www.pour-cent-culturel-migros.ch/societe

MIGROS
pour-cent culturel

Table des matières

02 Avant-propos

04 Résumé

08 Introduction

12 Définition
> 3 axes éventuels

14 La société civile fait sens
> Autonomie – la société civile a besoin d'espaces libres
> Liens sociaux – la quête de sens est aussi une affaire de contexte social
> Efficacité – pouvoir faire une différence

43 Accès – les bonnes intentions ne suffisent pas
> Plateformes – l'âge d'or de la participation à la société civile

52 Attribution de fonctions à l'Etat et au marché
> Etat – garant de la cohésion sociale
> Marché – et ça, c'est à vendre?

57 Facteurs Push et Pull – comment l'Etat, le marché et la société civile se répartissent les fonctions

59 Etat, marché et société civile – un jeu à somme nulle?
> L'hypothèse de concurrence
> Hypothèse de symbiose
> Vérification empirique des hypothèses

69 Digression: nouveaux espaces libres

71 Conclusion
> Plus que des pompiers
> Utiliser les espaces libres
> Les outils numériques facilitent la participation

75 Mieux promouvoir la société civile: les points essentiels

78 Digression: Engagement politique de la société civile: sur la voie d'une «nouvelle milice»?
> L'essence de la milice
> Que faire? Discussions au sujet d'éventuelles solutions
> Aperçu: l'engagement politique du futur

87 Experts

Avant-propos

Cornelia Hürzeler
Responsable de projet affaires sociales
Direction des affaires culturelles et sociales
Fédération des coopératives Migros

Depuis 150 ans, la Suisse moderne repose sur le principe de subsidiarité. Ce « contrat social » est ancré dans la Constitution fédérale de 1848. Il régit l'interaction entre l'État, le marché et la société civile et renforce l'autodétermination et la responsabilité individuelle.

Ainsi, le modèle politique, sociétal et social suisse s'appuie sur l'engagement bénévole de la population. Les gens s'engagent pour la communauté, prennent des responsabilités envers autrui et apportent ainsi une plus-value à la société. Ils le font, par exemple, sous la forme d'un engagement bénévole dans une troupe de théâtre, en tant que bénévole pour la Croix-Rouge, entraîneur d'une équipe de football, femme politique dans sa commune, bénévole chez les pompiers, en participant à des sciences citoyennes ou comme rédacteur sur Wikipedia.

En Suisse, le bénévolat et la société civile ne sont pas considérés comme une opposition à l'État, mais bien comme un facteur complémentaire, au mieux comme un correctif et un lieu d'innovation. Alors que l'État est chargé, en premier lieu, de l'application des bases légales, la force d'innovation générant de nouveaux élans réside souvent dans la société civile. Le rôle de l'engagement de la société civile ne se réduit pas à substituer au manque de ressources des pouvoirs publics mais bien de prendre une part active dans l'organisation de la mutation sociale. Si nous revenons sur 300 ans d'histoire associative, nous remarquons que nombre de prestations aujourd'hui fournies par les pouvoirs publics sont le fruit d'initiatives de la société civile.*

Le bénévolat fait partie de notre biographie, il nous accompagne tout au long de notre vie. Et même lorsque nous ne sommes pas en mesure de nous engager personnellement, nous profitons du fait que d'autres assument cette responsabilité. Il n'existe aucun domaine de la vie en Suisse qui ne soit pas influencé de manière significative par le bénévolat, le travail associatif et le système de milice.

Toutefois, les grandes tendances, telles que la flexibilité, l'individualisation ou encore la mobilité, modifient la manière dont nous nous engageons en faveur de la société. Les motivations évoluent : alors que les demandes d'engagements à court terme et non contraignants sont en progression, on revendique toujours davantage le droit à la cogestion et à la codécision. Les champs d'application des bénévoles se transforment également dans le cadre de la digitalisation.

À l'avenir aussi, nous aurons besoin d'hommes et de femmes qui agissent de manière solidaire, qui ont confiance et qui prennent des responsabilités. Les « nouveaux bénévoles » souhaitent être impliqués davantage dans le processus de décision, non seulement sur le fond mais également sur la forme. Ils désirent s'organiser eux-mêmes, faire l'expérience de leur propre efficacité et organiser leur environnement d'égal à égal avec d'autres.

La complexité des défis sociétaux est en constante augmentation, les questions s'y rapportant doivent être abordées dans une perspective plus large. C'est pourquoi il est d'autant plus nécessaire de créer de nouveaux partenariats entre société civile, pouvoirs publics et marché – les questions globales actuelles, telles que la digitalisation, le changement démographique, New Work ou encore le changement climatique, doivent être abordées ensemble. Il faut donc mener une discussion sur la question de savoir qui peut ou doit assumer quelles tâches et sur la façon dont les exigences hégémoniques peuvent être transformées afin qu'une culture de coopération reposant sur la participation, le partenariat d'égal à égal et la confiance s'établisse.

Afin d'encourager et de promouvoir la société civile, le Pour-cent culturel Migros, Service des affaires sociales, a chargé le GDI de réaliser la présente étude. Le débat sur la façon dont un engagement et un bénévolat socialement pertinents peuvent être organisés, perdurer et demeurer aptes à affronter les défis de l'avenir est ainsi lancé et se poursuit.

---

* Schumacher, Beatrice (2017): Vereine in der Schweiz – die Schweiz und ihre Vereine. www.vitaminb.ch/publikationen.

Résumé

La société civile est indispensable au fonctionnement de la Suisse. Les associations, les organisations à but non lucratif et les réseaux informels assument des tâches et des responsabilités sociales importantes. La collaboration des citoyens a aussi de nombreux effets secondaires positifs. La mise en réseau volontaire de la société est un lubrifiant social et une base pour le fonctionnement du marché et de l'Etat. Ainsi, la confiance entre habitants est plus répandue dans les communes ayant une grande densité d'associations, l'économie y croît mieux et on y enregistre moins d'actes de vandalisme.

Les formes de la participation à la société civile sont actuellement en pleine évolution. Jusqu'à présent, cette dernière se développait fortement autour d'institutions formelles, comme les associations et les organisations. Mais aujourd'hui, la disposition à s'engager dans des structures aussi rigides diminue, sans doute à cause de la flexibilité accrue de nos vies. Celle-ci est d'abord géographique: nous sommes plus mobiles et le rapport au local s'efface. Mais elle est aussi biographique: dans notre société aux options infinies, nous avons une multitude de possibilités pour organiser notre existence. Par conséquent, nous avons tendance à être effrayés par les engagements à long terme. Et cela ne fera que s'accentuer dans le monde de demain.

Comment se présentera alors la société civile? C'est sur cette question que s'est penchée l'étude «Les nouveaux bénévoles – l'avenir de la participation à la société civile». L'analyse permet également de tirer des conclusions sur les possibilités de positionnement constructif qui s'offrent aux institutions existantes – surtout celles qui perdent des membres – en matière de «nouveaux bénévoles».

En général, les bénévoles s'engagent dans la société civile, car ils sont poussés par une envie d'agir. Mais d'où vient-elle? Dans notre étude, nous distinguons trois facteurs: «autonomie», «liens sociaux» et «efficacité».

Autonomie: la société civile a besoin d'espaces libres. Il peut s'agir d'espaces physiques, comme les friches urbaines qui sont transformées en jardins communautaires ou en établissements culturels, ou d'espaces virtuels. L'Etat peut s'assurer que ces espaces libres soient hors de portée du marché (mot-clé: «neutralité du Net»), même s'il les limite souvent lui-même avec des régulations et un manque de confiance.

Il est donc nécessaire d'adopter une culture de l'erreur constructive et d'avoir davantage confiance. L'Etat, les fondations, les organisations d'intervention et la société dans son ensemble doivent apprendre à accepter les risques, les ratés ainsi que les dysfonctionnements. L'Etat peut aussi agir dans une certaine mesure pour renforcer la confiance au sein d'une société. La recherche nous montre notamment qu'un meilleur niveau de formation accroît la confiance entre les citoyens, tandis que le jugement individuel porté sur les bénéficiaires de prestations sociales sape la confiance entre les individus. La mise en réseau et la coopération numérique présentent ainsi un potentiel pour favoriser la confiance. Néanmoins, personne ne sait encore dans quelle mesure les profils, évaluations ou identifiants en ligne renforceront vraiment la confiance mutuelle ou accentueront seulement le contrôle et la peur.

Liens sociaux: la plupart des engagements dans la société civile commencent au niveau local, qui est toutefois actuellement en recul dans la majorité des pays européens. Les opportunités pour commencer à s'engager et à participer se raréfient. Il faut donc combiner le local à un cadre référentiel plus vaste, comme les appartenances nationales ou globales. Les actions nationales ou internationales ne doivent pas faire perdre le local de vue, tandis que les acteurs

locaux doivent regarder plus loin que le bout de leur petit cadre.

Etant donné que la recherche de sens est un processus collectif, elle doit tout particulièrement se manifester lorsque l'individu s'inscrit dans quelque chose de plus vaste. Les rituels et les traditions donnent par exemple à un individu le sentiment de faire partie de quelque chose de plus grand, ils véhiculent une sensation d'appartenance et apportent un sens à nos actions. Lorsque les communes traitent leurs habitants comme des clients, elles affaiblissent ce sentiment.

En raison de l'individualisation dominante, nous avons de plus en plus de difficultés à nous engager au sein d'un groupe social, mais ressentons malgré tout un besoin d'appartenance. Notre étude révèle toutefois que l'individualisation n'est pas aussi mauvaise que sa réputation le donne à croire. Nous discutons ainsi de la meilleure possibilité d'unir individualité et appartenance, par exemple avec des coopérations limitées dans le temps, sur la base de projets, avec des collaborations en groupes dont les membres assument différents rôles en fonction de leurs compétences et intérêts et définissent ensemble des règles communes. Un élément demeure décisif: l'individu doit être intégré à la communauté et pouvoir y participer. Le travail bénévole moderne ne va pas sans participation.

Efficacité: l'utilité se manifeste lorsqu'un individu a le sentiment de faire la différence. Nous parlons alors d'efficacité vécue. Les bénévoles ont une sensation d'efficacité lorsqu'ils peuvent participer aux décisions relevant du «pourquoi», c'est-à-dire des objectifs, et pas seulement du «comment», la manière d'atteindre ces objectifs. Le «pourquoi» peut être perdu de vue, surtout lorsque les bénévoles exécutent des tâches administratives. Ces dernières peuvent donc aussi être confiées au marché. Par ailleurs, les bénévoles devraient être confrontés à des missions qui présentent un défi et un potentiel d'apprentissage, sans quoi la routine pourrait miner le sentiment d'utilité.

L'accessibilité de l'engagement et de la participation revêt également une importance majeure en matière d'engagement social. Bon nombre de personnes ne s'impliquent pas car elles ne savent pas où le faire. La mise en réseau est ainsi capitale et rendue plus facile grâce à Internet. Les articles Wikipédia, les vidéos YouTube, les commentaires sur les forums ou encore les classements en ligne: le Web 2.0 nous plonge dans un âge d'or de la participation sociale au niveau numérique. Les plateformes numériques facilitent aussi la coopération dans le monde réel.

Notre étude fournit un aperçu systématique des plateformes favorisant la coopération. Nous déterminons s'il existe des offreurs et des demandeurs de prestations clairement définis. Internet a brouillé la distinction classique entre expéditeur et destinataire. En conséquence, il semble logique de se libérer numériquement de la différenciation classique entre les personnes qui aident et celles qui reçoivent l'aide, au profit d'une participation auto-organisée.

L'objectif principal de l'étude est de savoir quelles tâches seront à l'avenir réalisées par la société civile. Nous observons la société civile dans son interaction avec l'Etat et le marché et il est donc important de comprendre quelles missions sont assumées par ces deux acteurs.

L'Etat prend en charge les missions qu'il estime nécessaires pour tous les membres de la société, comme l'enseignement ou la santé. Le progrès a toutefois transformé un nombre croissant de tâches en nécessité. Plus les possibilités sont nombreuses, plus la nécessité augmente. L'enseignement n'a par exemple pas toujours été considéré comme une nécessité. L'Etat couvre ainsi de plus en plus de nécessités pour

assurer la cohésion sociale. Le marché, lui, exécute des tâches lorsqu'elles sont rémunérées et que les prestations peuvent être facturées. La quantification numérique du monde permet de mesurer avec précision un plus grand nombre de choses. Cela permet aussi de facturer et de rémunérer plus de tâches. Pourquoi laisser quelqu'un habiter chez soi gratuitement lorsqu'on peut obtenir une rétribution par le biais d'Airbnb?

En matière de répartition des tâches entre l'Etat, le marché et la société civile, la discussion part souvent d'une situation de concurrence. Si l'Etat assume une mission, la société civile n'a plus besoin de s'en charger. Intuitivement, il semble correct qu'un Etat fort puisse faire diminuer la responsabilité personnelle de ses citoyens, tandis qu'un Etat faible favoriserait l'organisation autonome de la société civile. Lorsque l'Etat offre une aide sociale importante, on observerait un volontariat moins marqué dans le domaine social. Mais une analyse statistique de plusieurs pays européens a montré qu'un Etat fort, au vu de ses dépenses sociales, s'accompagne souvent d'un engagement social important. L'idée d'une concurrence entre les acteurs que sont l'Etat, le marché et la société civile n'est soutenue par aucune preuve empirique.

A l'avenir, nous nous attendons à ce que le marché assume un nombre croissant de missions. Beaucoup de tâches aujourd'hui réalisées par des bénévoles seront alors effectuées par des robots. Cela ne pose pas de problème tant que la société civile n'est pas perçue comme une somme de main-d'œuvre gratuite, c'est-à-dire presque comme des robots. Les mentalités doivent évoluer.

Plutôt que d'évoquer un «bénévolat», il faudrait parler de «participation». Cette dernière ne fait pas la distinction entre les personnes qui aident et celles qui bénéficient de l'aide. Il n'existe plus que des participants qui abordent ensemble des problèmes ou explorent des espaces libres et discutent d'objectifs en commun au lieu de réaliser des tâches données. La participation ne se laisse pas déléguer facilement au marché ou à des robots. En ce sens, l'exploration d'espaces libres ne suit pas la logique concurrentielle: elle se lance en quête de potentiels et ne cherche pas à résoudre des dysfonctionnements. Une telle orientation est plutôt portée par la pensée «nous pourrions faire quelque chose ici» que par «quelqu'un doit faire quelque chose ici», comme c'est souvent le cas avec les dysfonctionnements.

Les nouveaux bénévoles sont davantage axés sur le potentiel et la participation. Ils veulent prendre part à la discussion et ne pas se contenter uniquement de l'exécution. Les outils numériques nous donnent la possibilité de revoir notre compréhension de la participation. La distinction entre personnes qui aident et personnes qui ont besoin d'aide est ainsi supprimée. Pour que la participation réussisse, les acteurs établis doivent néanmoins céder le contrôle. En effet, l'entrée dans des espaces libres ne va jamais sans risques.

Introduction

Au XXIe siècle, qui s'engage encore en tant que bénévole? De nombreux bénévoles de longue date ont l'impression que, dans notre société, l'égoïsme a pris le dessus et que la jeune génération en particulier reste centrée sur elle-même.

Cette impression d'opérer un retour en arrière en termes de participation à la société est bien plus qu'un élan de nostalgie envers le passé. Déjà en l'an 2000, dans son livre de référence *Bowling Alone*[1], Robert Putnam dresse une liste impressionnante de tendances qui étayent ce développement aux Etats-Unis. Depuis les années 1960, le nombre de personnes qui font du bénévolat, se réunissent régulièrement avec leurs voisins, intègrent des organisations syndicales, vont à l'église ou encore prennent des repas en famille est en constante diminution.

Mais les Etats-Unis n'est pas le seul pays concerné par ces changements. En Suisse aussi, la participation à la société est en baisse dans certains domaines. Presque plus personne ne se rend aux assemblées communales, les membres de milice se font de plus en plus rares et les associations de bénévoles ont de plus en plus de mal à trouver des collaborateurs. Selon l'Observatoire du bénévolat 2016, les engagements formels comme les activités bénévoles dans des associations diverses[2] ont de moins en moins le vent en poupe. Le nombre d'engagements informels, c'est-à-dire les activités qui n'ont pas de lien avec une association, semble quant à lui être resté stable au cours de ces 10 dernières années (voir illustration 1).

Cette baisse s'explique par des évolutions sociétales et techniques. Dans notre société multi-options, nous avons de plus en plus de choix en ce qui concerne qui et si nous voulons nous marier, quel emploi nous souhaitons exercer, comment passer notre temps libre, dans quelle ville vivre, etc. Par conséquent, nous sommes moins satisfaits de nos choix et redoutons les décisions et engagements divers.[3] Car c'est en se décidant pour quelque chose qu'on prend une décision *contre* toutes les autres options. Les liens avec les structures préétablies telles que la famille, le lieu d'habitation, les communautés religieuses ou les rôles attribués aux sexes sont de moins en moins importants, tandis que l'individualisation augmente.

Si nous créons moins de lien, c'est notamment dû à une mobilité accrue. Depuis 1994, la distance parcourue par une personne (à partir de 6 ans) par jour en Suisse a augmenté de 20% et est actuellement de 36,8 km.[4] Le lieu de travail, le lieu de loisirs et le lieu d'habitation sont de plus en plus éloignés les uns des autres. Quant au choix du lieu d'habitation, la proximité de l'autoroute est souvent plus importante que l'identification avec la commune.

> *«En particulier dans les agglomérations, nous assistons à un déclin de l'identification avec la commune et, partant, une tendance réduite à s'engager. Le nombre d'habitants dans ces communes pendulaires est typiquement passé de 5000 à 20000 en très peu de temps.»*
>
> RETO LINDEGGER, DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION DES COMMUNES SUISSES

---

01 Putnam, R. D. (2000). Bowling alone: America's declining social capital. Dans Culture and politics (pp. 223-234). Palgrave Macmillan, New York.

02 Freitag, M., Manatschal, A., & Ackermann, K. (2016). Freiwilligen-Monitor Schweiz 2016. M. Ackermann (Ed.). Zurich: Seismo.

03 Schwartz, B. (2009). The paradox of choice.

04 Office fédéral de la statistique (2015). Comportement de la population en matière de transports Résultats du microrecensement mobilité et transports.

Évolution du taux de population engagé dans des activités bénévoles formelles ou informelles de 2006 à 2014

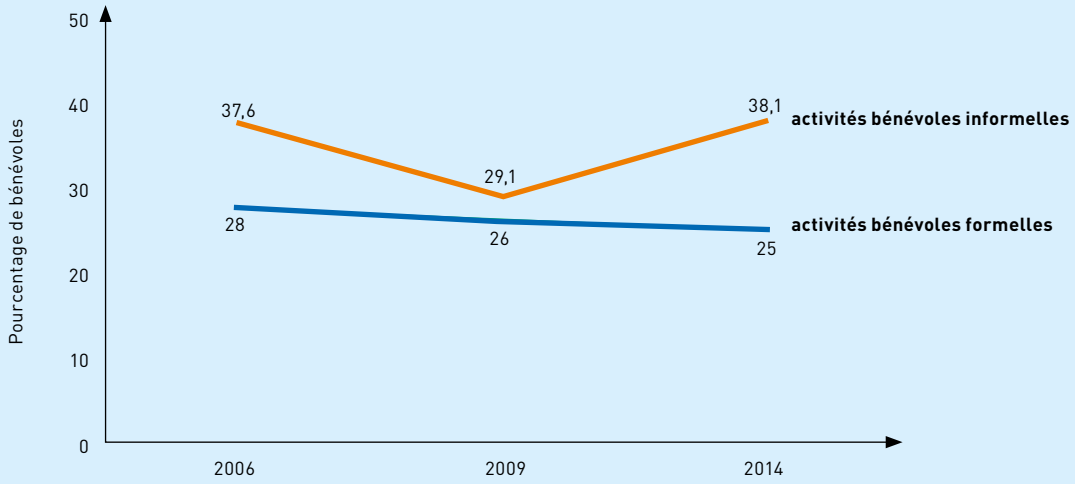


ILLUSTRATION 1
Source: Observatoire du bénévolat 2016

Les évolutions technologiques jouent également un grand rôle dans ce phénomène. Robert Putnam, dont le livre est paru en 2000, citait encore la télévision comme l'une des raisons principales du recul de l'esprit communautaire. Pouvant se divertir facilement devant la télévision, les gens auraient moins besoin de contact personnel avec les autres. Aujourd'hui, on en viendrait presque à regretter la télévision. Elle est aujourd'hui décrite – non sans nostalgie – comme un feu de camp électrique, autour duquel les familles se réunissaient et partageaient des expériences communes. Aujourd'hui, le feu du salon s'est éteint et chaque membre de la famille fixe son écran individuel et ses contenus personnalisés.[5]

L'influence de l'Internet (mobile) sur la participation à la société et l'esprit communautaire est complexe. Nous avons tous voyagé dans un wagon bondé où les voyageurs avaient tous les yeux rivés sur leur écran portable. Aujourd'hui, en cas de situation sociale déstabilisante, le téléphone portable est un moyen de fuire. Il permet d'éviter les situations incertaines, comme les échanges avec des inconnus, qui vont toujours de pair avec une certaine insécurité. Bien sûr, on ne peut pas dire que les chemins de fer suisses étaient un lieu bouillonnant d'échanges avant le XXIe siècle, mais certains indices montrent une isolation sociale légèrement plus marquée. Les enfants et les jeunes d'aujourd'hui voient moins leurs amis et vont à moins de fêtes qu'il y a 15 ans, mais ils passent plus de temps sur YouTube et les réseaux sociaux.[6, 7] D'après ces mêmes études, les enfants et les jeunes passent néanmoins plus de temps avec leur famille et il est en particulier plus facile pour eux de communiquer avec leur père. Les groupes WhatsApp avec la famille jouent ici probablement un rôle.

Le monde numérique est beaucoup plus participatif que la télévision, médium médial à sens unique. Il offre un nombre sans précédent de possibilités de connaître des gens et de s'engager, qui sont mises à profit par les utilisateurs. Chaque jour, des millions de personnes se rencontrent via Tinder, Uber, Airbnb, Meetup, Couchsurfing et bien d'autres offres numériques. Sur Wikipédia, YouTube ou TripAdvisor, nous mettons à la disposition du monde entier des informations précieuses ou complètement erro-

05 http://bit.ly/zzp-tv (bbc.com 6.5.2018)

06 Willemse, I., & Waller, G. (2010). JAMES: Jugend, Aktivitäten, Medien-Erhebung Schweiz: Ergebnisbericht zur JAMES-Studie 2010. ZHAW. Departement Angewandte Psychologie.

07 http://bit.ly/zzp-kids (economist.com 6.5.2018)

nées, sans en connaître les bénéficiaires et sans être rémunérés. La plupart du temps, cela ne nous viendrait même pas à l'esprit de décrire cette attitude comme engagement ou comme bénévolat. Nous sommes comme des abeilles qui pollinisent les fleurs sans même le remarquer.

Dans cette étude, nous parlons donc de participation à la société civile et non de bénévolat. Car le bénévolat est souvent associé à un dévouement altruiste en faveur de la multitude et une manière de remédier aux dysfonctionnements. Dans cette étude, nous voulons nous concentrer sur un large spectre de possibilités de participations qui ne sont pas uniquement reliées aux dysfonctionnements. En voici quelques exemples: conduire un véhicule de transport de personnes handicapées, participer à une élection, une votation ou une manifestation, planifier un marché aux puces de quartier, organiser des fêtes en plein air informelles, rédiger des articles Wikipédia, inviter des voisins à un barbecue, être membre d'une association de carnaval, donner du sang, distribuer des couvertures à des SDF, donner des cours de français à des demandeurs d'asile, faire les courses d'une voisine âgée, télécharger des vidéos YouTube, s'occuper du compost de voisinage, indiquer des points d'eau sur une appli de randonnée, s'engager dans le système de milice et bien plus encore. Certaines de ces tâches sont effectuées parce qu'on s'y sent obligé, d'autres parce qu'elles sont agréables ou qu'elles nous permettent d'apprendre quelque chose.

3 axes éventuels

En termes d'avenir de la participation à la société civile, trois questions peuvent se poser:

→ **Missions futures** quelles missions devront être accomplies à l'avenir par la société civile, c'est-à-dire sur la base du volontariat?
→ **Missions actuelles** comment et qui va prendre en charge à l'avenir les missions accomplies actuellement par la société civile?
→ **Institutions** que vont faire à l'avenir les organisations et les institutions existantes comme les associations de randonneurs ou les systèmes de milice?

Dans cette étude, nous allons nous concentrer sur les missions futures (question 1). Quelles missions seront accomplies à l'avenir par la société civile? On pourrait rétorquer que les missions actuelles sont les plus importantes (question 2) et non celles qui vont occuper la société civile à l'avenir (question 1). Pourtant, l'importance de la société civile va au-delà de l'accomplissement d'une mission spécifique. Elle crée du capital social. Ainsi, le nombre d'associations va de pair avec plus de prospérité[8] et moins de criminalité[9]. Au sein des réseaux sociaux opérant sur le long terme, on constate l'émergence de normes de coopération et d'une confiance interpersonnelle accrue. Ainsi, la résilience se renforce et facilite le fonctionnement de l'Etat et du marché. Par résilience, on entend la flexibilité que la société civile est

[08] Franzen, A., & Botzen, K. (2014). «Mir hei e Verein»: Eine Studie über Vereine, Sozialkapital und Wohlstand im Kanton Bern. Swiss Journal of Sociology, 40(1).

[09] Freitag, M. (2016). Das soziale Kapital der Schweiz. NZZ Libro. p. 75

plus à même d'adopter face à de nouvelles situations. Un exemple: l'engagement de la société civile lors de la crise des réfugiés durant l'été 2016.

Dans le cadre de cette étude, nous avons mené une recherche bibliographique, avons interviewé plus d'une vingtaine d'experts issus de la recherche et de la pratique, dont les citations sont réparties à travers toute l'étude, et avons effectué une analyse de données en nous appuyant sur les données de l'OCDE, de l'Observatoire du bénévolat 2016, de la Banque mondiale, de l'European Quality of Life Survey, de l'European Values Study ainsi que de nombreuses autres sources de données.

Nous devons tout d'abord définir ce que nous entendons en utilisant les termes de *société civile* et de *participation à la société civile*.

Définition

Qu'est-ce que signifie exactement la «société civile»? Edwards[10] distingue trois manières d'utiliser la notion de société civile: structurelle, normative et orientée vers les processus.

La *vue structurelle* désigne la société civile comme une interdépendance d'organisations, d'institutions et d'acteurs bénévoles, comme les associations, les groupes d'intérêt politiques, les scènes de sous-culture, les groupes de soutien, etc.

La *vue normative* associe la société civile avec une «bonne» société. Pollack qualifie notamment «l'esprit communautaire ainsi que la transcendance des intérêts privés» comme des caractéristiques qui devraient permettre de distinguer l'engagement dans la société civile[11]. Les normes de conduite civile comme la tolérance, la compréhension et la non-violence sont au cœur de la définition normative de la société civile.

La société civile peut également être perçue d'un *angle orienté vers les processus* comme processus de négociation permanent visant à savoir à quoi le monde de demain devra ressembler. Ainsi, la société civile ne correspond pas à l'état cible idéal d'une «bonne» société, mais plutôt au chemin qui y mène. La société civile est le lieu où les discussions et les coopérations prennent place sans contrainte légale ou incitations financières. Elle peut ainsi avoir un impact correctif sur l'Etat et le marché.

Dans notre société fragmentée qui évolue à un rythme effréné, la vue orientée vers les processus prend de plus en plus d'ampleur. Les institutions (vue structurelle) et l'uniformisation des valeurs (vue normative) finissent par se dissiper à son contact.

Participation à la société civile

Qu'entendons-nous par *participation* à la société civile? Pour notre définition de la participation à la société civile, deux dimensions jouent un rôle important: la motivation sous-jacente et le champ d'activité recherché.

Pour ce qui est de la *motivation*, il est pertinent que la participation ne soit pas motivée par une contrainte légale ou par une récompense personnelle directe sous forme d'argent ou d'une autre forme de compensation.[12] Elle doit être bénévole.

Outre la motivation, le *champ d'activité* recherché est un aspect important. Nous considérons la participation à la société civile comme une action qui a lieu en dehors du cercle familial et amical. Le volontariat au sein de ce cercle relève des obligations familiales, des services rendus aux amis ou encore des hobbies. C'est seulement lorsqu'on veut avoir un impact dans un environnement plus large, que ce soit son quartier ou le monde entier, que l'on parle de participation à la société civile. La personne engagée endosse le rôle du «citoyen». En termes d'informations et de valeurs en lien avec la Révolution française, elle participe de manière autonome à la communauté et la façonne. Dans *Du contrat social,* Jean-Jacques Rousseau écrit:[13]

---

[10] Edwards, M. (2009). Civil society. Polity.

[11] Pollack, D. (2004). Zivilgesellschaft und Staat in der Demokratie. Dans Zivilgesellschaft und Sozialkapital (pp. 23-40). VS Verlag für Sozialwissenschaften.

[12] Une compensation indirecte, consistant à penser que le monde sera meilleur grâce à vos actions personnelles et que vous finirez également par en profiter, n'est pourtant pas à exclure.

[13] Rousseau, J.J. (1762). Du contrat social; ou principes du droit politique.

Définition de la participation à la société civile en tant qu'action bénévole dans un champ d'activité élargi

Domaine d'activité recherché				
	Environnement plus large / société (citoyen)	Devoirs citoyens p. ex.: service civil	p. ex.: comportement écologique motivé par des taxes d'incitation	Participation à la société civile
	Individu / amis / famille Sphère privée	Dispositions p. ex.: l'interdiction des drogues	p. ex.: le travail salarié	hobbies, obligation familiale, service rendu à un ami
		Contrainte légale	Argent (réciprocité spécifique)	Volontariat / réciprocité généralisée
		Motivation		

ILLUSTRATION 2:
Source: GDI

«Le citoyen est un être éminemment politique (la cité) qui exprime non pas son intérêt individuel mais l'intérêt général. Cet intérêt général ne se résume pas à la somme des volontés particulières mais la dépasse.»

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

Une matrice de différentes formes de comportement découle des deux dimensions que sont la *motivation* et le *champ d'activité recherché*. Un seul élément correspond à notre compréhension de la participation à la société civile: il relie le volontariat à l'activité dans un environnement plus large.

La société civile fait sens

D'après notre définition, le volontariat est un aspect central de la participation à la société civile. La diminution de l'ancrage local réduit l'importance des contraintes sociales implicites en termes d'engagement et rend le volontariat d'autant plus capital. Mais pourquoi donc faire quelque chose bénévolement? Beaucoup de gens affirment qu'ils font du volontariat parce qu'ils veulent faire quelque chose «qui a du sens», ce qui ne va pas toujours de pair avec le travail rémunéré.

«Lorsqu'on parle avec des bénévoles, dans 80% des entretiens, la question du sens est abordée durant les 2-3 premières minutes. On entend très souvent la phrase ‹Cela a du sens pour moi›».

THEO WEHNER, PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL, EPF ZURICH

Mais d'où vient le sens? Comment les tâches doivent-elles être organisées pour que nous les considérions comme des tâches «qui ont du sens» et qu'elles soient adaptées à la société civile? La réponse à cette question est individuelle. Néanmoins, il existe des modèles qui sont à la base de la création humaine de sens. La «Self-Determination Theory» (SDT) de Deci et Ryan[14] nous donne une indication à ce sujet. Elle distingue trois besoins fondamentaux universels et humains qui guident notre comportement auto-déterminé et bénévole:

→ **Autonomie**
→ **Liens sociaux**
→ **Efficacité**

On retrouve ces besoins dans les questions de l'Observatoire du bénévolat 2016 au sujet de la motivation à s'engager. Ce sont les réponses proposées qui suivent qui ont été le plus souvent sélectionnées: «faire bouger les choses en groupe» et «aider d'autres gens». Dans ces deux réponses, on retrouve le lien social (*avec* et *pour* les autres) et l'efficacité (*faire bouger les choses* et *aider*). L'autonomie n'a été évoquée de manière explicite dans aucune des réponses proposées. Par définition, le volontariat est une forme d'auto-détermination.

Nous allons maintenant évoquer les trois facteurs que sont l'autonomie, les liens sociaux et l'efficacité et leur rapport avec la participation à la société civile, ainsi qu'analyser les tendances qui exercent une influence sur ces facteurs. La «Self-Determination Theory» (SDT) s'appuie sur trois besoins fondamentaux qui se réfèrent en priorité à l'individu, mais des facteurs sociétaux exhaustifs viennent également se subordonner à ces catégories.

Autonomie – la société civile a besoin d'espaces libres

L'autonomie est le sentiment de pouvoir décider pour soi. Les motivations ne sont pas déterminées par l'extérieur, par l'argent ou des contraintes légales, mais par la nature intrinsèque. Elles doivent donc faire sens pour l'individu. Pour expérimenter l'autonomie, des espaces d'organisation libres sont nécessaires. Par espaces libres, on entend des espaces physiques, mais également des champs d'action non régulés et encore vierges. Pour de tels espaces, la société civile constitue un laboratoire de test. Dès que quelque chose est possible, dès qu'un nouveau domaine est découvert, quelqu'un tente d'intégrer ce domaine et de jouer avec. Tout simplement parce que c'est possible.

[14] http://bit.ly/zzp-sdt (wikipedia.org 6.5.2018)

«La société civile est souvent à la pointe du développement, puisque c'est un terrain de jeu idéal pour les tests de société. A l'origine, Internet était également une initiative à but non lucratif. Une fois que les projets ont suffisamment fait leurs preuves, le marché s'en empare et est ensuite régulé par l'Etat. La fonction avant-gardiste de la société civile est à mon sens encore largement sous-estimée.»

GEORG VON SCHNURBEIN, DIRECTEUR DU CENTER FOR PHILANTHROPY STUDIES, BÂLE.

LIEUX PHYSIQUES ET VIRTUELS

Depuis la réunification allemande en 1989, Berlin est devenue une ville très prisée des jeunes urbains. Pourquoi cette ville est-elle pour beaucoup l'incarnation de la créativité et de l'innovation sociale? L'un des facteurs est l'espace dont dispose l'immense capitale. De nombreuses zones industrielles y sont en friche et les loyers bas ont permis à une scène créative de se développer après la réunification. En Suisse, la zone en jachère de Hardturm[15] à Zurich et la zone portuaire de Bâle[16] sont également des exemples d'espaces urbains libres qui permettent de réaliser des expérimentations (partiellement) en dehors du marché.

Souvent, de tels espaces sont utilisés par des restaurants. Bien sûr, ils peuvent poursuivre des objectifs d'investissement économiques, mais ce n'est pas forcément la raison pour laquelle ils sont là. Ainsi, ils sont nombreux (et pas seulement à Berlin) à ouvrir un bar dans une buanderie ou une cave et à amener un générateur et un haut-parleur dans une forêt pour y organiser une fête.

«Pour nombre de jeunes gens, la restauration occupe la place que la culture avait pour nous auparavant, un domaine où les initiatives individuelles sont possibles, où on peut réaliser quelque chose.»

MARTIN HELLER, ENTREPRENEUR CULTUREL – HELLER ENTERPRISES

La signification de la restauration en termes de société civile est également liée au fait que les restaurants, bars et clubs sont des lieux d'échanges. Dans les communes rurales, la fermeture du dernier bistrot est toujours un problème au niveau social.

Mais en raison de l'attractivité grandissante de lieux comme Berlin, les prix fonciers et de l'immobilier ne cessent d'augmenter. Et menacent de tarir la source de créativité. Dans la concurrence autour de l'espace qui oppose le marché et la société civile, le marché finit par s'imposer, puisque l'utilisation d'une entreprise est plus facile à quantifier qu'un jardin communautaire de quartier, par exemple. De même, le propriétaire d'une parcelle de terrain profite seul de la vente au plus offrant, tandis que toutes les parties prenantes peuvent profiter d'une innovation sociale.

Internet constitue un exemple intéressant d'espace de liberté. A ses débuts, seuls peu d'entre nous étaient à même d'imaginer tout ce qu'Internet nous permettrait de faire en dehors d'écrire des e-mails et d'accéder à des documents provenant d'autres universités. La société civile a investi ce champ des possibles et a fait d'Internet – à travers des blogs, des forums, des chats et autres échanges de données – un terrain de jeu sans précédent avant que le marché découvre son potentiel.

---

[15] http://www.stadionbrache.ch/

[16] http://holzpark-klybeck.ch/

Aujourd'hui, ce terrain de jeu est menacé. Lorsque la neutralité du réseau chute, il risque de devenir le domaine du plus offrant. La neutralité du réseau signifie que la rapidité des données ne dépend pas de la personne qui surfe ou qui met des contenus à disposition. Sans cette règle, Internet pourrait être amené à se gentrifier: les plus offrants évincent les données à but non lucratif ou ces données navigueront en tout cas plus lentement.[17]

Dès qu'un espace de liberté s'ouvre, il est investi et exploré par la société civile (exemple: Berlin en 1989). Mais lorsque l'espace de liberté se raréfie (exemple: Berlin en 2018), le marché prend majoritairement le relais. L'Etat peut faire en sorte que ces espaces de liberté ne soient pas laissés au marché en instaurant des règles comme la neutralité du réseau. Mais les régulations ont tendance à restreindre les espaces de liberté.

EVITER LES RISQUES AU LIEU DE FAVORISER LES OPPORTUNITÉS

Les espaces de liberté vont bien au-delà de l'espace en tant que tel. «Burning Man» est un festival organisé chaque année dans le désert du Nevada. Il n'est régi par aucun programme officiel mais par une auto-organisation pleine de vie et un engagement créatif des participants. Exemple: l'une des devises de «Burning Man» est «Safety third» (La sécurité passe en troisième position). La sécurité n'est donc pas la priorité n°1, et ce, même si quelques personnes y ont déjà perdu la vie.

En mettant en place des régulations excluant les risques, ce festival insolite en plein désert deviendrait beaucoup moins attrayant. Il faut accepter les échecs, les abus, les accidents, les pertes et les blessures pour conquérir de nouveaux territoires. C'est à cette condition que fonctionne la société civile en tant que laboratoire de test. Les gens préfèrent s'engager lorsqu'il y a moins de régulations des libertés personnelles.[18] Car les régulations restreignent généralement ces espaces de liberté. Par exemple, ceux qui cuisinent régulièrement pour des inconnus contre une participation aux dépenses se heurtent rapidement aux règles de la restauration. L'acquisition d'une patente de restaurateur et les règles à respecter en termes de sécurité incendie peuvent entraver l'engagement dans le domaine culturel.

«Pourquoi quelqu'un qui vend régulièrement des bouteilles de bière doit-il avoir une patente de restaurateur?»

CHRISTIAN MUELLER – FREISTAAT UNTERES KLEINBASEL

Les régulations de l'Etat ne sont pas les seules à compliquer la participation à la société civile. Même recevoir de l'argent d'une fondation demande beaucoup d'efforts. Il faut rédiger des demandes, remplir des formulaires et signer des contrats. Les contrats s'allongent avec les années ainsi que l'augmentation des contrôles et de la bureaucratisation. Il faut en effet prendre en compte de plus en plus d'éventualités.

---

[17] http://bit.ly/zzp-neutral (freepress.net 6.5.2018)

[18] Le «Personal Freedom Index», relevé par la Legatum Foundation, mesure les libertés individuelles de vote, de discours, de religion et de mouvement dans de nombreux pays. Le Personal Freedom Index 2016 établit une corrélation positive au niveau des pays avec la part de population qui s'engage dans des activités de bénévolat au moins une fois par mois (saisi dans l'Europan Quality of Life Survey) ($r = .66$, $p < .00001$). Voir l'annexe pour une analyse plus détaillée (http://www.gdi.ch/zg-methode).

«Autrefois, les fondations se comportaient plutôt en mécènes et vous abordaient ainsi: ‹J'adore ce que tu fais, voilà 1000 francs›. Aujourd'hui, quand on dépose une demande de financement pour un projet censé avoir un impact quantifiable, une certaine formalisation est indispensable afin d'apporter les preuves de la qualité requise. Au niveau de l'Etat, la dimension politique joue également un rôle. Quand les parlements sont dominés par des partis qui veulent démanteler l'Etat social, les organes administratifs doivent se montrer extrêmement attentifs pour ne pas commettre d'erreurs; d'où leur tendance à agir de manière bien plus complexe que nécessaire.»

HEINZ ALTORFER, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ SUISSE D'UTILITÉ PUBLIQUE (SSUP)

Et la bureaucratisation augmente même dans le domaine de l'économie privée. Entre 1983 et 2014, le nombre de managers et de superviseurs dans les entreprises américaines a augmenté de 90%, tandis qu'une croissance de 40% seulement a été enregistrée dans les autres domaines de travail.[19] De plus en plus de gens ont pour responsabilité de planifier et de contrôler le travail des autres. Mais si des bénévoles participent à un projet, il faut leur céder un certain contrôle. Si vous voulez créer un jardin communautaire avec l'aide de bénévoles, vous ne pourrez pas imposer les variétés de plantes. Les bénévoles ne constituent pas une main-d'œuvre gratuite.

«Lorsque des bénévoles intègrent une association, on doit éviter de leur imposer trop de règles. Les volontaires veulent en effet avoir l'impression que ce sont eux qui choisissent le plus possible les activités. Et cela ne concerne pas que les organisations. L'Etat doit et peut lui aussi favoriser l'engagement en faveur de la société civile, sans pour autant diriger ni coordonner. Même récompenser le volontariat se révèle délicat, puisque l'Etat se positionne ainsi de manière condescendante à l'égard de la société civile. Le volontariat fait partie d'une société civile qui s'auto-organise et s'auto-évalue.»

LUKAS NIEDERBERGER, DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ SUISSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Bien sûr, toutes les régulations ne sont pas superflues. Mais il est important d'être conscients de leurs conséquences problématiques. Ainsi, dans le Maryland (USA), le cas suivant a fait les gros titres: un frère et une sœur (de 6 et 10 ans) se baladaient dans le voisinage sans aucune surveillance, et des habitants ont appelé la police. Les enfants se trouvaient à Silver Spring Park, soit à environ à 1 km de la maison de leurs parents, et ont été arrêtés et rendus à leurs parents uniquement après que ces derniers ont signé un document promettant ainsi de ne plus les laisser sans surveillance.[20] A Londres, une école interdit à ses écoliers de toucher la neige afin d'éviter des batailles de boules de neige où ils pourraient se blesser.[21] Même en Suisse, les enfants sont de moins en moins laissés sans surveillance.[22]

La blessure ou la mort d'un enfant est une grande tragédie très riche en émotions. Mais si les enfants n'ont pas la possibilité de devenir autonomes, ils passent à côté de nombreuses opportunités sur le plan individuel et sociétal. Il convient donc d'estimer: combien de risques en ce qui concerne nos enfants est-on prêt à accepter pour donner aux générations futures la possibilité d'apprendre à devenir plus autonomes? Cet équilibre entre sécurité et liberté joue un rôle dans toutes les régulations. Combien d'intoxications alimentaires est-on prêt à accepter au nom d'une vie culturelle et gastronomique animée? Combien de volontaires effraye-t-on avec le

[19] http://bit.ly/zzp-bureau (hbr.org 6.5.2018)
[20] http://bit.ly/zzp-cps (wusa9.com 6.5.2018)
[21] http://bit.ly/zzp-snow (independent.co.uk 6.5.2018)
[22] http://bit.ly/zzp-stube (nnz.ch 6.5.2018)

contrôle et la bureaucratie lors de l'attribution des fonds seulement pour empêcher quelques abus? Il est impossible d'être sûrs à 100%. Ces décisions font toujours l'objet de compromis.

Il est particulièrement difficile de réfléchir ainsi, puisque les conséquences négatives d'une régulation insuffisante sont toujours beaucoup plus visibles que les positives. Les cas négatifs sont souvent des évènements tragiques relevant du destin de chacun. Les conséquences positives d'une régulation insuffisante sont souvent plus abstraites, par exemple une génération qui a appris à être autonome. Un décisionnaire est donc plus susceptible d'être critiqué pour des conséquences négatives concrètes que pour être passé à côté d'opportunités abstraites. Résultat: quand «quelque chose arrive», on a plus de chances d'être poursuivi en justice que quand «rien ne se passe».

«En termes de volontariat, il existe un problème à ne pas sous-estimer: l'assurance. Que se passe-t-il lorsqu'un particulier aide quelqu'un chez lui et y cause un dommage. Qui est responsable?»

PETER KÜNZLE, DIRECTEUR DE BENEVOL, SAINT-GALL

Effectivement, les initiatives en faveur de la société civile vont de pair avec la crainte de conséquences juridiques. Et ce, que ce soit lors d'un après-midi de bricolage dans un centre communautaire ou d'un évènement culturel dans des locaux dépourvus de sécurité incendie. Rapidement, la question «Et s'il arrivait quelque chose?» se pose. Qui serait responsable? Qui doit payer si quelqu'un se blesse ou que quelque chose se passe mal? Seules les organisations d'intervention officielles ont le droit de publier des missions sur la plateforme de volontariat benevol-jobs.ch.

«Rien que la possibilité de poursuites juridiques plane au-dessus de nos têtes telle une épée de Damoclès lors de nos réflexions et nous oblige à renoncer à certaines activités. Doit-on par exemple organiser un atelier menuiserie avec des scies circulaires et des raboteuses? Nous l'avons déjà fait. Nous accordons évidemment beaucoup d'importance à la sécurité et sommes très prudents, mais nous ne pouvons pas exclure à 100% que quelque chose arrive. Si c'est le cas, il est possible que les ateliers doivent fermer ou que nous devions adapter considérablement notre offre.»

SABINE SCHENK, DIRECTRICE GÉNÉRALE DES CENTRES COMMUNAUTAIRES DE ZURICH

La société civile pourrait aussi tirer parti de la culture de l'erreur qui règne depuis longtemps (et avec succès) dans le monde économique. L'Etat, les fondations, les organisations d'intervention et la société dans son ensemble devraient accepter les risques, les échecs et même les abus en toute conscience.

LA MÉFIANCE INSPIRE LES RÉGULATIONS

Les espaces libres et la confiance vont de pair. Dans son livre «Das soziale Kapital der Schweiz», Markus Freitag définit la confiance comme une croyance par principe dans les bonnes intentions et la fiabilité de nos semblables.[23] Une culture de l'erreur vivante et constructive ne peut être bâtie que sur la confiance. Les parties prenantes doivent être sûres que leurs semblables, les requérants auprès des fondations, les volontaires, etc. ne vont pas commettre d'abus et que tous les types d'échecs et d'erreurs seront tolérés. Sans cette confiance, ils préféreront ne pas prendre de risques. Les politiques mettent en place des régulations, les bureaucrates deviennent pointilleux et les bénévoles potentiels restent alors passifs.

[23] Freitag, M. (2016). Das soziale Kapital der Schweiz. NZZ Libro.

Confiance à l'égard des institutions suisse

évolution de la confiance à l'égard des institutions suisses durant les dix dernières années (interrogée sur une échelle de 1 à 10).

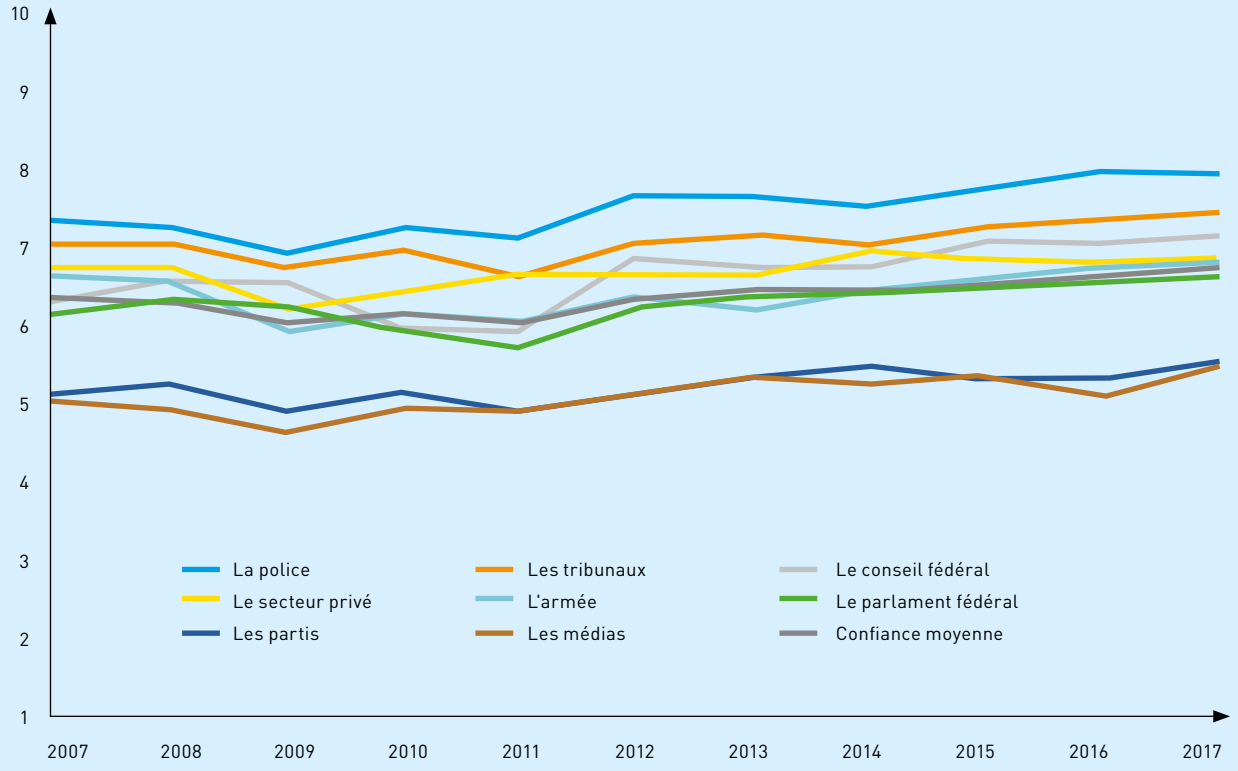


ILLUSTRATION 3:
Source: ETH Center for Security Studies

L'Observatoire du bénévolat 2016 a mis en place un «Moniteur de la confiance» en tant qu'organe d'évaluation exclusif. Il révèle un lien marqué entre la confiance et la participation à la société civile.[24] Les membres des organisations bénévoles ainsi que les volontaires font plus confiance aux autorités suisses et aux inconnus que les gens qui ne s'engagent pas. Ce constat ne peut être expliqué uniquement par le fait qu'il existe des différences d'âge, d'éducation, de revenus ou de régions linguistiques entre les bénévoles et les non-bénévoles. Même s'il est difficile d'établir un lien de causalité, les données le montrent: celui qui fait plus confiance est plus susceptible de faire du volontariat; et inversement, les associations et les organisations sont des lieux où l'on apprend à faire confiance.[25]

Si l'Etat se montre méfiant en édictant des régulations, les individus et les organisations le sont également en établissant des contrats. Lorsqu'il y a peu de confiance entre les membres d'une société, le nombre de transactions contractuelles augmente. Il faut alors plus d'avocats, de régulations et de sécurités. La coopération revêt ainsi un coût élevé.

«Si tout le monde se faisait absolument confiance, les contrats n'auraient plus lieu d'être.»

MARKUS FREITAG, TITULAIRE DE LA CHAIRE DE SOCIOLOGIE POLITIQUE – INSTITUT DE SCIENCES POLITIQUES, BERNE

---

[24] Lamprecht, M., Fischer, A., Bürgi, R., & Stamm, H. (2016). Vertrauensmonitor. Das gesellschaftliche Engagement und Vertrauen. Zurich: Pour-cent culturel Migros.

[25] Même si cela paraît plausible, ce lien est controversé: Wollebæk, D., & Selle, P. (2003). Participation and social capital formation: Norway in a comparative perspective. Scandinavian Political Studies, 26(1), 67-91.

Le lien entre confiance, avocats et engagement est empiriquement prouvé. Si l'on compare au niveau européen, les pays avec une haute concentration d'avocats démontrent moins de confiance à l'égard des inconnus[26] et moins d'engagement.[27] De même, Robert Putnam constate: la baisse du nombre de membres d'associations aux Etats-Unis va de pair avec la hausse du nombre d'avocats (ainsi que de policiers et d'agents de sécurité).[28] Dans l'ensemble, le politologue américain dresse un portrait sinistre de la confiance aux Etats-Unis. Depuis les années 1960, elle est en chute libre. Chaque génération fait moins confiance à ses concitoyens que la précédente. Certaines études vont également dans ce sens en démontrant une perte de confiance dans les institutions occidentales.[29] Les gens font de moins en moins confiance aux gouvernements, à la presse et à la science.

En Suisse, cette image revêt un tout autre aspect. Depuis des années, la confiance à l'égard des institutions suisses augmente (voir illustration 3).[30]

Même si les jeunes Suisses font, selon le Moniteur de la confiance, moins confiance aux inconnus, aucune tendance ne se dessine sur le long terme.[31] Même l'individualisation souvent critiquée n'est peut-être pas une aussi mauvaise chose qu'elle le paraît. Elle va certes de pair avec un assouplissement des liens familiaux, mais aussi avec une confiance accrue à l'égard des inconnus: Ainsi, le degré d'individualisme d'un pays est statistiquement lié à la confiance montrée à l'égard des inconnus[32] (voir illustration 4).

La confiance à l'égard des inconnus est une condition de base de l'émergence d'une société individualiste. Dans une telle société, nous ne dépendons plus des structures de clan familiales, mais payons des contributions de sécurité sociale qui sont versées à des inconnus.

Cela ne veut pas forcément dire que l'individualisation croissante fait naître une confiance de plus en plus grande et que l'Etat devrait rester en dehors de tout ça pour éviter de réguler à outrance. Ainsi, le Moniteur de la confiance révèle un lien évident entre l'éducation, une fonction classique de l'Etat, et la confiance. Plus les gens sont éduqués, plus ils font preuve de confiance et s'engagent. Il n'est donc pas possible de mettre toutes les interventions publiques dans le même panier. Cela dépend du type de prestation publique, comme le présentent Kumlin et Rothstein dans une étude réalisée en Suède.[33] Si vous recevez des prestations forfaitaires, comme des

---

[26] Une analyse des pays européens avec un niveau de prospérité similaire, montre une corrélation négative entre la densité d'avocats (saisi dans le «CCBE Lawyers Statistic») et la confiance à l'égard des inconnus (saisi dans l'Europan Quality of Life Survey). Autrement dit, plus la confiance règne, moins il y a d'avocats ($r = -.37$, $p = .034$, $n = 33$, contrôlé pour le PIB). Voir l'annexe pour une analyse plus détaillée (http://www.gdi.ch/zg-methode).

[27] Une analyse des pays européens avec un niveau de prospérité similaire, montre une corrélation négative entre la densité d'avocats (saisi dans le «CCBE Lawyers Statistic») et la part d'habitants de chaque pays déclarant participer à des activités de bénévolat au moins une fois par mois (saisi dans l'Europan Quality of Life Survey). Autrement dit, plus les gens s'engagent dans le bénévolat, moins il y a d'avocats dans un pays ($r = -.42$, $p = .014$, $n = 33$, contrôlé pour le PIB). Voir l'annexe pour une analyse plus détaillée (http://www.gdi.ch/zg-methode).

[28] Putnam, R. D. (2000). Bowling alone: America's declining social capital. Dans Culture and politics (pp. 223-234). Palgrave Macmillan, New York.

[29] http://bit.ly/zzp-edel (edelman.com 6.5.2018)

[30] http://bit.ly/zzp-css (css.ethz.ch 6.5.2018)

[31] Freitag, M. (2016). Das soziale Kapital der Schweiz. NZZ Libro.

[32] http://bit.ly/zzp-hof (hofstede-insights.com 6.5.2018)

[33] Kumlin, S., & Rothstein, B. (2005). Making and breaking social capital: The impact of welfare-state institutions. Comparative political studies, 38(4), 339-365.

allocations parentales, vous faites plus confiance à vos semblables que quelqu'un qui bénéficie de prestations spécifiques faisant l'objet d'une vérification précise de sa situation. Si quelqu'un est victime de méfiance, avec par exemple un détective social qui vérifie sa vie privée à la demande de l'Etat, il fera preuve de plus de méfiance à l'égard des autres. D'après les auteurs, beaucoup de prestations publiques sont de nature forfaitaire en Suède. Ainsi, un Etat social fort va de pair avec une société civile saine.

LA NUMÉRISATION FAVORISE LA CONFIANCE

Grâce aux plateformes numériques, nous faisons de plus en plus confiance aux inconnus. Les fondateurs de plateformes comme Airbnb ou Uber ont tous été confrontés au même scepticisme en présentant leur idée pour la première fois: Qui laisserait des inconnus dormir chez soi? Qui divulguerait son numéro de carte de crédit sur un site Internet? Qui monterait dans la voiture d'un inconnu? Toutes ces objections ont un point commun: elles sont la preuve d'un manque de confiance.

Aujourd'hui, accomplir de telles actions va parfaitement de soi. Et la plupart des gens ont de très bonnes expériences en faisant confiance à des étrangers sur ces plateformes et en partageant avec eux une voiture, un logement ou leur temps libre. Cette confiance est non seulement accordée mais également favorisée de manière ciblée par les plateformes.

L'identité en ligne est un facteur important. Presque toutes les plateformes en ligne disposent d'un système de notation. On peut noter à l'aide d'étoiles allant de 1 à 5 et rédiger un commentaire. La réputation, qui se construisait jusqu'à présent plutôt de manière implicite dans l'environnement social, est désormais quantifiée au niveau mondial. Les utilisateurs font confiance car ils partent du principe que personne ne veut mettre sa bonne réputation en jeu. Les plateformes utilisent fréquemment la réputation acquise sur d'autres plateformes. Ainsi, on peut se créer un compte sur l'application de rencontres Tinder uniquement si l'on a un compte Facebook comptant au moins 50 amis.

Il est de plus en plus question d'une carte d'identité numérique. Le canton de Schaffhouse a déjà mis au point une carte d'identité numérique pour faciliter les échanges des citoyens avec l'administration du canton. Une carte d'identité numérique pourrait en principe être également utilisée au-delà du canton dans le cadre d'une participation numérique. Si quelqu'un est inscrit dans un seul lieu et que toutes les données le concernant convergent en ligne et hors ligne, vous savez que vous pouvez lui faire confiance. Car cette personne est non seulement un hôte Airbnb agréable, mais elle n'a également aucune photo de produit trompeuse sur Ricardo. Si vous recevez une mauvaise évaluation uniquement sur Ricardo, c'est moins grave que si toute votre réputation numérique universelle était en jeu.

En Chine, le Social Credit Score, qui devrait être lancé en 2020, pousse cette logique à son extrême. Chaque Chinoise et Chinois devra être évalué avec une note allant de 350 à 950 points, évaluant certains comportements, comme le paiement ponctuel des factures, le respect des contrats et autres infractions. Si vous achetez souvent des couches, vous serez considéré(e) comme une personne plus digne de confiance et aurez une meilleure note que quelqu'un qui dépense son argent en alcool et en jeux vidéo. Si vous critiquez le système sur les réseaux sociaux, votre note baisse. Si, au contraire, vous vantez les mérites du gouvernement, vous recevez une meilleure note. Outre votre comportement, votre environnement joue un rôle. Si vos amis critiquent le système sur les réseaux sociaux ou mènent une vie dissolue, votre score en pâtira.

L'individualisme et la confiance

L'individualisme (selon Hofstede) a une corrélation positive (r = .6, p ← .001, n = 31) avec la confiance montrée à l'égard des inconnus par les habitants d'un pays (d'après l'European Quality of Life Survey 2016). La corrélation chute à (r = .19, p = .3, n = 31) si elle est contrôlée pour le PIB. Voir l'annexe pour une analyse plus détaillée (http://www.gdi.ch zg-methode).

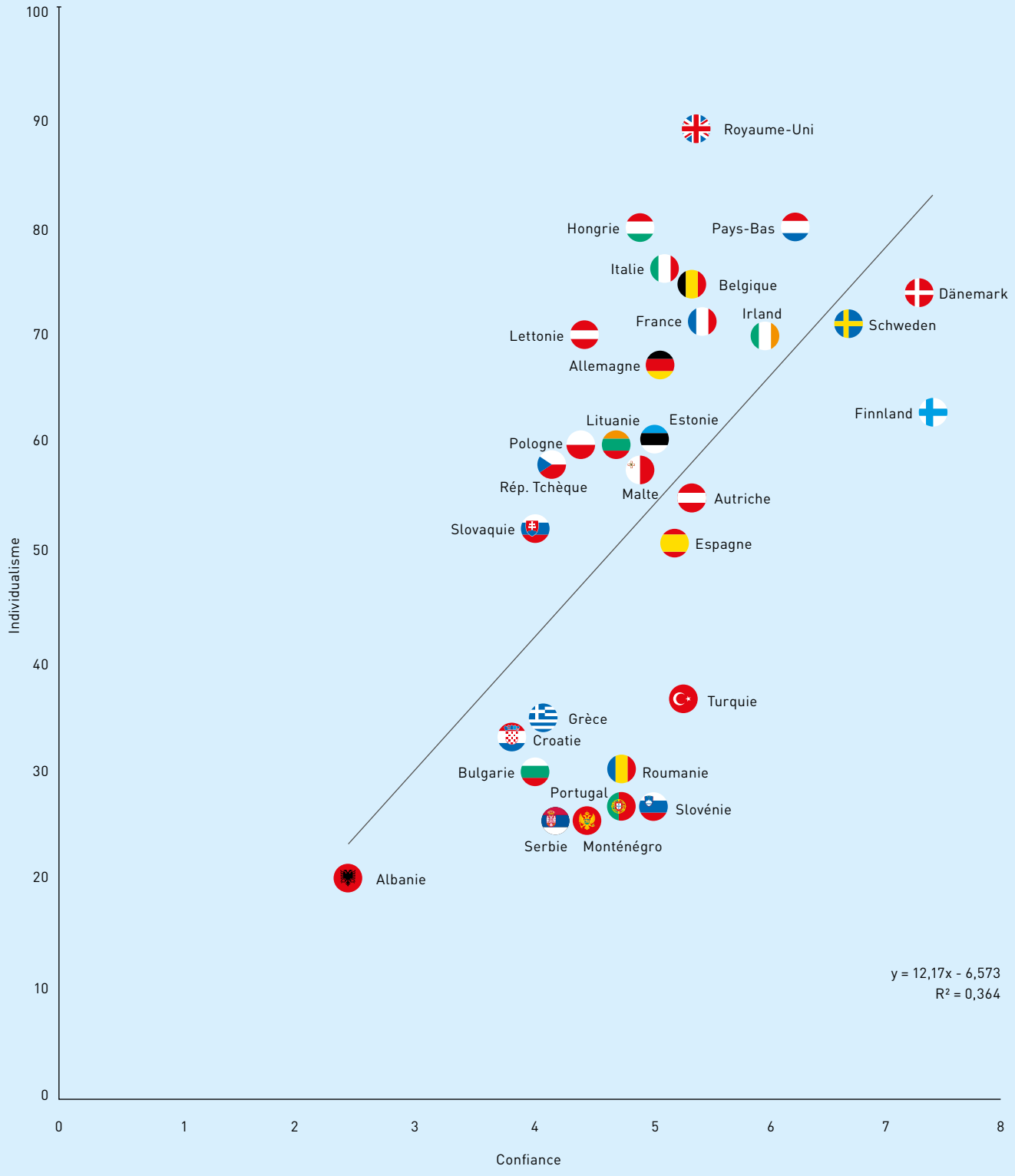


ILLUSTRATION 4

Source: European Quality of Life Survey 2016 & Hofstede-Insights.com

Le Social Credit Score peut avoir une influence sur votre propension à proposer une chambre à quelqu'un sur Airbnb ou à lui acheter quelque chose sur Alibaba. Le score détermine également si vous pouvez recevoir un crédit ou un visa pour l'Europe.

> *«If their score reaches 600, they can take out a Just Spend loan of up to 5,000 yuan (around £565) to use to shop online, as long as it's on an Alibaba site. Reach 650 points, they may rent a car without leaving a deposit. They are also entitled to faster check-in at hotels and use of the VIP check-in at Beijing Capital International Airport. Those with more than 666 points can get a cash loan of up to 50,000 yuan (£5,700), obviously from Ant Financial Services. Get above 700 and they can apply for Singapore travel without supporting documents such as an employee letter. And at 750, they get fast-tracked application to a coveted pan-EuropeanSchengen visa.»*
>
> RACHEL BOTSMAN, AUTEURE DE WHO CAN YOU TRUST?[34]

L'Occident observe ces évolutions d'un œil inquiet. Il reste à voir si cette association étrange de confiance via l'hyperrégulation conduira effectivement à des comportements plus positifs ou si les interactions interpersonnelles, en particulier avec les inconnus, diminuent – de peur de faire quelque chose de mal et de faire baisser son Credit Score.

Mais la Chine n'est pas la seule à recenser la capacité à être digne de confiance. La fascinante appli Tala illustre également cela à la perfection.[35] Elle évalue la solvabilité des habitants de pays en voie de développement qui n'ont pas accès aux banques mais possèdent un smartphone. Ces derniers peuvent ainsi bénéficier de microcrédits moins chers que ceux des usuriers. C'est l'appli elle-même qui vérifie leur solvabilité au moyen du smartphone en reliant, selon les dires de l'entreprise, plus de 10 000 points de données. Par exemple, une personne qui a beaucoup de contacts dans son répertoire et qui communique avec beaucoup de personnes différentes paraît plus digne de confiance que quelqu'un possédant peu de contacts. Si cette personne a entré dans son répertoire le prénom de ses contacts suivis de leur nom de famille, elle sera considérée comme plus consciencieuse et donc plus solvable. Partout où nous allons, toutes les données qui nous rendent dignes de confiance nous accompagnent. Il suffit d'accorder l'accès à une appli. En cas de comportement méfiant à l'égard d'autrui, l'accès à de telles données pourrait simplifier les interactions interpersonnelles. Ceci étant, nous devons être prêts à divulguer une partie de nos données.

---

[34] http://bit.ly/zzp-scs (wired.co.uk 6.5.2018)

[35] https://tala.co (6.5.2018)

MESSAGE CLÉ
«Autonomie – la société civile a besoin d'espaces libres»

> La société civile endosse souvent un rôle de pionnière et a donc besoin d'espaces libres.
> Ces espaces libres peuvent être des espaces en tant que tels ou des espaces régis par peu de régulations.
> La peur de «et s'il arrivait quelque chose» paralyse la société civile. L'Etat, les fondations, les organisations d'intervention, les associations et la société dans son ensemble ne devraient pas essayer d'empêcher à tout prix chaque erreur, mésaventure ou incident. Pour accéder à un espace libre, il faut accepter l'erreur.
> Pour réduire les régulations, la confiance s'avère capitale. A l'inverse, les régulations et contrôles peuvent entraîner une perte de confiance.
> A l'avenir, les méthodes numériques vont créer de nouvelles possibilités de développer la confiance. Il reste à voir si les profils, les évaluations et les cartes d'identité en ligne vont mener à plus de confiance ou à plus de contrôle et de peur de faire quelque chose de mal.

Liens sociaux – la quête de sens est aussi une affaire de contexte social

Outre l'autonomie et le sentiment de pouvoir prendre une décision ainsi que l'espace libre qui va avec, les liens sociaux constituent le deuxième facteur clé qui confère du sens à une situation donnée.

RECHERCHE DE SENS DANS LE CERCLE SOCIAL PROCHE

La recherche de sens est une initiative sociale et se produit en premier lieu dans le cercle social proche. La famille et les amis constituent la principale source de sens.[36] L'intégration d'une association est souvent due à un besoin communautaire et va au-delà de l'association en tant que telle. En Suisse, les fortes amitiés sont de plus en plus importantes.[37] Cela peut expliquer pourquoi les associations deviennent moins attrayantes. Plus besoin d'intégrer une association pour se faire des contacts sociaux.

Etre ensemble, mais aussi *faire* quelque chose ensemble permet de créer du sens. D'après des études expérimentales, c'est la présence d'autres personnes qui nous permet de considérer certaines expériences et notre propre vie comme plus porteuses de sens.[38] C'est la raison pour laquelle nous aimons aller au

---

[36] Lambert, N. M., Stillman, T. F., Baumeister, R. F., Fincham, F. D., Hicks, J. A., & Graham, S. M. (2010). Family as a salient source of meaning in young adulthood. The Journal of Positive Psychology, 5(5), 367-376.

[37] http://bit.ly/zzp-freund (nzzas.nzz.ch 6.5.2018)

[38] Lambert, N. M., Stillman, T. F., Hicks, J. A., Kamble, S., Baumeister, R. F., & Fincham, F. D. (2013). To belong is to matter: Sense of belonging enhances meaning in life. Personality and Social Psychology Bulletin, 39(11), 1418-1427.

cinéma avec des amis, même si c'est pour s'enfermer dans une salle obscure où personne ne parle. Souvent, le partage d'expériences et de selfies sur les réseaux sociaux est considéré comme l'expression d'une culture narcissique. Pourtant, cela peut également faire partie du processus de recherche de sens collective. Nous catégorisons nos expériences ensemble et les vivons donc plus intensément. La reconnaissance des autres confirme notre propre quête de sens et les actions qui en découlent. C'est également important pour le volontariat.

«Quand les gens ont la sensation de perdre leur statut ou pensent manquer de reconnaissance vis-à-vis de leur activité, leur motivation bat de l'aile et leur engagement aussi. Peu importe qu'ils fassent partie d'une institution aux objectifs nobles.»

HEINZ ALTORFER, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ SUISSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

QUÊTE DE SENS DANS LE CONTEXTE CULTUREL

La quête de sens prend place, outre dans le cercle social proche, dans le contexte culturel. Les êtres humains créent du sens à partir d'éléments de leur culture qui comprend les valeurs et les idéologies. C'est de cette manière que nous partageons nos visions du sens non seulement avec nos amis et notre famille, mais aussi avec des inconnus.

L'historien israëlien Yuval Harari part du principe qu'une croyance commune en une fiction culturelle est la base d'une collaboration d'envergure allant bien au-delà du fait de connaître ou de partager des liens de parenté.[39] Cette fiction peut prendre beaucoup de formes différentes. Il existe des choses qui n'existent par essence que dans l'esprit des gens – d'où le terme de fiction. On peut citer par exemple la religion, l'Etat national, l'argent, l'honneur, l'humanisme, une entreprise, etc. Si un nombre suffisant de gens partagent une fiction, elle devient alors l'outil le plus puissant que l'humanité ait jamais conçu. Un consensus au sujet d'une fiction permet d'augmenter la confiance. Je ferai plus facilement confiance à une personne qui croit au même Dieu que moi. Car elle crée du sens de la même manière que moi.

L'APPARTENANCE LOCALE EST CAPITALE POUR L'ENGAGEMENT

Pour les bénévoles, l'appartenance joue également un rôle. Les personnes qui se considèrent comme Européens ou citoyens du monde s'engagent deux fois plus en faveur des droits de l'homme et de l'aide au développement que ceux qui s'identifient majoritairement au niveau local ou national.[40] Les fusions de plusieurs communes ont entraîné une baisse de la participation aux élections.[41] La nouvelle fiction n'a pas encore été assimilée.

Quelles fictions favorisant la coopération seront importantes à l'avenir? Selon l'European Quality of Life Survey 2016, le nombre de gens affirmant se sentir proches de leurs voisins a baissé, à quelques exceptions près, dans toute l'Europe et est passé de 67% en 2011 à 63% en 2016. Même en Suisse, les repères d'identification évoluent. Cela est dû non seulement à l'accroissement de la mobilité (cf. introduction) – pour s'éloigner du local et se diriger vers l'Etat national. (voir illustration 5).[42]

---

39 Harari, Y. N. (2014). Sapiens: A brief history of humankind. London: Harvill Secke

40 Parmi les répondants au European Values Study, un sondage de 66000 personnes conduit dans 46 pays européens et dans plusieurs pays adjacents (par exemple l'Arménie), 3.31 pour cent de ceux qui se considèrent comme européens ou citoyens du monde s'engagent dans la coopération au développement. En revanche, seulement 1.14 pour cent de ceux qui s'identifient localement s'engagent dans ce domaine.

41 http://bit.ly/zzp-fact (www.defacto.expert 6.5.2018)

42 http://bit.ly/zzp-gfs (gfs.ch 6.5.2018)

Appartenances aux unités géographiques en Suisse

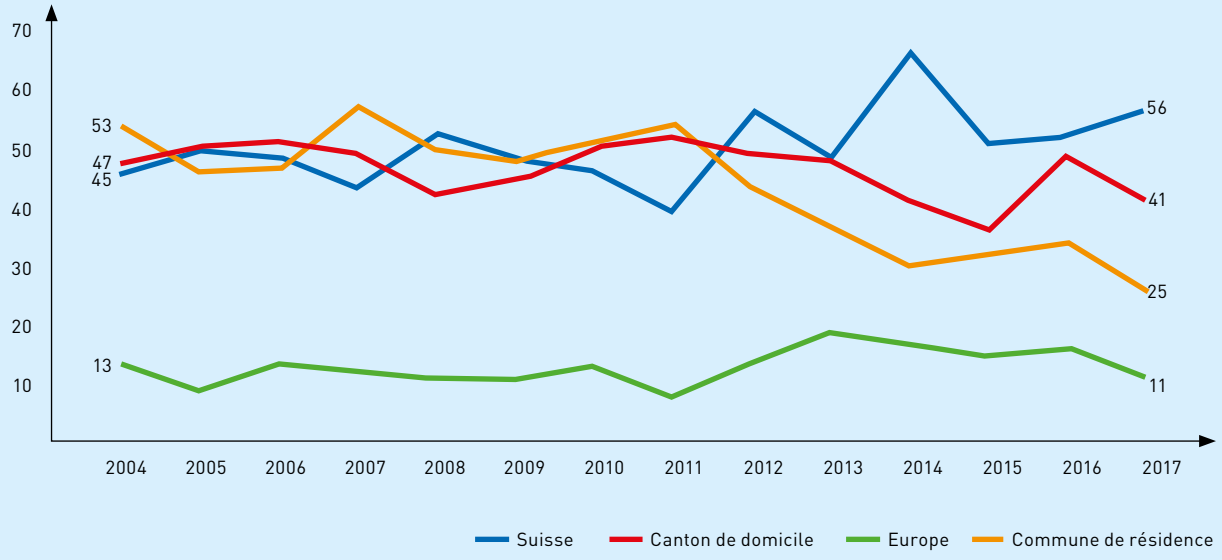


ILLUSTRATION 5
Source: selon le baromètre sur les préoccupations des Suisses en 2017 de gfs.bern

«En Suisse, le lien avec le concept de patrie est très ambivalent. D'un côté, la patrie se positionne au niveau personnel, familial et amical. Et d'un autre côté, la Suisse est importante en tant que nation. Mais la mondialisation et l'individualisation ont érodé bien des choses. Les nations sont restées des récipients qui gardent une forte signification et gagnent même de l'importance d'un point de vue relatif.»

MICHAEL HERMANN,
GÉOGRAPHE SOCIAL SOTOMO

La plupart des engagements commencent pourtant à petite échelle et se développent ensuite au-delà de la proximité sociale à des fictions plus abstraites.

«La plupart des personnes commencent par des engagements locaux très concrets. Plus les personnes se sont engagées longtemps, plus elles ont découvert de manière concrète qu'elles pouvaient changer quelque chose, plus le degré d'abstraction augmente. C'est là qu'elles commencent à s'engager au niveau régional, national ou même international.»

STEFAN TITTMANN,
ASSOCIATION OSTSINN – RAUM FÜR MEHR

L'Observatoire du bénévolat 2016 confirme que la plupart des gens s'engagent de manière formelle et informelle en particulier au niveau régional (voir illustration 6).

Le local s'érode. C'est un problème pour la société civile puisque l'accès à l'engagement a souvent lieu au niveau local – mais plus personne ne ressent de sentiment d'appartenance au niveau local. Ainsi, il est de plus en plus difficile de convaincre les gens de s'investir politiquement au niveau de la commune (cf. Digression: Engagement politique en faveur de la société civile: sur la voie d'une «nouvelle milice»?) alors que ce ne sont pas les candidats qui manquent au niveau national.

Mais le lieu d'engagement ne correspond pas forcément au niveau d'identification. Un engagement local peut également poursuivre une idée globale.

«La plupart des gens s'engagent dans des petits groupes à l'échelle locale. Mais la taille réduite de l'organisation ne veut pas forcément dire que les actions et la réflexion manquent d'ambition. Les objectifs visés peuvent parfaitement être mondiaux, comme la justice sociale dans le monde, même si l'action reste à un niveau local. C'est ce que dit le vieux slogan: ‹Think global, act local›. Mais cela veut aussi dire qu'on se résigne, et revient à dire que rien ne peut de toute façon être mis en place à grande échelle.»

ADALBERT EVERS, INSTITUT DE SCIENCES POLITIQUES, UNIVERSITÉ DE GIESSEN

Engagement par lieu selon l'Observatoire du bénévolat 2016.

La plupart des gens s'engagent au niveau local, mais si l'engagement informel est fortement lié au lieu d'habitation, l'engagement formel relève quant à lui également du niveau régional.

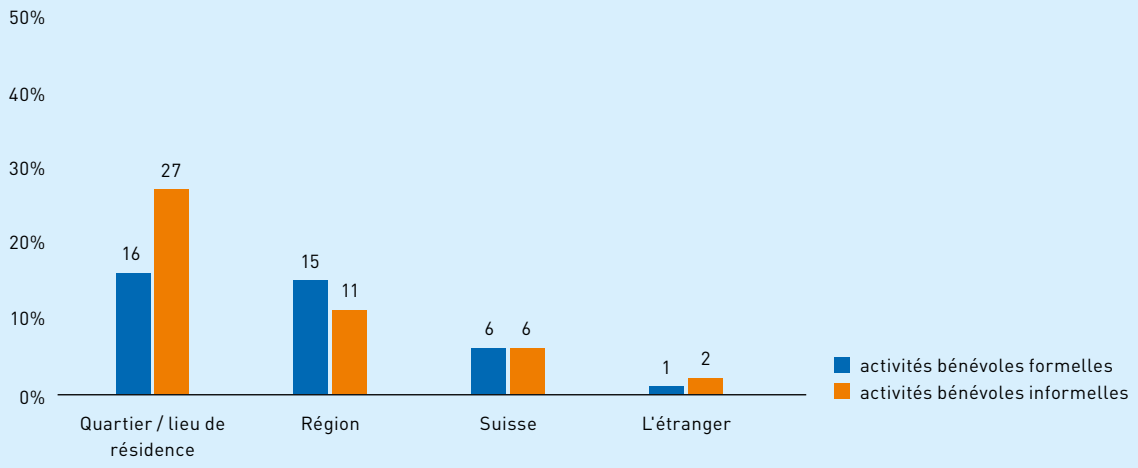


ILLUSTRATION 6:
Source:Freiwilligenmonitor 2016

Même si les bénévoles aident des gens à l'autre bout du monde par humanisme, l'appartenance sociale reste importante au niveau local. Une appartenance locale permet de valider localement la construction de sens individuelle dont peut découler l'humanisme mondial. Même les mouvements mondiaux doivent avoir des ancrages locaux. Il est motivant pour les participants de savoir qu'ils ne sont pas seuls.

«Les gens qui écrivent des lettres pour Amnesty font partie d'une communauté même s'ils ne rencontreront jamais les destinataires de ces lettres. C'est ce qu'ils expriment en disant: ‹C'est important pour moi de ne pas être seul ici›. Ils n'ont pas de rêves de toute-puissance en étant persuadés que leur contribution va changer le monde. C'est le ‹nous› qui prime. Ils ne disent pas ‹Amnesty et moi›, mais ‹chez Amnesty, nous›.»

THEO WEHNER, PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL, EPF ZURICH

QUATRE TYPES DE RELATIONS HUMAINES – «RELATIONAL MODELS THEORY»

Ce qui est important en termes d'appartenance, ce n'est pas de savoir si on parle d'échelle locale ou mondiale ou si la fiction commune se définit par l'Etat national ou un Dieu, par exemple. Le sentiment d'appartenance est également déterminé par le type de relation.

La «Relational Models Theory»[43] distingue quatre modèles de coopération humaine: le rapport de communauté (communal sharing), la réciprocité entre égaux (equality matching), le rapport d'autorité (authority ranking) et le rapport de marché (market pricing).

Dans *le rapport de communauté*, chaque membre est sur le même niveau, partage ses ressources sans attendre de récompense immédiate et fait preuve de solidarité à l'égard d'autrui. Devise: «Un pour tous, tous pour un» et «Ce qui est à moi est à toi». L'individu passe au second plan, l'échange se base sur les points communs comme les liens de parenté, l'identité nationale, les récits des souffrances, etc. Dans la *réciprocité entre égaux*, l'égalité entre les membres a également son importance mais se base sur le principe de la réciprocité et du partage équilibré des ressources. Dans le *rapport d'autorité,* ceux qui sont en haut de la hiérarchie disposent de prestige et de privilèges, mais ont également dans certaines circonstances une responsabilité envers ceux dont le statut est moins élevé. Lors du *rapport de marché*, ce sont les prestations et les prix qui déterminent les relations.

---

[43] Fiske, Alan P. 1991a. Structures of Social Life: The Four Elementary Forms of Human Relations. New York: Free Press.

4 modes de relations humaines

	Rapport de communauté (communal sharing)	Réciprocité entre égaux (equality matching)	Rapport d'autorité (authority ranking)	Rapport de marché (market pricing)
Description	Les membres sont égaux. Il n'existe aucune différence en termes de contribution à la communauté.	Les membres sont égaux et privilégient une distribution équilibrée des ressources.	Les membres sont placés dans une hiérarchie asymétrique. Ceux qui sont en bas de l'échelle respectent et suivent ceux qui sont en haut, qui ont la priorité et le contrôle.	Les relations sont déterminées par des prix et salaires clairs pour des prestations.
Exemples	- Exploitation collective - Amour intense - Nationalisme	- Une voix par personne - Invitations alternées à des repas - Couple / amitiés	- Hiérarchies militaires - Culte des anciens - Police - Supérieurs en entreprise - Religions	- Commerce - Travail salarié - Impôts
Mode de décision	Consensus au sein du groupe	Vote démocratique	Décision par l'autorité	Analyse coûts-bénéfices
Accomplissement des tâches	Chacun fait de son mieux sans responsabilité individuelle.	Les contributions de chacun sont équilibrées et s'alternent.	L'autorité délègue via une chaîne de commandement.	Les participants sont dédommagés en fonction de leurs prestations.
Jugements moraux	Les besoins et souffrances de tous sont considérés comme les siens.	Tout le monde est traité de la même manière.	Les personnes âgées, les dieux (y compris leurs représentants terrestres), les pères fondateurs, etc. jugent ou incarnent les valeurs morales.	Chacun reçoit ce qu'il mérite.

ILLUSTRATION 7:
Source: Fiske, Alan P. 1991a. Structures of Social Life: The Four Elementary Forms of Human Relations

Ce qui est intéressant au sujet de ces 4 modes de relation, c'est que les types de comportement vont de soi dans un mode, alors qu'ils paraissent complètement déplacés dans un autre. Piquer dans l'assiette du partenaire sans demander (rapport de communauté) est considéré comme normal, mais ce serait considéré comme tabou dans celle de sa supérieure (rapport d'autorité). Réclamer un baiser à son partenaire (rapport d'autorité) ou payer pour en avoir un (rapport de marché) n'est généralement pas très bien vu, tout comme inviter le boulanger à souper à l'occasion (réciprocité entre égaux) au lieu de payer pour acheter son pain (rapport de marché).

Si vous aidez volontairement quelqu'un, par exemple vos amis lors d'un déménagement ou une personne âgée dans la rue, vous serez certainement irrité(e) s'ils vous proposent ensuite de l'argent. Il se peut même que vous évitiez de reproduire cette action à l'avenir, en particulier si vous avez accepté l'argent. En psychologie, il est établi que la motivation intrinsèque peut diminuer si elle est récompensée. Cela

peut venir du fait que le paiement transforme le mode de relation en *rapport de marché*. Pour construire un système d'incitation pour bénévoles, il faudrait éviter d'orienter le mode de relation vers le rapport de marché.

Par définition, le volontariat n'est pas organisé en mode de *rapport de marché*. L'adoption d'un *rapport d'autorité* peut certes se faire volontairement, par exemple quand on prend la place d'un professeur ou qu'on obéit aux injonctions d'un coach sportif. Mais même dans les rôles hiérarchiques dans un cadre bénévole, il existe des moments de contrainte. Le volontariat se produit essentiellement en mode de *rapport de communauté* et de *réciprocité entre égaux*.

«Quand je demande à des gens pourquoi ils s'engagent bénévolement, la réponse est souvent: ‹Vous savez, j'ai eu tellement de chance et je voudrais donner quelque chose en retour›.»

PRISKA MUGGLI, DIRECTRICE DE ZEITVORSORGE ST. GALL

CRÉER DU SENS EN CONTRIBUANT «À UNE PLUS GRANDE CAUSE»

La quête de sens dépend de la place qu'occupe l'individualité en termes de valeur. Justement parce que la quête de sens est un processus collectif, cela prête à penser qu'une fiction qui laisse l'individu évoluer volontairement vers une plus grande cause est particulièrement riche en sens. Le mode de relation collectif qu'est le *rapport de communauté* devrait donc être plus riche en sens que le mode individualiste de *rapport de marché*. Moins il y a de place pour l'individualité, moins le sens sera perçu comme un ensemble quelconque d'idées relativement plausibles et opportunes sur le plan idiosyncratique, mais sera plus susceptible de provenir «d'une plus grande cause» qui transcende l'individu.

A l'inverse, le *rapport de marché* et son mode de relation individualiste font peu sens aux yeux de la plupart des gens. A l'exception du fait qu'on puisse faire des dons d'argent, ce qui génère à nouveau du sens, puisque le don est une forme de relation relevant du *rapport de communauté* ou de la *réciprocité entre égaux*. Cela rend donc plus heureux que de dépenser de l'argent pour soi-même.[44]

Les rituels et traditions sont des moyens de faire évoluer l'individualité vers une plus grande cause et nous permettent de nous familiariser avec le sentiment d'appartenance et de considérer notre action comme pleine de sens. Les rituels façonnent la patrie[45] et l'appartenance.

«A Genève, il existe ce qu'on appelle l'Escalade, une fête urbaine où tous les écoliers participent à un cortège d'enfants. Du coup, tous les parents sont présents, même s'ils ne sont à Genève que depuis quelques jours, qu'ils soient originaires de Suède, d'Indonésie, etc. Les enfants sont présents et les parents aussi, avec les autres parents. Et d'un seul coup, vous devenez Genevois.»

SANDRO CATTACIN, DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

MONTÉE DE L'INDIVIDUALISME – BÉNÉDICTION OU MALÉDICTION?

A quelques exceptions près, comme la Chine, le monde est de plus en plus individualiste,[46] ce qui n'est pas forcément une mauvaise chose. Car comme

---

[44] Dunn, E. W., Gilbert, D. T., & Wilson, T. D. (2011). If money doesn't make you happy, then you probably aren't spending it right. Journal of Consumer Psychology, 21(2), 115-125.

[45] https://1001heimat.ch/fr/cosmos/

[46] Santos, H. C., Varnum, M. E., & Grossmann, I. (2017). Global increases in individualism. Psychological science, 28(9), 1228-1239.

nous l'avons vu, l'individualisme va de pair avec plus de confiance à l'égard des inconnus. En parallèle, un sentiment d'appartenance est important pour la participation et l'engagement. Ce sont les relations très individualistes qui génèrent le moins d'appartenance et donc peu de sens, ce qui peut mener à une perte d'orientation au sein de la société.

«Il est intéressant que les thérapeutes affirment de plus en plus souvent qu'on peut non seulement se sentir oppressés par les normes sociétales, mais également par l'absence de ces normes. Jacques Lacan parle de l'absence d'orientation symbolique. Et quand je vois des jeunes d'origine arabe qui sont la deuxième génération de leur famille à avoir grandi en Allemagne ou en Belgique et qui s'engagent tête baissée dans le djihad, la seule explication que l'on peut trouver pour justifier cela, est une quête d'orientation symbolique pathologique.»

THEO WEHNER, PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL, EPF ZURICH

Indépendamment du rapport de chacun avec le manque de sens, un sentiment de «nous» est important pour la société. Si tout est régulé par le marché, la pensée solidaire disparaît. Un client n'est responsable que de ses actes et remplit sa dette en payant sa facture. Tout ce qui n'est pas réglé de manière contractuelle passe alors à la trappe.

En été, on entend souvent parler des festivals en plein air et de leurs décharges géantes, discours généralement suivi de plaintes contre une jeunesse sans sens commun qui n'a que faire de la prospérité. Et pourtant, on ne parle que des grands festivals dont les billets coûtent une centaine de francs suisses. Les festivals qui ne laissent pas derrière eux de véritable décharge sont généralement à peine évoqués. Et on ne parle pas forcément de petits festivals où tout le monde se connaît. Même sur un grand festival comme «Burning Man» qui compte entre 50 000 et 100 000 participants, on ne trouve presque aucun déchet. Les participants n'y sont pas considérés comme des consommateurs. Sur toute la zone du festival, il n'y a rien à acheter et il n'y a pas de poubelles. Personne n'a d'argent sur soi. Tout est offert et jeté par les propres moyens de chacun. Les participants ne sont pas considérés seulement comme des individus, mais font partie d'une communauté.

«Come for the party, stay for the tribe.»
(Venez pour la fête, restez pour la tribu.)

LARRY HARVEY, FONDATEUR DE «BURNING MAN »

Quand on transforme des citoyens en clients, on passe alors en mode de *rapport de marché*, qui va de pair avec moins d'appartenance et de responsabilité. Si on s'adresse aux gens comme à des consommateurs, ils deviennent plus compétitifs, font preuve de moins de confiance à l'égard des autres et sont plus égoïstes que quand ils sont traités comme des citoyens.[47] Les habitants d'une commune ont, en tant que consommateurs, autant de responsabilités envers la commune que les clients d'un hôtel.

«Le New Public Management, qui traite les citoyens comme des clients, s'infiltre dans l'engagement. Car celui qui se sent comme un client considère que toutes ses obligations sont remplies en payant ses impôts. Mais pour la société civile et pour un système de milice qui fonctionne, cela ne suffit pas.»

RETO LINDEGGER, DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION DES COMMUNES SUISSES

---

[47] Bauer, M. A., Wilkie, J. E., Kim, J. K., & Bodenhausen, G. V. (2012). Cuing consumerism: Situational materialism undermines personal and social well-being. Psychological Science, 23(5), 517-523.

RETOUR AU «BON VIEUX TEMPS»

Face à un individualisme visiblement en hausse et à un manque de sens, nombreux sont ceux qui regrettent «le bon vieux temps». Une communauté où tout le monde prenait soin les uns des autres au lieu de courir derrière des objectifs égoïstes qui aboutissent de toute façon au malheur. Derrière cela se cache l'idée d'un «Bon sauvage», un être humain bon par nature mais corrompu par la société qui l'arrache de son habitat naturel.

«Human beings will be happier – not when they cure cancer or get to Mars or eliminate racial prejudice or flush Lake Erie – but when they find ways to inhabit primitive communities again. That's my utopia. That's what I want for me.»

KURT VONNEGUT[48]

Cette image se base plus sur des idéaux romantiques que sur des trouvailles anthropologiques. Non seulement quand on sait que nos ancêtres «sauvages» ont éradiqué plusieurs espèces animales, mais aussi que de telles structures ancestrales allaient de pair avec beaucoup de contrôle social, des hiérarchies rigides et une oppression des minorités. Jusqu'à il y a peu, de telles formes de contrôle faisaient partie du quotidien. Ceux qui n'allaient pas à l'église le dimanche ne tardaient pas à être marginalisés. Dans de nombreuses communautés rurales, les femmes ont accompli bénévolement de nombreuses tâches et se sont occupées des enfants et des grands-parents. Ne pas le faire aurait été un véritable suicide social. En Chine, le Social Credit System, qui attribuera des notes locales pour la réputation, basées sur le respect des règles établies et qui s'étendra à l'ensemble du pays, est l'exemple qui se rapproche le plus de cet idéal communautaire et tribal d'une société moderne au XXIe siècle. Actuellement, les seules manières de contourner l'individualisme qui ont plus ou moins réussi en Occident sont les courants populistes-nationalistes.

Nos conceptions occidentales de la liberté et de l'individualisme laissent peu de place à un retour à des structures ancestrales. D'un côté, il est difficile de renoncer à ses libertés. Et d'un autre, c'est ce qui manque aux grandes visions/fictions du futur pour lesquelles nous devrions renoncer à une part de notre individualité.

«Pour simplifier, il existait aux XIXe et XXe siècles trois promesses de salut majeures. L'idée conservatrice selon laquelle il suffisait de s'en tenir à certaines valeurs. L'idée socialiste avec une vision d'une société solidaire et sans classes, et enfin l'idée libérale qui était en principe le moteur de la révolution citoyenne. Selon cette dernière, c'est l'individu qui doit détenir toute la liberté et le pouvoir s'il veut s'imposer et accomplir quoi que ce soit. Finalement, on peut dire que ces trois promesses de salut ont échoué. Les conservateurs n'ont pas réussi à s'en tenir à leurs valeurs. L'idéal socialiste a sombré sans tambour ni trompette en 1989. Et enfin, le système libéral semblait avoir remporté la victoire et être en passe de répandre le bonheur sur le monde. Mais, même en ayant particulièrement bien réussi, beaucoup de gens considèrent la promesse économique du libre marché plus comme une menace que comme un espoir, en tout cas au moins depuis 2008. A présent, tel est notre défi: quelle est la prochaine vision? Et je pense qu'actuellement personne n'a de vision qui aille de l'avant. Il ne reste plus que des visions réactionnaires et rétrogrades.»

WALTER LEIMGRUBER, DIRECTEUR DU SÉMINAIRE SCIENCES CULTURELLES ET ETHNOLOGIE EUROPÉENNE, UNIVERSITÉ DE BÂLE

---

[48] Vonnegut, K. (1988). Conversations with Kurt Vonnegut. Univ. Press of Mississippi.

INDIVIDUALISME ET APPARTENANCE – LA QUADRATURE DU CERCLE

Mais que reste-t-il donc? Sommes-nous condamnés à un individualisme vide de sens parce qu'il n'existe aucune vision d'avenir convaincante qui donnerait naissance à un esprit communautaire? Ou préférons-nous entrer tous ensemble dans un corset communautaire en croyant à la promesse d'un retour au bon vieux temps? Ou à une menace extérieure? Sommes-nous en train de revenir à un système totalitaire?

Nous opterons probablement pour un compromis réunissant des besoins apparemment contradictoires d'autonomie et d'appartenance, d'individualisme et de communauté.

«Je crois que ce qui caractérise le plus notre époque, c'est que les communautés prédéfinies, comme la famille ou les villages, perdent d'importance et que les communautés qui se créent d'elles-mêmes à travers la curiosité, l'intérêt et l'envie des gens prennent de l'ampleur. C'est lié à une individualisation croissante de la société. Les nouvelles communautés sont moins stables, puisque l'individu s'associe à une communauté qui est importante pour lui de manière situationnelle. Il devient donc difficile de structurer les communautés, puisqu'elles jouent un rôle central et ne s'inscrivent pas sur la durée.»

WALTER LEIMGRUBER, DIRECTEUR DU SÉMINAIRE SCIENCES CULTURELLES ET ETHNOLOGIE EUROPÉENNE, UNIVERSITÉ DE BÂLE

A quoi pourraient ressembler des communautés qui associeraient individualité et appartenance?

Groupes auto-sélectionnés et limités dans le temps

Nous choisissons par nous-mêmes à quels groupes nous appartenons et ne laissons pas des circonstances extérieures décider pour nous, comme notre lieu d'habitation. Les groupes auxquels nous avons l'impression d'appartenir sont moins contraignants.

«La clé pour associer les besoins d'appartenance et d'individualité se situe dans la rencontre de gens en lien avec un projet et non ancrée sur la durée.»

MARKUS FREITAG, TITULAIRE D'UNE CHAIRE EN SOCIOLOGIE POLITIQUE – INSTITUT DE SCIENCES POLITIQUES, BERNE

Pour préserver cette absence de contrainte, un crowdfunding utilisant le temps comme monnaie serait envisageable. Au lieu de donner de l'argent pour un projet, les gens donneraient un nombre d'heures précis qu'ils souhaitent y consacrer. Si un nombre suffisant d'heures est réuni, le projet peut alors commencer.

Les tendances comme le micro-volontariat, le volontariat en ligne et touristique conviennent à cette idée de temps limité. Le micro-volontariat consiste à ce que les gens s'engagent à court terme et réalisent de petites tâches faisant partie d'un projet à plus grande échelle. Par exemple en traduisant une lettre pendant leur pause de midi ou leur trajet en train. Cela peut seulement fonctionner si les tâches sont divisées en un nombre suffisant de micro-tâches pouvant être traitées rapidement. Le volontariat touristique est un autre exemple d'engagement à court terme, cette fois de touristes. Une diffusion numérique facilite la recherche de telles opérations limitées dans le temps. Encore plus simple: des actions à court terme avec le volontariat en ligne. Par exemple, des milliers de néophytes ont catégorisé des galaxies pour la NASA, et ce à leur propre rythme.[49] Zooniverse.org présente une multitude de projets similaires, qu'on appelle des projets «Citizen Science».

[49] https://www.galaxyzoo.org/

Matrice d'individualité et d'appartenance

ILLUSTRATION 8
Source: GDI

Lorsque nous sélectionnons nous-mêmes des groupes, cela peut avoir pour conséquence que nous les quittons rapidement dès que des difficultés ou un conflit surviennent. Ainsi, nous n'apprenons plus à gérer les conflits et les difficultés dans le cadre de telles organisations. A cet égard, Alexis de Tocqueville qualifia en 1835 les associations d'école de la démocratie.[50]

«Il se peut que je rencontre dans des associations formelles, un club de football par exemple, des gens que je ne trouve pas sympathiques. Mais si je veux rester dans le club, je dois apprendre à faire preuve de tolérance. Si je les vois régulièrement, je dois réussir à m'entendre avec eux, à les comprendre et à essayer de comprendre leur point de vue.»

MARKUS FREITAG, TITULAIRE D'UNE CHAIRE DE SOCIOLOGIE POLITIQUE – INSTITUT DE SCIENCES POLITIQUES, BERNE

Une communauté marquée par l'individualisme

Certaines appartenances à des groupes, par exemple celles à des groupes d'artistes, sont définies par l'individualisme. Le festival «Burning Man» a une devise phare: «radical self-expressiveness» (auto-expression radicale), qui ne paraît pas être en contradiction avec l'esprit de communauté.

«In many communities, the individualism of self-expression often occurs at the expense of communal ideals. At Burning Man, self-expression is recast through artistic discourses as a gift to the community.»

ROBERT KOZNIETS, KELLOGG SCHOOL OF MANAGEMENT, NORTHWESTERN UNIVERSITY[51]

---

[50] de Tocqueville, Alexis (1985 [1835/49]): De la démocratie en Amérique. Stuttgart: Reclam Verlag.

[51] Kozinets, R. V. (2002). Can consumers escape the market? Emancipatory illuminations from burning man. Journal of Consumer research, 29(1), 20-38.

Même la Suisse en tant que nation peut être appréhendée comme un groupe en raison de sa structure fédérale qui se définit par l'individualité. Il n'existe aucune langue commune, aucune religion commune ou aucun chef de gouvernement. C'est avec fierté qu'on raconte aux visiteurs venus de l'étranger à quel point les dialectes de St-Gall et du Haut-Valais sont différents ou que plusieurs langues sont parlées au Parlement.

Pour les associations de bénévoles existantes, cela signifie qu'elles doivent accepter les qualités, les aptitudes et les souhaits de chaque personne intéressée. Pour qu'une telle distribution des rôles soit possible, les participants doivent être en mesure d'échanger et ne doivent pas se contenter de recevoir une mission. Ils doivent également être à même d'organiser les tâches en fonction de leurs aptitudes.

Définition commune des règles

L'esprit communautaire est la clé. Mais l'individu doit être à même de contribuer au façonnement de l'esprit de communauté. Les participants doivent donc être activement intégrés aux discussions concernant les objectifs et les procédures. La participation remplace alors le volontariat. Il est impossible de ressentir un sentiment d'appartenance sans pouvoir participer aux discussions. C'est grâce à la démocratie directe qu'il est plus difficile pour les populistes de susciter de la méfiance à l'égard des élites en Suisse que n'importe où ailleurs où l'élection d'un parti protestataire est considérée comme la seule possibilité de changer la donne.

Selon l'Observatoire du bénévolat 2016, il est important pour de nombreux bénévoles engagés de manière formelle non seulement de réaliser des choses, mais également de s'investir dans l'organisation. Un volontaire engagé de manière formelle sur deux considère que renforcer le dialogue commun et l'implication des volontaires au sein de l'organisation peut amener à plus d'engagement bénévole formel.

L'implication a aussi son importance dans les rituels communautaires. Ainsi le rituel, qui laisse l'individu évoluer vers une plus grande cause, est compatible avec l'individualisme.

> *«Nous avons analysé plusieurs rituels différents, dont un baptême dans une église catholique. En fait, dans ce cas précis, le baptême catholique a été complètement mis de côté. Pas seulement parce que seul un couple parmi l'assemblée était catholique, le reste de l'assistance étant multiculturel et de multiples confessions. C'était une famille multiculturelle qui avait organisé ce baptême et ni le repas, ni le déroulement de l'évènement, ni le prêtre ni l'assistance n'avaient quoi que ce soit à voir avec le rituel traditionnel. Pire encore, ils avaient négocié le déroulement des évènements avec le prêtre. Moins ces types de rituels sont définis, plus ils sont inclusifs. Et plus ils sont inclusifs, plus ils génèrent de l'appartenance.»*
>
> SANDRO CATTACIN, DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Il est possible de réunir l'appartenance et l'individualité. La société civile doit être considérée comme un ensemble de plusieurs petits sous-groupes auto-organisés, qui se créent parfois pour certains projets de courte durée et se dissolvent peu de temps après pour mieux se reformer par la suite dans une autre constellation. Grâce à la numérisation, il est plus facile de faire émerger des structures spontanées allant au-delà des associations types.

Et ce même s'il manque une superstructure – dans un tel paysage de groupes de société civile ad hoc fragmentés, il est important qu'il puisse y avoir des chevauchements et que les limites des groupes ne se trouvent pas toutes au même niveau. Par exemple que les gens aisés ne restent pas entre eux dans différentes constellations et les moins aisés aussi. Pour le

politologue Micheal Hermann, c'est le secret de la réussite suisse: au sein du pays, les limites suivent des lignes très différentes. Ainsi, le Röstigraben suit des frontières différentes de celles des limites entre les cantons catholiques et réformés. En termes de péréquation financière, les cantons de Suisse centrale, comme Schwytz et Nidwald, font partie des contributeurs aux côtés des villes à dimension internationale comme Bâle ou Genève. Cela permet d'éviter les points de rupture d'une société.

MESSAGE CLÉ

«Liens sociaux – la quête de sens est aussi une affaire de contexte social»

> La quête de sens est un processus collectif qui est fortement déterminé par les différentes appartenances.

> L'engagement commence souvent au niveau local pour prendre ensuite de l'ampleur. Actuellement, l'appartenance locale est en train de s'éroder, ce qui met en péril l'accès au volontariat local. Et même les engagements avec des objectifs globaux devraient disposer d'un ancrage local.

> Les formes de relation plus collectives qui transcendent l'individualité font généralement sens. Pour ce faire, les rituels constituent d'excellents outils.

> La tendance à l'individualisation règne dans le monde entier. D'un côté, l'individualisation va de pair avec plus de confiance envers les inconnus. Ce qui est une condition clé pour la participation à la société civile. Et d'un autre côté, les citoyens risquent de se considérer comme des clients et ne prennent plus de responsabilités.

> L'individualisme et l'appartenance peuvent être associés dans la mesure où les gens choisissent d'appartenir à des groupes limités dans le temps, que les règles sont définies au sein même des groupes et que chaque personne peut contribuer à la définition de son rôle conformément à ses aptitudes et à ses souhaits. Les gens doivent pouvoir participer aux décisions et ne pas se contenter de recevoir des tâches à réaliser.

Efficacité – pouvoir faire une différence

Le sentiment d'utilité ou de raison d'être ne découle pas seulement de l'autonomie et de l'assimilation d'un ensemble de valeurs, d'idéologies ou de fictions à travers l'appartenance. L'impression d'être efficace ou le sentiment d'être en mesure de changer les choses en tant qu'individu ou communauté est également important.

«Chez certains, l'engagement n'est pas seulement motivé par une envie de redonner ce qu'ils ont reçu. Le discours est tout autre: je m'engage parce que je peux le faire. On s'attribue ainsi une compétence, une aptitude à faire bouger les choses et on la mobilise.»
HEINZ ALTORFER, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ SUISSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Pour faire des premières expériences efficaces sur le plan de la société civile, il est possible de se former. Le Service-Learning est une méthode d'enseignement et d'apprentissage qui relie l'engagement en faveur de la société civile pour le bien commun (> Service) avec l'apprentissage académique et scolaire (> Learning). Le Centre suisse de Service-Learning (servicelearning.ch) met ainsi des outils, des matériaux et un soutien à disposition en Suisse. Pour Stefan Tittmann, de l'association OstSinn, il est clair que les expériences efficaces évoluent d'abord petit à petit. Lorsque celles-ci sont réussies, le sentiment de pouvoir avoir un impact augmente et on se fixe des objectifs plus importants et plus abstraits. On étend alors son champ d'action.

C'EST LE «POURQUOI» QUI EST PORTEUR DE SENS, PAS LE «COMMENT»

L'«Action Identification Theory»[52] consiste à se représenter des types de comportement de manière plus abstraite avec de la pratique (par exemple, couper des oignons devient faire une soupe, qui devient se faire des amis). Nous réalisons ces abstractions car les dimensions abstraites (se faire des amis) sont pour nous porteuses de plus de sens que les dimensions concrètes (faire de la soupe). Car une abstraction élevée nous pousse à nous pencher sur le «pourquoi» tandis qu'un niveau d'abstraction réduit reste ancré dans le «comment».

Les bénévoles doivent donc non seulement pouvoir échanger au sujet du «comment» lors de la réalisation mais également participer à la fixation des objectifs, le «pourquoi». Lorsque nous sommes confrontés à des problèmes lors de la réalisation, parce que, par exemple, la lame du couteau pour couper les oignons est émoussée, nous revenons alors à la description concrète du comportement. Cela peut notamment arriver quand l'engagement bénévole exige plus de travail administratif qu'un engagement direct pour une cause. On a l'impression d'être moins efficace. On pourrait envisager que les bénévoles soient débarrassés des tâches administratives pour pouvoir se consacrer à un niveau plus abstrait avec des questions comme: quel objectif voulons-nous atteindre? Soit des questions de sens.

«Lorsqu'on a pu s'engager dans une association et vraiment y faire quelque chose et changer des choses et non s'occuper de tâches administratives, cela peut vraiment motiver à s'engager à nouveau.»
STEFAN TITTMANN, ASSOCIATION OSTSINN

---

[52] Vallacher, R. R., & Wegner, D. M. (1987). What do people think they're doing? Action identification and human behavior. Psychological review, 94(1), 3.

Difficulté et compétence

Réactions émotionnelles au niveau de différentes constellations de difficultés perçues à l'égard de la tâche et des aptitudes perçues pour la réaliser. Plus on s'éloigne du niveau moyen (sur le cercle externe), plus l'expérience s'avère intense

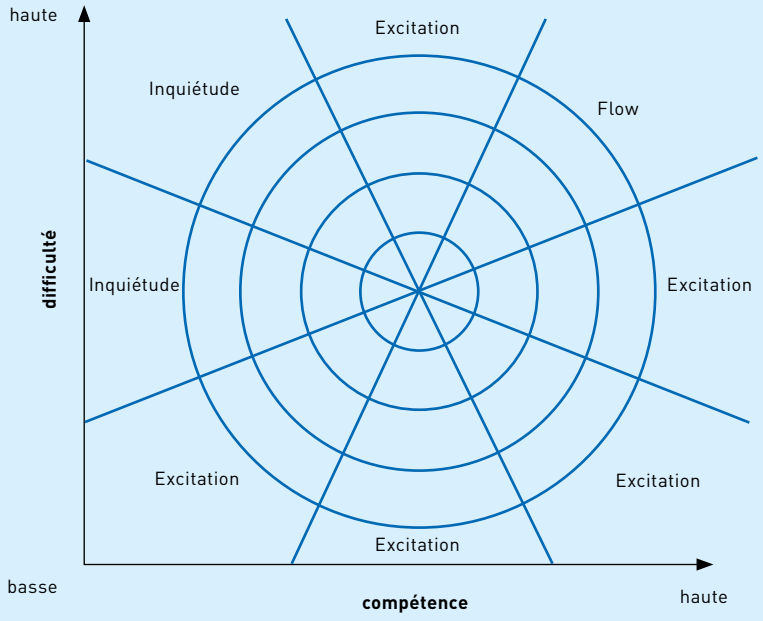


ILLUSTRATION 9
Source: Nakamura, J., & Csikszentmihalyi, M. (2009). Flow theory and research

Pour Nakamura et Csikszentmihalyi[53], ce n'est pas la représentation abstraite de l'action en tant que telle qui se révèle motivante. C'est en réussissant à dépasser les difficultés et à se rapprocher petit à petit de la représentation abstraite du comportement malgré des débuts difficiles qu'on ressent de la motivation. C'est en utilisant ses aptitudes pour relever des défis relativement difficiles que quelqu'un a l'impression d'être le plus efficace. Les auteurs appellent cela l'expérience Flow. Cela mène à une plus grande estime de soi, un concept qui va fortement de pair avec l'efficacité personnelle[54].

Les bénévoles se sentent également utiles lorsqu'ils peuvent contribuer eux-mêmes aux décisions relevant du «pourquoi» et lorsqu'ils sont confrontés à des tâches qui sont stimulantes et leur permettent d'évoluer. La routine s'infiltre dans le sentiment d'utilité.

Le sentiment de pouvoir changer les choses est en particulier important pour les personnes plus âgées, lorsqu'elles ne se sentent plus utiles pour la société.

«Avec l'âge, la question ‹qu'ai-je réussi à changer au cours de ma vie› devient plus importante chez beaucoup de personnes auxquelles j'ai eu affaire. Mais notre société va à l'encontre de ce besoin et renie aux personnes âgées la possibilité d'être efficace.»
ANETTE STADE, CHEF DE PROJET GROSSMÜTTER-REVOLUTION

Pour la société civile, les changements démographiques constituent une énorme opportunité. Beaucoup de personnes âgées ayant du temps et de l'énergie s'investissent en faveur du bien commun. Elles endossent de nombreuses responsabilités qui les stimulent sur le plan intellectuel, ce qui est très

[53] Nakamura, J., & Csikszentmihalyi, M. (2009). Flow theory and research. In S. J. Lopez & C. R. Snyder (Eds.), Oxford handbook of positive psychology (2nd ed.). New York, NY: Oxford University Press.

[54] Judge, T. A., Erez, A., Bono, J. E., & Thoresen, C. J. (2002). Are measures of self-esteem, neuroticism, locus of control, and generalized self-efficacy indicators of a common core construct? Journal of personality and social psychology, 83(3), 693.

bon pour leur santé. L'engagement pourrait même être prescrit par le médecin généraliste. Dans ce contexte, il est important que ces personnes puissent réaliser des tâches complexes. Car non, tous les retraités ne se sentent pas utiles en gardant leurs petits-enfants ou des personnes encore plus âgées. Ils possèdent des aptitudes très diverses dont il faut tenir compte.

UNE EXPÉRIENCE MARQUÉE PAR L'EFFICACITÉ GRÂCE À LA MISE EN RÉSEAU NUMÉRIQUE

La mise en réseau numérique facilite le feed-back sur son propre comportement. Nous pouvons prendre plus facilement conscience de notre impact. Si vous donnez sur kiva.org un crédit pour qu'un groupe de Sénégalais puisse acheter une chèvre, vous pourrez voir le résultat concret sur le site. Si vous aidez à construire un chemin de randonnée, vous pourrez voir des photos en ligne du chemin une fois terminé si vous n'avez pas pu rester jusqu'à la fin. Il est également possible d'être un petit rouage dans la machine mais de comprendre numériquement «pourquoi» on s'est engagé.

La numérisation ne permet pas seulement un meilleur feed-back. Elle permet aussi de trouver une mission qui correspond de manière optimale à ses besoins et à ses aptitudes. Sur les plateformes qui postent des annonces de volontariat, il est possible d'indiquer précisément les degrés de difficulté et les compétences requises pour une activité. On peut alors non seulement voir ce que les volontaires peuvent faire mais aussi ce qu'ils peuvent apprendre.

La numérisation simplifie les tâches. Elle permet aux néophytes d'acquérir des compétences. Grâce aux conférences, tutoriels, vidéos d'instruction et autres articles Wikipédia, n'importe qui peut se former à tous les thèmes possibles et imaginables. Internet n'est incontestablement pas étranger au fait que le nombre de brasseries soit passé de 32 en 1990 à 833 en 2017 en Suisse. Sur les forums en ligne, les intéressés peuvent échanger, s'informer facilement au sujet de l'équipement et l'acquérir.

Le smartphone suffit aujourd'hui là où il fallait autrefois plusieurs appareils. Les acteurs de la société civile peuvent plus facilement devenir actifs. Il suffit d'un ordinateur portable et d'un smartphone pour tourner et monter un film, sans aucun équipement onéreux ni équipe professionnelle. En quelques clics, on peut créer sa propre station radio sur radio.co. Avec des imprimantes 3D, il est possible de produire des objets dont la fabrication aurait auparavant nécessité une usine.

La numérisation rend la société civile plus accessible dans bien des domaines.

MESSAGE CLÉ
«Efficacité – pouvoir faire une différence»

> Pour créer du sens, les bénévoles doivent se pencher sur les objectifs et le «pourquoi» de leurs actions et pas seulement comment les atteindre avec le «comment».
> C'est ce qui se produit lorsque les bénévoles peuvent contribuer à la fixation des objectifs. Au lieu de se contenter de recevoir des tâches administratives, ils doivent pouvoir réaliser des tâches exigeantes sans pour autant être trop difficiles et pouvoir ensuite recevoir le feed-back de l'impact engendré.
> Grâce à la numérisation, il devient beaucoup plus facile de venir à bout de nombreuses tâches. Les bénévoles peuvent ainsi avoir plus d'impact dans de nombreux domaines.

Accès – les bonnes intentions ne suffisent pas

Le sens est important. Mais un autre élément est tout aussi important: un accès facile à l'engagement bénévole. Dans l'Observatoire du bénévolat 2016, la question des mesures pouvant être prises par les pouvoirs publics ou l'Etat pour favoriser l'engagement formel a été posée. La mesure qui a eu le plus de succès est la suivante: «des informations et conseils de meilleure qualité sur les opportunités d'engagement formel». Le même sondage montre ceci: la raison principale de l'engagement est très simple: on a demandé aux gens.[55] L'économie comportementale a montré que les gens n'ont pas un avis tranché sur beaucoup de comportements. Mais cela influence beaucoup le leur de savoir si une action est facile à réaliser ou non.

Il est également plausible que beaucoup plus de citoyens soient prêts à participer de manière formelle ou informelle. Mais on ne le leur a encore jamais demandé. Ils ne savent pas où ni comment filer un coup de main. C'est ce que confirme le Marktzeitung de la Zeitbörse de Saint-Gall. Dans ce journal, les offres (soit les personnes qui proposent des compétences) et la demande (soit les personnes qui cherchent de l'aide) sont publiées dans des rubriques séparées selon les activités bénévoles. L'édition 2017 comptait 30 pages d'offres et seulement 3 pages de demandes. Ce ne sont donc pas les personnes prêtes à s'engager qui manquent, mais bien les possibilités de s'investir.[56]

S'il s'avère que beaucoup de gens sont prêts à participer, il devient nécessaire de mettre en avant l'importance du volontariat à travers des campagnes de sensibilisation ou de souligner les précieuses expériences que de telles activités permettent de vivre. Et il est encore plus important de faciliter l'accès à l'information pour les volontaires potentiels: voici l'offre, nous avons besoin d'aide ici.

Une solution consisterait à fusionner l'offre et la demande de travail comme le fait le Marktzeitung de la Zeitbörse et sa plateforme en ligne zeitboerse.ch. La bourse de jobs de l'organisation intermédiaire pour les bénévoles benevol (benevol-jobs.ch) procède de la même manière. Le principe est simple: quelqu'un a un problème, une autre personne propose une compétence permettant d'accomplir cette tâche, la plateforme fusionne l'offre et la demande.

L'offre et la demande d'objets peuvent d'ailleurs être coordonnées de la même manière. L'association Pumpipumpe.ch permet de commander des autocollants représentant différents types d'objets, comme une pompe à vélo ou une perceuse, qui peuvent ensuite être placés sur la boîte aux lettres pour montrer à ses voisins les objets qui sont à disposition pour un prêt. Cela permet de préserver l'environnement, d'économiser et également de prendre contact avec ses voisins.

L'offre et la demande peuvent donc être réunies de manière numérique et analogique dans de nombreux domaines. Ce moyen de diffusion peut s'appliquer à des compétences, un savoir-faire, des places dans une voiture, une amitié, un logement, du temps, des produits d'alimentation, de l'argent ou même des avis, etc. C'est également le modèle commercial de plusieurs start-up de la Silicon Valley comme Uber ou Airbnb. Mais la société civile peut elle aussi tirer profit de ce mécanisme. Par exemple, même si Twitter est à but lucratif, il peut tout à fait être utilisé pour promouvoir l'engagement en faveur de la société civile. Pendant la révolution iranienne

---

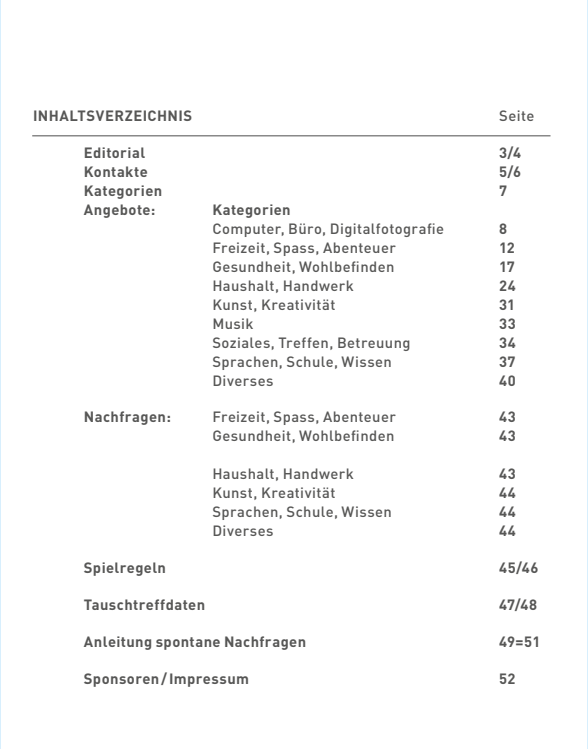
[55] Freitag, M., Manatschal, A., & Ackermann, K. (2016). Freiwilligen-Monitor Schweiz 2016. M. Ackermann (Ed.). Zurich: Seismo. p.100-103

[56] Cela peut naturellement venir du phénomène de la bourse d'échange, puisqu'on reçoit bien quelque chose pour son engagement, et que l'asymétrie ne vaut pas pour les engagements sans contrepartie.

Urs Flütsch
S. Moser

Plus d'offre que de demande

asymétrie entre la forte offre et la faible demande dans le Marktzeitung de la Zeitbörse de benevol.



INHALTSVERZEICHNIS — Seite

Editorial		3/4
Kontakte		5/6
Kategorien		7
Angebote:	Kategorien	
	Computer, Büro, Digitalfotografie	8
	Freizeit, Spass, Abenteuer	12
	Gesundheit, Wohlbefinden	17
	Haushalt, Handwerk	24
	Kunst, Kreativität	31
	Musik	33
	Soziales, Treffen, Betreuung	34
	Sprachen, Schule, Wissen	37
	Diverses	40
Nachfragen:	Freizeit, Spass, Abenteuer	43
	Gesundheit, Wohlbefinden	43
	Haushalt, Handwerk	43
	Kunst, Kreativität	44
	Sprachen, Schule, Wissen	44
	Diverses	44
Spielregeln		45/46
Tauschtreffdaten		47/48
Anleitung spontane Nachfragen		49=51
Sponsoren/Impressum		52

ILLUSTRATION 10:
Source: Marktzeitung 2017 Zeitbörse benevol

de 2009, les gens du monde entier ont mis à la disposition des Iraniens via Twitter des serveurs proxy, soit des stations intermédiaires pour le trafic de données permettant d'accéder à des sites Internet comme Facebook malgré le blocus du gouvernement.

Dans le monde numérique, la ligne classique qui sépare les fournisseurs, les producteurs et les expéditeurs des demandeurs, des consommateurs et des destinataires s'estompe de plus en plus. Nous sommes tous à la fois un fournisseur et un demandeur, un producteur et un consommateur. Cela permet de créer de nouvelles formes de coordination en termes d'engagement en faveur de la société civile. Non seulement la coordination des ressources a lieu en ligne pour une mission fixée par un commanditaire, mais c'est aussi là qu'ont lieu les débats concernant cette mission. Idéalement, les limites entre les fournisseurs et les demandeurs pourraient être amenées à complètement disparaître. Ce n'est plus comme avant: le fournisseur fait une faveur au demandeur, et le demandeur lui doit quelque chose. La participation remplace le travail bénévole.

«Dans la Zeitbörse, il est arrivé que deux personnes jouent ensemble aux échecs et se facturent ensuite l'heure passée, car elles avaient toutes les deux l'impression d'avoir fait une faveur à l'autre.»
PETER KÜNZLE, DIRECTEUR DE BENEVOL, SAINT-GALL

Ainsi, sur une telle plateforme, il peut faire sens de proposer d'aller au-delà des deux rôles de fournisseur et de demandeur. Il serait beaucoup plus judicieux qu'une personne évoque une idée qui peut ensuite faire l'objet de discussions avec d'autres et enfin être concrétisée par des tiers.

Plateformes – l'âge d'or de la participation à la société civile

Dans cette étude, nous définissons la participation à la société civile comme un comportement qui n'est 1. pas motivé par la contrainte ou l'égoïsme pur sous la forme d'une compensation directe et 2. a un impact dans un contexte élargi. Grâce à Internet, nous vivons actuellement l'âge d'or de la participation à la société civile.

Sans l'ampleur de la participation à la société civile, encore inimaginable il y a 20 ans de cela, Internet tel que nous le connaissons aujourd'hui aurait été inconcevable. 300 heures de vidéos sont téléchargées sur YouTube par minute, que ce soit des tutoriels, des conférences, des recettes de cuisine, des avis ou bien des chats, sans que la plupart de leurs créateurs gagnent quoi que ce soit. Une grande partie de ce que nous appelons Web 2.0 n'est rien d'autre que le Web de la société civile qui prend place sur des plateformes numériques. Chaque tweet, chaque vidéo YouTube, chaque avis sur un restaurant sur TripAdvisor ou chaque article Wikipédia peuvent être considérés comme une participation à la société civile tant qu'ils ne sont pas rémunérés. Mais lorsqu'un engagement est prévu à long terme, il est alors utile de relier la participation numérique et analogique. En effet, l'attention en ligne est très volatile.

«Les projets purement numériques peuvent aussi créer un sentiment de communauté. Par exemple, les campagnes Twitter comme #metoo, qui favorisent de très forts sentiments de solidarité et d'identification. Mais si un phénomène n'est qu'en ligne, il ne se révèle souvent que peu durable.»

ADRIENNE FICHTER, AUTEURE: SMARTPHONE DEMOKRATIE

EXEMPLES DE PLATEFORMES DE COOPÉRATION NUMÉRIQUE

Il existe un nombre immense d'offres numériques facilitant la participation. Pour vous aider à y voir clair, nous avons choisi de diviser les plateformes en quatre groupes. Ces quatre groupes se distinguent selon leur degré de mise en réseau. Chaque groupe est illustré de plusieurs exemples.

«1:1»

Les plateformes numériques de type «1:1» relient un demandeur et un fournisseur. Ex.: la plateforme classique de diffusion d'offres de volontariat. Une personne recherche un service, une autre le propose. Ces plateformes permettent de réunir les gens ou de les mettre en contact direct avec des personnes ou des institutions, même si tout a lieu en ligne.

Plateformes de volontariat: ce sont les plateformes où on recherche des volontaires pour des tâches spécifiques et où sont proposés des aptitudes ou du temps. Ex.: «volunteer-planner.org», «swissvolunteers.ch», «help-o-mat.de» ou encore «benevol-jobs.ch», l'organisation-cadre de volontariats spécialisés.

Applis de rencontre: même l'application de rencontre «Tinder» peut avoir une fonction relevant de la société civile. Elle réunit des gens issus de différents cercles sociaux qui ne se seraient jamais rencontrés autrement. L'augmentation des «mixed-race couples» (couples mixtes) aux Etats-Unis est associée à l'introduction des plateformes de rencontres.[57]

[57] Ortega, J., & Hergovich, P. (2017). The strength of absent ties: Social integration via online dating. arXiv preprint arXiv:1709.10478.

Portails d'annonce: les portails d'annonce sont des plateformes où les habitants d'une ville peuvent signaler des dommages ou des problèmes (comme les graffitis, les nids de poule, les éclairage en panne) afin qu'ils soient réparés. A Zurich, l'appli de ce genre s'appelle «zueriwieneu.ch», une variante suisse du site anglais «fixmystreet.com».

Bourses de temps: plateforme pour le volontariat. On peut échanger des services contre des bons de temps qui permettent «d'acheter» un autre engagement. Le travail est payé avec du temps. Par la monnaie «temps», on entend: toute prestation a la même valeur. Une heure est égale à une heure. Les membres de la plateforme sont dans un modèle relationnel de réciprocité entre égaux et non de rapport de marché (cf. la «Relational Models Theory»), comme c'est souvent le cas lors d'indemnisations financières. Ex. de bourses de temps: «zeitboerse.ch», «giveandget.ch», «kiss-zeit.ch», «skillharbour.ch».

Bourses d'échange: les bourses d'échange permettent de proposer ou d'échanger des aptitudes ou des objets. Certaines prestations sont relativement ouvertes et fonctionnent selon le modèle relationnel du rapport de communauté, comme «pumpipumpe.ch», ou les utilisateurs peuvent indiquer quels objets ils peuvent prêter. D'autres fonctionnent d'après le modèle relationnel du rapport de marché. Sur «simbi.com», les services peuvent être échangés contre une monnaie alternative, le simbi, ou contre d'autres services.

«Deutschland spricht»: l'hebdomadaire allemand die ZEIT a mené à l'été 2017 un projet consistant à réunir autour de discussions des gens d'orientations politiques différentes.

«Be my eyes»: l'appli «Be my eyes» permet aux personnes souffrant de handicap visuel de mieux se représenter leur environnement. Une personne aveugle peut envoyer des photos ou vidéos via son smartphone à une personne voyante sélectionnée au hasard, pour que cette dernière lui décrive oralement ses clichés.

«1:n»

Sur les plateformes de type «1:n», il n'existe aucune coordination entre les fournisseurs et les demandeurs. Les fournisseurs mettent du matériel à disposition sur Internet. Savoir si quelqu'un ou qui va en avoir besoin et pourquoi reste indéterminé. Cela joue particulièrement un rôle pour les prestations numériques, qu'on peut souvent copier à volonté. Par exemple, un utilisateur de la plateforme musicale Soundcloud peut télécharger sa propre musique en ligne et la partager. Une chanson peut être écoutée ou téléchargée des millions de fois ou bien tomber dans l'oubli le plus complet. Si la chanson est certifiée Creative Commons[58], d'autres utilisateurs pourront alors l'utiliser à des fins personnelles, par exemple pour une vidéo ou, si la certification le permet, pour la remixer. Une certification CopyLeft[59] protège quant à elle tout produit, que ce soit une chanson ou un logiciel, contre tout usage commercial. Si quelqu'un utilise ce produit par exemple pour un logiciel plus important, il doit alors permettre un accès gratuit à tous à l'ensemble du logiciel, etc. L'idée consiste à instaurer un système à effet boule de neige pour les logiciels afin d'empêcher que le marché s'empare de plus en plus de logiciels et d'y garantir un accès gratuit.

---

[58] https://creativecommons.org/

[59] http://bit.ly/zzp-copy (wikipedia.org 6.5.2018)

Les plateformes médias: toutes les plateformes où sont téléchargés des médias, comme «soundcloud.com», «bandcamp.com», «youtube.com» ou «vimeo.com».

Wikis: Wikipédia n'est que l'un des nombreux wikis, soit un système de compilation commune d'informations. En dehors des administrateurs, ce processus fait l'objet de relativement peu de coordination. Sur «wikiloc.com», des personnes peuvent entrer des chemins de randonnée que d'autres peuvent noter ou agrémenter d'images ou d'infos, sur des points d'eau par exemple.

Open Data: les plateformes Open Data réunissent des données et les mettent à disposition pour permettre aux utilisateurs de prendre de meilleures décisions. «openspending.org», «opencollective.com» ou «politik-bei-uns.de» sont des collections de données officielles. Accessibles à tous, elles peuvent être analysées ou visualisées afin que les citoyens puissent prendre de meilleures décisions politiques. «metacollect.org» collecte et publie des données concernant des projets sociaux, dont elle met les acteurs en réseau. Sur «patientslikeme.com», les patients peuvent partager leurs informations médicales avec des tiers, afin d'établir de meilleurs pronostics concernant l'efficacité de certaines thérapies à partir des données communes.

Avis: nous donnons notre avis sur tous les biens de consommation possibles et imaginables en leur attribuant des étoiles, en rédigeant des commentaires ou en partageant des photos du lieu concerné. C'est le cas pour les restaurants et les hôtels avec «tripadvisor.com», «booking.com» ou «google maps». Nous profitons des connaissances des autres sur le cinéma, la musique ou les jeux vidéos sur «metacritic.com» et nous informons sur tous les produits possibles sur les sites de vente comme «amazon.com».

«n:1»

Les plateformes de type «n:1» sont des plateformes sur lesquelles beaucoup de gens peuvent soutenir ensemble un objectif commun défini par une personne ou un groupe. Ex.: les plateformes de crowdfunding ou les plateformes de pétitions.

Crowdfunding: les plateformes de crowdfunding réunissent des moyens financiers pour atteindre un objectif. Cela peut être des dons mais aussi des produits commerciaux, qui sont alors financés avant d'être produits. Parmi les plateformes célèbres, on trouve notamment «startnext.com», «igive2.help», «kickstarter.com», ou encore «fundrazr.com».

Crowdlending: même les crédits peuvent être pris en charge par la société civile. Sur la plateforme «kiva.org», des habitants de pays (généralement) en voie de développement publient des demandes de crédit pour financer, par exemple, l'achat d'une chèvre. Ces crédits sont ensuite remboursés dans un délai établi et sans intérêts. «neighborly.com» est une plateforme où les autorités publiques américaines publient les investissements pour lesquels elles ont besoin d'argent (p. ex. pour la rénovation d'un bâtiment d'une école X, d'une bibliothèque Z, d'un quartier A, etc.). Les citoyens peuvent choisir d'investir dans le projet de leur choix et reçoivent un rendement.

Crowdacting: de nombreuses personnes veulent rendre le monde meilleur avec des petites choses du quotidien et cherchent de l'aide pour y parvenir. Sur «koom.org», on peut proposer une idée à laquelle d'autres personnes peuvent participer, par exemple cuisiner vegan une fois par semaine. «i-boycott.org» est une plateforme numérique pour organiser des boycotts.

Campagnes: les plateformes de campagne permettent de récolter des signatures pour une idée,

une pétition ou une initiative. Sur «wecollect.ch», les citoyens peuvent réunir des signatures pour des initiatives suisses. Remplir le formulaire sur le site Internet, l'imprimer et l'envoyer suffisent. Sur «change.org» ou «avaaz.org», il est possible de collecter des signatures pour des pétitions qui seront ensuite transmises au monde politique. C'est le même concept pour «campact.de» qui permet de collecter non seulement des signatures mais également de participer à des manifestations.

«n:n»

Sur les plateformes de type «n:n», les objectifs ainsi que les contenus et les services sont définis et coordonnés à travers des échanges. Les forums comme Reddit ou les applis de chat avec des fonctions de groupes comme Slack facilitent un échange animé entre les participants. Souvent, il n'y a pas d'objectif concret, mais surtout des axes d'orientation.

Les réseaux de voisinage: les réseaux de voisinage permettent de faciliter la communication avec ses voisins. La plateforme «fuerenand.ch» est par exemple une plateforme de communication et de coordination. On peut y publier des évènements, y planifier des activités communes ou encore y vendre ou donner des objets. «nebenan.de» ou «nextdoor.com» fonctionnent sur le même principe. «2324.ch» se définit comme une place du village en ligne. La commune informe ses habitants qui peuvent s'investir dans la commune ou échanger.

«citylity.com»: l'une des plateformes de participation à la société civile les plus complètes est la plateforme municipale française CityLity. CityLity est un mélange entre une carte interactive et une plateforme de mise en réseau et de communication. Les magasins, les associations, les toilettes publiques et autres services peuvent être consultés; de même, les accidents, les travaux, les places de stationnement et les arrêts de bus sont indiqués. Via cette plateforme, les habitants de la ville peuvent signaler des dommages ou leurs demandes à leur propriétaire ou entrer en contact avec leurs voisins. Que ce soit pour les informer qu'ils vont faire un peu de bruit, qu'ils cherchent un partenaire de badminton ou un baby-sitter, parce qu'ils veulent organiser un vote pour la construction du parking à vélo prévu ou qu'ils ont besoin d'aide pour le montage d'une armoire IKEA. CityLity doit être mis en place par une ville ou au moins par un syndicat d'immeuble. L'avantage: un grand nombre de participants intègrent la plateforme dès le début, condition sine qua non à son fonctionnement.

«make.org»: «make.org» est une plateforme française de débats autour de sujets de société. Tout le monde peut y lancer des idées qui peuvent ensuite faire l'objet de discussions et de votes et ensuite être concrétisées en commun.

Plateformes de codage: les plateformes de codage comme «github.com» ou «sourceforge.net» sont des plateformes pour le développement de logiciels: elles permettent de partager le code d'un logiciel avec des tiers et de coordonner des projets communs comme le système d'exploitation Open Source Linux. Au cœur du projet se trouve le code pour lequel tout le monde peut faire des propositions d'amélioration. Selon les projets, la décision d'accepter ou non les améliorations se fait plus ou moins démocratiquement. Si quelqu'un n'est pas d'accord avec le rejet de son idée, il ou elle peut «forker» le logiciel. Ce qui veut dire qu'il ou elle peut créer des versions parallèles intégrant son idée. Ce type de plateformes suit généralement la logique «1:n», soit lorsqu'une personne met une partie de code en ligne que d'autres peuvent continuer à utiliser à leurs fins personnelles. Comme il est possible d'améliorer ou d'adapter ce code ou d'échanger à son sujet, une logique «n:n» peut alors être mise en place.

«reddit.com»: Reddit est un forum Internet divisé en plusieurs sous-forums thématiques appelés les Subredddits. Tout un chacun peut créer un Subreddit, qui couvrent donc à peu près tous les sujets du monde. Dans ces sous-forums, les participants peuvent partager des idées ou des liens vers d'autres sites Internet. Tous les utilisateurs peuvent alors voter pour ou contre ces idées ou liens, ou les commenter. Chaque commentaire peut être commenté et peut bénéficier d'un vote pour ou contre. Ainsi, les liens et les idées qui parviennent en haut de la liste sont ceux qui sont considérés comme les plus intéressants par la communauté du Subreddit.

«Démocratie numérique»: les outils numériques sont particulièrement utilisés dans les pays disposant de la démocratie représentative ou manquant de démocratie afin de pouvoir permettre aux gens d'échanger en ligne.[60] Financé par l'UE, «dcentproject.eu» a permis à de nombreux outils participatifs de voir le jour, comme une plateforme numérique pour la participation politique locale à Barcelone ou un outil de «participatory budgeting» (budgétisation participative) qui a permis aux habitants de Reykjavik de participer aux décisions budgétaires de leur ville. Il existe d'autres projets de démographie directe: «civocracy.org», «democracyos.org», «democratieouverte.org» ou encore «flui.city». De même, «ciwik.com» ou «engage.ch» permettent d'introduire des idées politiques et un contact plus direct avec des politiciens.

«meetup.com»: Meetup est une plateforme inspirée par le livre Bowling Alone de Robert Putnam. Les fondateurs souhaitaient créer un outil numérique permettant aux utilisateurs d'organiser des rencontres en groupe. Aujourd'hui, il est utilisé par toutes sortes de groupes, des fans aux mouvements politiques en passant par les bricoleurs amateurs. Meetup a contribué au développement du mouvement italien «Cinque Stelle» et a permis la mobilisation politique de nombreuses personnes.[61]

Outils de décision et de gestion de projet: les plateformes comme «slack.com» ou «loomio.org» permettent aux groupes d'échanger sur des idées, de partager des informations ou de réaliser des votes.

MESSAGE CLÉ
«Accès – les bonnes intentions ne suffisent pas»

> Outre la motivation, la simplicité et l'accès sont déterminants pour décider à s'engager ou à participer. De nombreuses personnes sont prêtes à s'engager mais n'ont pas assez d'informations sur où et comment mener ce projet à bien.
> Le monde numérique ouvre de nouvelles possibilités de participation. Il est devenu tellement facile de participer qu'on ne le voit même plus comme une participation, encore moins comme du volontariat, mais plutôt comme de l'amusement.
> Dans le monde numérique, la distinction entre fournisseurs et demandeurs s'efface et laisse place à la participation.

[60] Fichter, A. (2017). Smartphone-Demokratie. NZZ Libro
[61] http://bit.ly/zzp-5stern (republik.ch 6.5.2018)

Aperçu de plusieurs plateformes de participation numérique

1:1	**Plateformes de volontariat** - volunteer-planner.org - Swissvolunteers.ch - help-o-mat.de - benevol-jobs.ch - ...	**Bourses de temps** - zeitboerse.ch - giveandget.ch - kiss-zeit.ch - skillharbour.ch	**Bourses d'échange** - pumpipumpe.ch - simbi.com - obugoo.com	**Applis de rencontre** - Tinder - ...
	«bemyeyes» **«Deutschland spricht»**			**Portails d'annonce** - zueriwieneu.ch - fixmystreet.com - ...
1:n	**Les plateformes médias** - youtube.com - soundcloud.com - bandcamp.com - vimeo.com	**Wikis** - wikipedia.org - wikiloc.com - ...	**Open Data** - openspending.org - opencollective.com - politik-bei-uns.de - metacollect.de - patientslikeme.com - ...	**Avis** - tripadvisor.com - booking.com - google maps - amazon.com - metacritic.com
n:1	**Crowdfunding** - startnext.com - igive2.help - kickstarter.com - fundrazr.com - ...	**Crowdlending** - kiva.org - neighborly.com - ...	**Crowdacting** - koom.org - i-boycott.org - ...	**Campagnes** - wecollect.ch - change.org - avaaz.org - campact.de - ...
n:n	**Démocratie numérique** - dcentproject.eu - cicocracy.org - democratieouverte.org - flui.city - ciwik.com - engage.ch - ...	**Les réseaux de voisinage** - fuerenand.ch - nextddor.com - 2324.ch - ...	**Plateformes de codage** - github.com - sourceforge.net - ...	
		«meetup.com»	**Outils de décision et de gestion de projet** - slack.com - loomio.org - ...	
	«make.org» **«reddit.com»** **«citylity.com»**			

ILLUSTRATION 11
Quelle: GDI

Attribution de fonctions à l'Etat et au marché

Pour comprendre la distribution des fonctions entre l'Etat, le marché et la société civile, savoir si ces fonctions sont adaptées à la société civile ne suffit pas. Il est important de poser la question suivante: quand des fonctions sont-elles adaptées à l'Etat et au marché et cédées par la société civile?

Etat – garant de la cohésion sociale

Historiquement, de nombreuses fonctions sont passées de la société civile à l'Etat. Par exemple, l'Eglise a longtemps joué un rôle clé dans l'éducation en Suisse. Puis l'Etat s'est progressivement approprié cette fonction. Depuis la révision de la Constitution fédérale en 1874, il offre aux enfants un enseignement scolaire obligatoire et laïc. Mais c'est seulement depuis 1948 qu'il existe une prévoyance vieillesse publique. L'Union syndicale suisse ainsi qu'un comité de représentants du PS et du PLR se sont imposés dans cette décision tandis que les cercles catholiques et les fédérations patronales sont «restées à l'écart».[62]

«Au départ, de nombreuses entreprises avaient institué leur propre système de prévoyance. Certes, le système fonctionnait, mais les employeurs ne proposaient pas tous cette assurance. L'AVS a permis d'introduire une prévoyance étatique dont tous les travailleurs allaient bénéficier, permettant ainsi de vaincre, dans une large mesure, la pauvreté des personnes âgées qui régnait à cette époque. Aujourd'hui, le véritable point fort du système se situe dans le fait que les particuliers et l'Etat y participent de manière équitable, tout en remplissant des rôles différents: assurer un moyen de subsistance d'une part, garantir un certain niveau de vie de l'autre.»

KATJA GENTINETTA,
PHILOSOPHE POLITIQUE

L'Etat est un système de solidarité. Il garantit des standards minimaux pour tous les citoyens au sein des frontières nationales. Pour créer l'équité et des opportunités égales et empêcher la fragmentation sociétale, l'Etat endosse certaines fonctions. Souvent, l'intervention gouvernementale est encouragée par la crainte de la menace d'une «société à deux vitesses».

L'Etat endosse alors des fonctions que nous considérons comme des standards minimaux. Les discussions politiques s'interrogent sans cesse sur la définition de ces standards minimaux et le nombre d'inégalités tolérables ou même nécessaires au progrès (puisque l'innovation commence toujours par une élite). Pour éviter de se fragmenter, une société doit mettre en place des standards minimaux qui évoluent avec le progrès. L'Etat doit donc endosser de plus en plus de fonctions nécessaires. Pendant longtemps, l'enseignement scolaire n'était pas considéré par tous comme une nécessité. Aujourd'hui, même la télévision et le téléphone font partie du minimum existentiel. Actuellement, la question du remboursement du changement de sexes par la caisse-maladie fait l'objet de nombreux débats. Une connexion Internet stable et un volume de données illimité va également devenir une nécessité dans un futur proche. Si la qualité de vie d'un groupe privilégié augmente, alors le standard minimum et les attentes envers l'Etat font de même. Sinon, il pourrait survenir entre les possibilités des citoyens les plus riches et celles des plus pauvres une disparité susceptible de détruire la cohésion sociale.

En parallèle de la croissance économique, *le nombre de fonctions* devant être couvertes par l'Etat pour ceux qui ne profitent pas de cette croissance augmente. Si l'écart entre pauvres et riches augmente, *le*

[62] http://bit.ly/zzp-ahv

nombre de bénéficiaires croit lui aussi. Dans les pays européens, cet écart est en train d'augmenter.[63] En Suisse, la disparité des richesses se perçoit seulement lorsqu'on observe séparément l'accroissement du patrimoine des 5% les plus riches de la population.[64]

Toutefois, l'offre de prestations prises en charge par l'Etat ne s'élargit pas forcément avec l'augmentation des standards minimaux. L'Etat peut financer des prestations tout en transférant la prestation en tant que telle au marché. Le financement peut se produire sous forme de bons (si possible en fonction des revenus), comme les bons de garde pour les garderies à Berne.[65] Ce sont des garderies privées qui reçoivent de l'argent de l'Etat. Et pour pouvoir participer à ce système de bons, elles doivent être agréées par l'Etat et donc être conformes aux normes qu'il a fixées.

Le revenu de base va encore plus loin. L'Etat met à disposition un certain montant, et l'individu choisit ce qu'il va en faire. L'Etat pourrait donc laisser le marché prendre en charge les différents besoins nécessaires à venir. Mais qu'en serait-il de ceux qui ne peuvent tout de même pas se payer ces besoins nécessaires; serait-ce de leur faute?

Marché – et ça, c'est à vendre?

Généralement, les entreprises privées ne prennent en charge des fonctions que si elles espèrent générer des bénéfices. Et pour pouvoir gagner de l'argent, le besoin d'une prestation ne suffit pas, il faut être disposé à payer.

DISPOSITION À PAYER – POURQUOI SOMMES-NOUS PRÊTS À PAYER

Comme nous l'avons vu dans la «Relational Model Theory» (cf. «Relational Models Theory»), la nature d'une relation sociale change dès lors qu'un paiement fait partie de l'équation. Pour tout besoin relevant d'un mode de relation précis, de l'appartenance ou de l'intimité, il paraît paradoxal de devoir payer. Ainsi, beaucoup de gens en proie à la solitude ont besoin de plus d'amitiés, de contacts sexuels ou d'une relation stable. Néanmoins, la majorité d'entre nous n'est pas prête à payer un partenaire ou une amie pour endosser ce rôle. La compensation financière dévaluerait la relation.

Mais pourtant, la prostitution existe. Peut-être les représentations concernant le mode de relation en lien avec l'intimité vont-elles évoluer à l'avenir. Au Japon, il existe déjà des services permettant de louer des amis ou des partenaires.[66] En Suisse aussi, de plus en plus de gens se sentent seuls (30% en 2007, 36% en 2012).[67] Il est possible que cette augmentation de la solitude fasse entrer le paiement de contacts sociaux dans les mœurs. Auparavant, rencontrer des gens en ligne était aussi tabou, alors que c'est devenu normal aujourd'hui. Même pour parler de ses problèmes, on paye des professionnels – un rôle auparavant réservé aux amis et à la famille. Au lieu de louer des conjoints, comme au Japon, il est probable que nous élargissions ici le champ d'activité de nos thérapeutes, de nos coaches ou de notre personnel soignant. Certains d'entre eux pourraient par exemple devenir des amis rémunérés. Si ce rôle est joué par des robots ou des assistants linguistiques, le paiement (achat ou location du robot) devient alors moins problématique. Car on n'attend généralement pas d'un robot une relation équilibrée.

---

63 http://bit.ly/zzp-rich (economist.com 6.5.2018)
64 http://bit.ly/zzp-boris (boris.unibe.ch 6.5.2018)
65 http://bit.ly/zzp-krippe (gef.be.ch 6.5.2018)
66 http://bit.ly/zzp-fake (theatlantic.com 6.5.2018)
67 http://bit.ly/zzp-einsam (bfs.admin.ch 6.5.2018)

«Certaines études montrent que le robot qui aide une personne à se tourner dans son lit quand elle souffre de problèmes de position sera bien plus souvent appelé à se rendre au lit du malade. Evidemment, aucune obligation sociale ne s'applique au robot.»

THEO WEHNER, PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL, EPF ZURICH

COMPTABILISATION – OÙ FIXER LE PRIX?

Savoir si on est prêt(e) à payer ou non pour des prestations sociales relève de la volonté mais aussi de la comptabilisation. En effet, pour payer une prestation, il faut en négocier le prix. Pour des petites prestations, comme ouvrir une porte ou prêter une perceuse à quelqu'un, le coût de la négociation viendrait à dépasser le prix en lui-même. Cela ne vaut donc pas la peine. Souvent, il est difficile de fixer un prix. Si je veux prêter ma perceuse à mon voisin contre rémunération, il va être laborieux de déterminer s'il l'a beaucoup utilisée ou non. Il manque un moyen efficace de fixer le prix.

Dans son livre *Postcapitalism*, Paul Mason décrit la commercialisation du quotidien.[68] Dans la «Sharing Economy» (économie collaborative), les chambres à coucher, les voitures privées, les rollers, notre temps libre, etc. deviennent des biens négociables. Il devient ainsi plus facile de payer pour des choses auxquelles nous n'avions jusque là pas accès ou en tout cas uniquement dans un mode de relation ne relevant pas du marché. Le marché s'immisce donc de plus en plus loin dans notre vie privée.

Facilitée par la numérisation, la comptabilisation est également une condition importante de la commercialisation du quotidien. Plus besoin d'un taximètre pour calculer exactement le montant d'un trajet en voiture. Grâce au smartphone, le prix du trajet est presque calculé au mètre près et payé automatiquement. Face à l'accroissement de la quantification, les algorithmes du monde entier pourront se représenter le monde de plus en plus précisément. Les actions deviennent comptabilisables. Et la quantification est en forte hausse. Nous sommes capables de mesurer le nombre de nos pas, nos tâches, notre santé. Avec l'«Internet des objets» (Internet of Things), nous sommes en mesure de déterminer la position exacte et l'état d'un objet à tout moment. On peut emprunter une perceuse, calculer la durée du prêt à la seconde près ainsi que le nombre exact de rotations de la tête de perçage. En parallèle, les transactions financières deviennent de plus en plus simples. Que ce soit pour un trajet en Uber ou une nuit avec Airbnb, on remarque à peine que l'argent circule. Il passe automatiquement au propriétaire.

Dans un monde où tout est mesuré numériquement, il est possible de rémunérer tout type de comportement de manière automatique.

«Les bons comptes font les bons amis» – parfois il s'avère même plus agréable de payer pour quelque chose que d'accepter un cadeau. Car un cadeau va toujours de pair avec une obligation. On attend de la reconnaissance ou une compensation.

«Quand on parle de volontariat avec des personnes recevant des allocations, on remarque à quel point il peut être difficile d'accepter un cadeau. Je ne sais pas ce qu'il en est pour eux, mais pour moi, il est souvent plus facile de donner que de devoir accepter quelque chose et d'être redevable.»

PRISKA MUGGLI, DIRECTRICE DE ZEITVORSORGE ST. GALLEN

---

[68] Paul Mason (2015). Postcapitalism: A Guide to our Future. London: Allen Lane

Dans la «Relational Models Theory», le mode relationnel du rapport de marché est celui qui comporte le moins d'engagement. C'est notamment la raison pour laquelle la plateforme Couchsurfing, qui offre la possibilité de dormir chez des gens gratuitement, est devenue beaucoup moins populaire avec l'arrivée d'Airbnb. Sur Airbnb, on paye la nuit; le mode de relation est donc clair. Personne ne s'attend à ce qu'on s'entende bien avec son hôte ou qu'on passe du temps ensemble comme c'est le cas avec Couchsurfing. Plus contraignant, le mode relationnel de Couchsurfing est plus difficile et incertain que les relations basées sur le rapport de marché. Nombreux sont ceux qui préfèrent l'alternative la plus confortable.

A l'avenir, il est possible que notre quotidien s'accompagne de micro-transactions qui fonctionnent en arrière-plan sans que nous nous en rendions compte. Par exemple, si un assistant numérique transfère automatiquement un petit montant lorsque quelqu'un m'explique quelque chose. Au niveau social, nous disposerions toujours du mode relationnel de réciprocité entre égaux ou même du rapport de communauté mais, en arrière-plan, des micro-actions seraient décomptées via des micro-transactions comme un système d'exploitation de notre société. Nous dépensons et gagnons de l'argent sans le remarquer.

MESSAGE CLÉ
«Attribution de fonctions à l'Etat et au marché»

> Les fonctions considérées comme nécessaires sont attribuées à l'Etat. L'Etat veille à ce qu'un standard minimum s'applique à tous les citoyens,
> et ce standard minimum augmente avec le progrès et les possibilités qu'il offre. Car il n'est pas seulement question d'assurer la survie, mais également la cohésion sociétale.
> Le marché prend en charge des fonctions lorsque les personnes sont disposées à payer pour une prestation. Cela évolue avec le temps.
> Le marché assume des fonctions lorsqu'elles sont comptabilisables. Face à l'accroissement de la quantification du monde, le nombre d'actions comptabilisables pourrait être amené à augmenter. Même des petites prestations d'assistance vont pouvoir être facturées et ainsi prises à la société civile.

Facteurs Push et Pull – comment l'Etat, le marché et la société civile se répartissent les fonctions

Quelles fonctions sont prises en charge par l'Etat, le marché ou la société civile? Inutile de répartir statiquement les fonctions des différentes parties prenantes. D'un côté parce que la distribution est en mutation permanente, et d'un autre parce que la plupart des fonctions se trouvent entre plusieurs pôles et ne relèvent pas que d'une seule partie prenante.

Nous donnons ainsi une image dynamique de cette répartition des fonctions et distinguons les raisons pour lesquelles certaines fonctions sont prises en charge par certaines parties prenantes (facteurs Pull) ou sont cédées (facteurs Push) à d'autres parties prenantes.

ETAT – FACTEURS PULL

Menace de sécurité Si la vie humaine est menacée, il faut agir vite. C'est l'Etat qui prend en charge ces fonctions. Ex.: la coordination publique de l'aide en cas de catastrophes naturelles.

Opportunisme politique Ce dont l'Etat s'occupe dépend aussi des politiciens, qui veulent généralement être réélus. Mais ce qui suscite l'inquiétude des votants n'a pas forcément beaucoup à voir avec les véritables problèmes. Par exemple, la peur du terrorisme est plus marquée que la peur des accidents de la route, même si ces derniers font bien plus de morts. La lutte contre le terrorisme est l'une des priorités de nombreux Etats, tandis que la réduction du nombre de victimes d'accidents de la route est bien moins haute sur la liste des priorités.

Equilibre social L'Etat veille à ce que tous les citoyens puissent bénéficier d'un niveau de vie minimal. C'est donc lui qui gère l'enseignement scolaire et les soins médicaux.

ETAT – FACTEURS PUSH

Coûts Si une fonction coûte trop cher à l'Etat, elle est souvent confiée à un tiers. Exemple: les privatisations des transports publics.

Nouveauté Si un phénomène est nouveau, il est possible qu'il soit mal régulé par l'Etat. C'est ce qui se passe avec les cryptomonnaies comme le bitcoin qui sont en train de laisser perplexe toutes les autorités fiscales et les juristes du monde entier.

MARCHÉ – FACTEURS PULL

Pénurie Seul ce qui est rare peut être négocié. Les soins des personnes âgées dépendantes ont longtemps été une affaire de famille. Et la prise en charge de plus en plus rare de ces soins par la famille a fait naître une pénurie. Ces soins ont donc notamment été repris par le marché.

Commercialisation Seul ce qui est comptabilisable peut être négocié. Grâce au GPS qui se trouve dans chaque téléphone, n'importe qui peut s'improviser chauffeur de taxi. Désormais, le trajet peut être tout aussi bien comptabilisé qu'avec un taximètre.

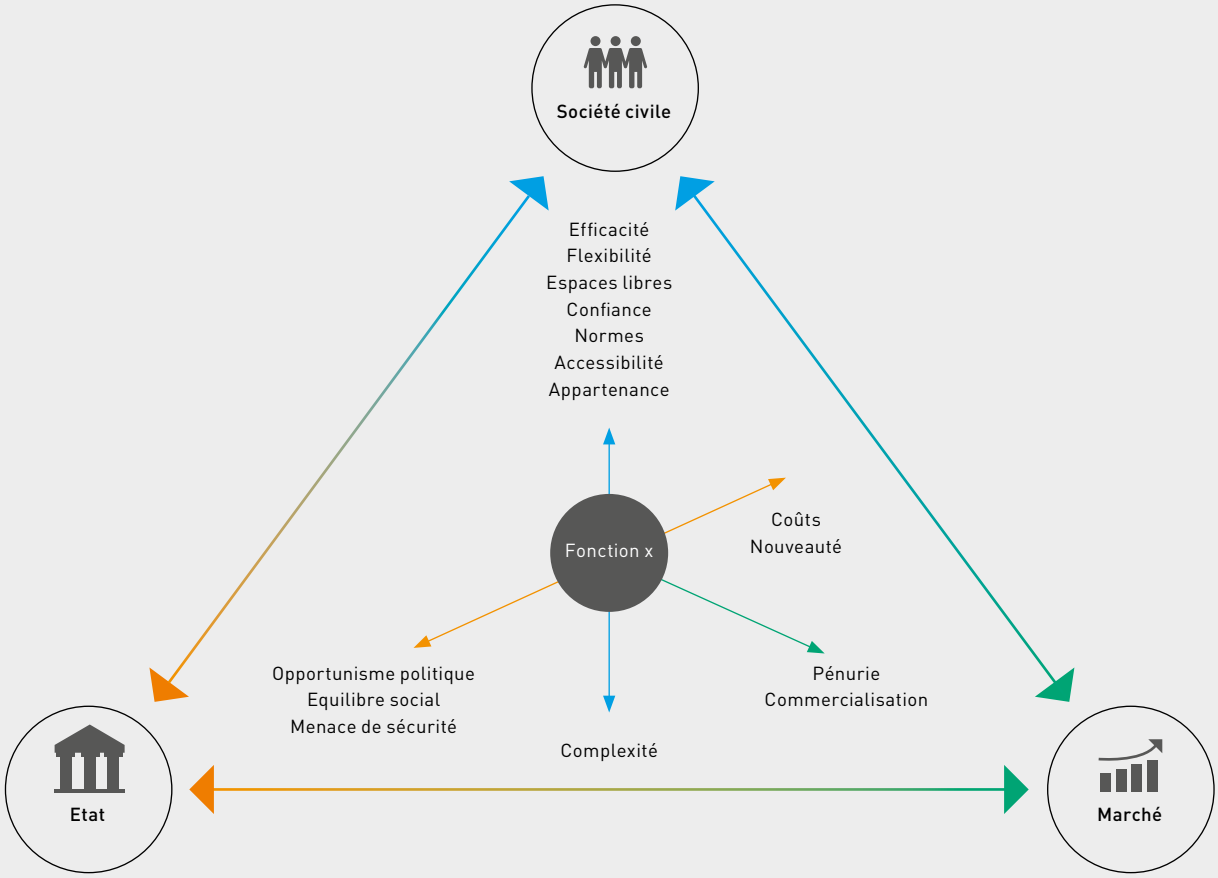
SOCIÉTÉ CIVILE – FACTEURS PULL

Efficacité Les acteurs de la société civile endossent des fonctions quand elles leur permettent de changer les choses. Un article sur Wikipédia pourra potentiellement être lu par des millions de gens et toucher ainsi le monde entier.

Accessibilité Plus une action est facile à faire, plus elle aura de chance d'être réalisée par la société civile. Le volontariat en ligne permet un engagement qui restait pour l'instant impossible et est par exemple utilisé de manière intense par les «Citizen Sciences» ou sciences participatives.

Flexibilité La société civile a tendance à endosser des fonctions favorisant la flexibilité. Etre bénévole dans un festival pendant deux jours ne limite pas vraiment la flexibilité. La garde d'enfants ou de personnes âgées demande quant à elle de la régularité.

Raisons expliquant la répartition des tâches entre l'Etat, le marché et la société civile



Espaces libres Pour pouvoir s'engager bénévolement, il faut des espaces libres. Avec la réunification, la ville de Berlin disposait de nombreux espaces libres pouvant être utilisés pour créer des jardins communautaires ou des espaces dédiés à la culture urbaine.

Confiance La confiance en l'environnement est une condition de l'engagement des gens en faveur d'autrui. Sans confiance, les transactions interpersonnelles doivent être réglées de manière contractuelle.

Normes Aux Etats-Unis, le volontariat est une norme culturelle bien plus ancrée dans la société. C'est pourquoi les classes d'école font notamment régulièrement du volontariat ensemble.

SOCIÉTÉ CIVILE – FACTEURS PUSH

Complexité Les tâches doivent être suffisamment simples pour pouvoir être effectuées par la société civile. Face à une médecine moderne de plus en plus complexe, les fonctions médicales comme les opérations délicates ont dû être confiées de plus en plus souvent à l'Etat et au marché.

ILLUSTRATION 12

POLIZEI

Etat, marché et société civile – un jeu à somme nulle?

Dans le chapitre précédent, nous avons vu pourquoi l'Etat et le marché ont repris des fonctions de la société civile. Important: la distinction entre les parties prenantes est définie dans un cas de figure considéré comme idéal et s'avère beaucoup moins marquée dans la réalité. Par exemple, en Suisse, l'Etat et la société civile sont actuellement très soudés avec le système de milice. Mais même sinon, il existe très peu de fonctions relevant exclusivement de l'une de ces trois parties prenantes. La plupart des fonctions sont un mélange.

Confier des fonctions semble a priori être synonyme de jeu à somme nulle. Lorsque la société civile laisse quelque chose à l'Etat ou au marché, elle a normalement moins de choses à faire qu'avant. Mais est-ce vraiment le cas?

Nous distinguons à présent deux conceptions en contradiction. *L'hypothèse de concurrence* signifie que l'Etat, le marché et la société civile sont en concurrence pour les fonctions sociétales. Cette concurrence se manifeste notamment entre l'Etat et le marché par des discussions sur la privatisation. *L'hypothèse de symbiose* signifie quant à elle que les trois parties prenantes s'encouragent et se soutiennent.

L'hypothèse de concurrence

Selon l'hypothèse de concurrence, l'Etat, le marché et la société civile sont des antagonistes. L'engagement de l'une des parties prenantes s'immisce dans celle des deux autres (en tout cas dans un domaine donné). Partie prenante la plus flexible d'entre toutes, la société civile commence souvent par endosser plus de fonctions. L'Etat reprend ensuite ces fonctions lorsqu'il considère la prestation comme nécessaire et que la société civile n'arrive pas à la couvrir complètement. Le marché reprend des fonctions lorsqu'elles sont commercialisables, c'est-à-dire lorsque les citoyens sont disposés à les payer et que la prestation peut être comptabilisée.

En 1989, le sociologue américain Alan Wolfe a émis des avertissements au sujet de l'institutionnalisation d'obligations sociales informelles par l'Etat social, argumentant qu'elles affaibliraient les liens interpersonnels et pourraient menacer la cohésion sociale.[69] On parle aussi souvent de découragement. Le fait de savoir qu'il existe des services de nettoyage municipaux peut réduire la responsabilité écologique. De même, le fait de savoir que l'Etat peut fournir une assistance à ses citoyens, par exemple à travers l'aide sociale, pourrait réduire notre sentiment de responsabilité envers les personnes dans le besoin. Même sur le marché, nous pouvons nous affranchir de la responsabilité et des obligations sociales.

A l'inverse, l'hypothèse de la concurrence signifie que la société civile deviendra plus active si l'Etat ou le marché ne remplissent pas ou insuffisamment une fonction. Une fonction ne fait sens pour la société civile que si elle n'est pas déjà gérée par l'Etat ou le marché. Les milices de citoyens sont créées lorsque les prestations de sécurité assurées par l'Etat sont considérées comme insuffisantes. Les parents créent des associations lorsqu'ils ne trouvent pas de place à la crèche. Durant l'été 2016, beaucoup de gens se sont rendus en Grèce pour soutenir les réfugiés parce que l'UE ne gérait pas la situation de la manière nécessaire selon eux. L'élection de Trump en tant que président des Etats-Unis a poussé de nombreuses personnes, qui étaient jusque là sous-représentées, à se mobiliser politiquement.[70] En particulier les femmes et les minorités non blanches.

---

[69] Wolfe, A. (1989). Whose Keeper? Social Science and Moral Obligation. Berkeley: University of California Press.

[70] http://bit.ly/zzp-wahl (npr.org 6.5.2018)

La société civile organise des boycotts contre les entreprises qui polluent beaucoup. Et d'ailleurs tous les mouvements de protestation, des manifestations pendant le G20 au printemps arabe, peuvent être interprétés comme une mesure de correction de la société civile contre la perception de l'échec de l'Etat. Cela correspond à l'hypothèse de concurrence.

Hypothèse de symbiose

L'interaction entre l'Etat, le marché et la société civile peut également être considérée comme un enrichissement réciproque. L'*hypothèse de symbiose* signifie que la répartition des tâches entre l'Etat, le marché et la société civile ne constitue pas un jeu à somme nulle. Ces trois pôles se nourrissent mutuellement pour pouvoir tous mieux prospérer.

L'Etat gère l'infrastructure, les droits individuels et le respect des contrats. Le marché gère la prospérité. La société civile est quant à elle un laboratoire d'innovations (cf. Autonomie – la société civile a besoin d'espaces libres) et préserve les structures sociales, qui renforcent à leur tour la mise en réseau et la confiance au sein même d'une société, dont profitent le marché et l'Etat. Les trois parties prenantes se font mutuellement évoluer ou coopèrent directement ensemble, par exemple lors des partenariats publics-privés.

Vérification empirique des hypothèses

Comment vérifier de manière empirique les hypothèses de concurrence et de symbiose? La solution la plus simple est de comparer la prospérité, l'Etat social et la participation dans plusieurs pays. Selon l'hypothèse de concurrence, les pays disposant d'une prospérité *réduite* et/ou d'un Etat social *réduit* participent plus à la société civile. Selon l'hypothèse de symbiose, le processus est inverse. Dans les pays avec *beaucoup* de prospérité et/ou un état social *développé*, il devrait y avoir plus de participation civile.

Il est important de noter: qu'aucune causalité ne peut être déduite de tels liens (liens de cause à effet). On ne peut pas démontrer que la prospérité ou l'Etat social ont une quelconque influence sur la participation à la société civile ou vice versa. Mais cela nous permet déjà de rejeter certaines hypothèses. Si l'hypothèse de concurrence prévoit un lien négatif entre Etat social et engagement en faveur de la société civile et que ce lien s'avère positif, alors on peut rejeter l'hypothèse de concurrence ou tout du moins fortement la différencier. Les demandes de moins d'Etat social au profit d'une société civile saine contredisent donc les données.

Deux grands sondages européens ont livré des données exhaustives sur la participation à la société civile: l'«European Quality of Life Survey» et l'«European Values Study». Dans le cadre de ces études, dont les résultats sont libres d'accès, entre 1000 et 2000 personnes par pays ont été interrogées, dans tous les pays de l'UE ainsi que dans quelques pays limitrophes. Les données ont montré combien de gens s'engagent politiquement dans chaque pays, font partie d'associations ou d'organisations et se consacrent à une activité non rémunérée. Cela correspond à la définition structurelle de la société civile. En raison de sa formalisation, c'est celle qui est le plus facile à mesurer. Nous ne partons pas du principe que la participation informelle se distingue fondamentalement en termes d'hypothèse de concurrence et de symbiose.

Pour vérifier l'hypothèse de concurrence et de symbiose, nous nous appuyons sur les résultats d'autres études ainsi que sur des analyses statistiques réalisées par nos soins. Afin d'optimiser la lisibilité, nous avons choisi de renoncer aux indices statistiques

pour esquisser uniquement les liens. Vous pouvez consulter les calculs qui se cachent derrière ces affirmations dans l'annexe A.

LA PROSPÉRITÉ ET L'ENGAGEMENT VONT DE PAIR

Les structures de société civile formelles marquées et la prospérité économique vont de pair. Il existe un grand nombre de preuves statistiques à ce sujet. Le nombre d'associations, expression d'une société civile saine, est lié à la prospérité économique dans les communes du canton de Berne.[71] Les associations sont plus nombreuses dans les communes plus riches.

Au niveau européen, nous constatons un lien très positif entre le PIB par habitant et la participation à la société civile. Dans les pays plus riches, le nombre de personnes engagées dans des activités de volontariat et membres d'une association ou d'une organisation est plus élevé que dans les pays plus pauvres, et ce pour pratiquement tous les domaines d'engagement. C'est une conception erronée de penser que les gens des pays riches intègrent des groupes de théâtre pendant que ceux des pays plus pauvres s'engagent dans des activités d'assistance.

En termes d'engagement politique, on note des résultats comparables. Dans les pays plus riches, plus de gens disent qu'ils iraient voter si des élections parlementaires avaient lieu le lendemain. Toujours dans ces pays, le nombre de citoyens qui signent des pétitions, participent à des boycotts et à des manifestations est plus élevé,

et on constate un engagement marqué de la part des gens aisés. Mais l'engagement n'augmente pas forcément avec l'accroissement des richesses. En Suisse, tous les sondés dont les revenus mensuels dépassent les 5000 francs suisses s'engagent environ à la même proportion. Ceux qui gagnent moins s'engagent cependant moins.

On peut donc constater: la prospérité va de pair avec la participation à la société civile. Ce constat est tout aussi valable lorsqu'on compare des pays que lorsqu'on compare des citoyens au sein de ces pays. Mais nous ne pouvons pas nous appuyer sur des corrélations pour décrypter les liens qui unissent la prospérité et l'engagement.

Il est possible que la prospérité donne naissance à plus d'espaces libres individuels et sociétaux (cf. Autonomie – la société civile a besoin d'espaces libres) et que les individus plus aisés aient vécu plus d'expériences où ils se sont sentis utiles (cf. Effcacité – pouvoir faire une différence). Les personnes plus pauvres et les habitants des pays plus pauvres sont quant à eux plus susceptibles d'être envahis par une impuissance apprise[72] et donc de tomber dans un certain fatalisme – «de toute façon, ça ne sert à rien». A l'inverse, on entend souvent comme argument qu'une forte mise en réseau au sein de la société civile permet d'augmenter le niveau de prospérité car cela permet aux gens de se faire plus confiance (cf. La méfiance inspire les régulations). D'autres facteurs, comme une éthique de travail protestante, peuvent également jouer un rôle. Selon l'hypothèse de la symbiose, une causalité simple n'a pas lieu d'être, mais les facteurs devraient plutôt se favoriser mutuellement.

---

[71] Franzen, A., & Botzen, K. (2014). «Mir hei e Verein»: Eine Studie über Vereine, Sozialkapital und Wohlstand im Kanton Bern. Swiss Journal of Sociology, 40(1).

[72] http://bit.ly/zzp-help (wikipedia.org 6.5.2018)

L'aspect de ces liens de causalité est certes passionnant, mais même sans cette explication, point important se dessine. Conclusion: le lien entre prospérité et participation à la société civile contredit l'hypothèse de la concurrence dans sa plus stricte interprétation. Dans le contexte européen, la prospérité ne signifie *pas* nécessairement que les citoyens s'occupent moins les uns des autres et cherchent à se débarrasser des obligations et de la responsabilité sociale. C'est justement le contraire qui semble être le cas.

PRESTATIONS ET PARTICIPATION PUBLIQUES

Quelle est l'influence de l'Etat sur l'engagement au sein de la société civile? L'hypothèse de la concurrence permet de définir trois affirmations qui contredisent l'hypothèse de la symbiose:

> un Etat fort prenant en charge de nombreuses fonctions s'immisce dans les initiatives individuelles de la société civile parce qu'il décourage l'individu et absorbe la responsabilité pour lui-même et son environnement.
> Moins de confiance en l'Etat pourrait conduire à ce que les gens s'organisent plus par eux-mêmes car ils ne peuvent pas compter sur l'Etat pour résoudre les différents problèmes.
> En principe, les abus devraient entraîner plus d'engagement dans ce domaine (sans tenir compte du fait que les citoyens attendent de l'Etat qu'il fasse disparaître ces abus).

Dans les pays européens, existe-t-il des preuves qu'un Etat fort s'immisce dans les initiatives individuelles des citoyens et donc dans la participation à la société civile?

Pour répondre à cette question à l'aide de statistiques, une valeur spécifique doit être déterminée pour définir «un Etat fort». On pourrait par exemple utiliser la part de dépenses sociales dans le PIB. Eurostat réunit justement ces données.[73] Elles concernent seulement la portée financière de la redistribution publique et non l'efficacité de l'administration ou la réduction des libertés personnelles ou des entreprises.

Les données le montrent: dans les pays offrant de nombreuses prestations sociales, les gens sont plus nombreux à s'engager et à faire partie d'une association ou d'une organisation à but non lucratif. Mais cela ne signifie pas qu'un plus grand nombre de prestations sociales va de pair avec plus d'engagement. Pourtant, les dépenses sociales élevées ne s'immiscent pas nécessairement dans l'engagement.

D'autres études arrivent à une conclusion similaire. Elles montrent que des dépenses sociales élevées vont de pair avec plus de confiance entre les gens,[74] un fossé moins grand entre les riches et les pauvres en termes de participation[75] et plus de confiance envers les institutions et autrui. Dans ces sociétés, les fraudes sociales et fiscales sont jugées moins sévèrement.[76] Quant au soutien financier des organisations à but non lucratif, il s'accompagne de plus d'engagement bénévole.[77]

---

[73] http://bit.ly/zzp-euro (ec.europa.eu 6.5.2018)

[74] Brewer, K. B., Oh, H., & Sharma, S. (2014). "Crowding in" or "crowding out"? An examination of the impact of the welfare state on generalized social trust. International Journal of Social Welfare, 23(1), 61-68.

[75] Van Ingen, E., & van der Meer, T. (2011). Welfare state expenditure and inequalities in voluntary association participation. Journal of European Social Policy, 21(4), 302-322.

[76] Van Oorschot, W., & Arts, W. (2005). The social capital of European welfare states: The crowding out hypothesis revisited. Journal of European Social Policy, 15(1), 5-26.

[77] Salamon, L. M., & Sokolowski, W. (2001). Volunteering in cross-national perspective: Evidence from 24 countries.

La plupart des liens évoqués ci-dessus diminuent de manière significative lorsqu'on contrôle en termes de PIB. Ce qui signifie que la prospérité, qui va de pair avec l'engagement mais aussi avec les dépenses sociales, peut expliquer beaucoup de choses. L'hypothèse de symbiose prévoit précisément ce lien entre prospérité, prestations publiques et participation à la société civile. Elle ne peut cependant pas être prouvée pour autant, les liens de corrélation ne permettant de tirer aucune conclusion au sujet des causalités. Mais une chose est claire: les corrélations positives contredisent une stricte interprétation de l'hypothèse de concurrence. En effet, des prestations publiques fortes ne s'immiscent pas automatiquement dans l'engagement en faveur de la société civile. Cela corrobore aussi les études qui montrent que le soutien financier des personnes touchées par la pauvreté n'a pas forcément comme résultat que ces dernières travaillent moins.[78]

UNE ANALYSE PLUS PRÉCISE

Pour l'instant, cette étude se concentrait sur des échelles relativement abstraites. Nous avons corrélé les dépenses publiques avec la participation à des associations et le PIB. Nous voulons à présent adopter une approche plus concrète. Est-ce le mécontentement envers une situation ou une prestation publique spécifique qui fait que les gens s'engagent plus dans un domaine précis? Selon l'hypothèse de la concurrence, plus de gens s'engagent dans les pays disposant d'un système social médiocre, et ils seraient plus nombreux dans des associations environnementales dans les lieux touchés par des problèmes environnementaux. Mais le contraire semble s'établir. Dans les domaines suivants, un lien significatif s'établit entre la qualité des prestations ou les situations et l'engagement dans ce domaine.

Exemple: l'engagement dans des services de secours est lié positivement à la confiance dans les systèmes sociaux. Ce lien est représenté comme coefficient de corrélation et s'élève à r = .37. Un coefficient de corrélation peut évoluer entre 0 (aucun lien) et +/-1 (lien parfait). Le coefficient de corrélation est indiqué entre parenthèses, contrôlé pour le troisième facteur (si le troisième facteur est déduit de manière statistique). L'engagement dans les services de secours sociaux et la confiance dans les systèmes sociaux sont corrélés à r = .22, si on contrôle en termes de PIB.

[78] Banerjee, A. V., Hanna, R., Kreindler, G. E., & Olken, B. A. (2017). Debunking the stereotype of the lazy welfare recipient: Evidence from cash transfer programs. The World Bank Research Observer, 32(2), 155-184.

L'engagement dans les services de secours sociaux

la confiance à l'égard du système d'assurance sociale (recensée dans l'European Values Study 2008) a une corrélation positive au niveau des pays avec l'engagement dans les services de secours sociaux pour les personnes âgées, handicapées et socialement défavorisées. (Entre parenthèses la corrélation après le contrôle respectif du troisième facteur.)

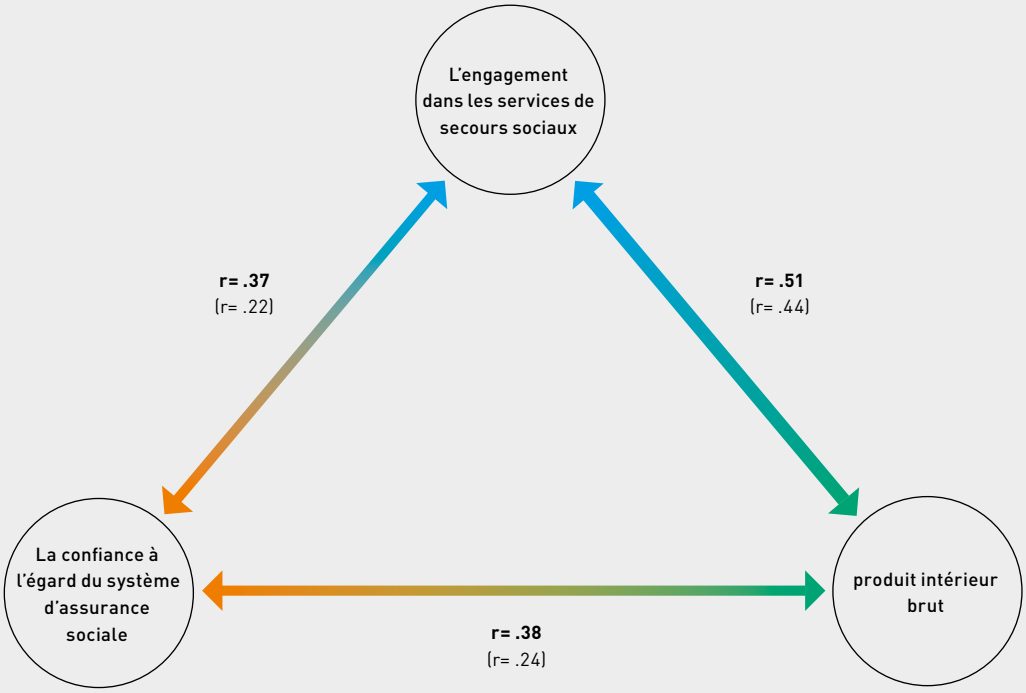


Illustration 13

L'engagement dans des initiatives locales

la confiance à l'égard du système d'assurance sociale (recensée dans l'European Values Study 2008) a une corrélation très faible avec l'engagement dans des initiatives locales pour la prise en charge de problèmes comme la pauvreté, le chômage ou de mauvaises conditions d'habitation. (Entre parenthèses la corrélation après le contrôle respectif du troisième facteur.)

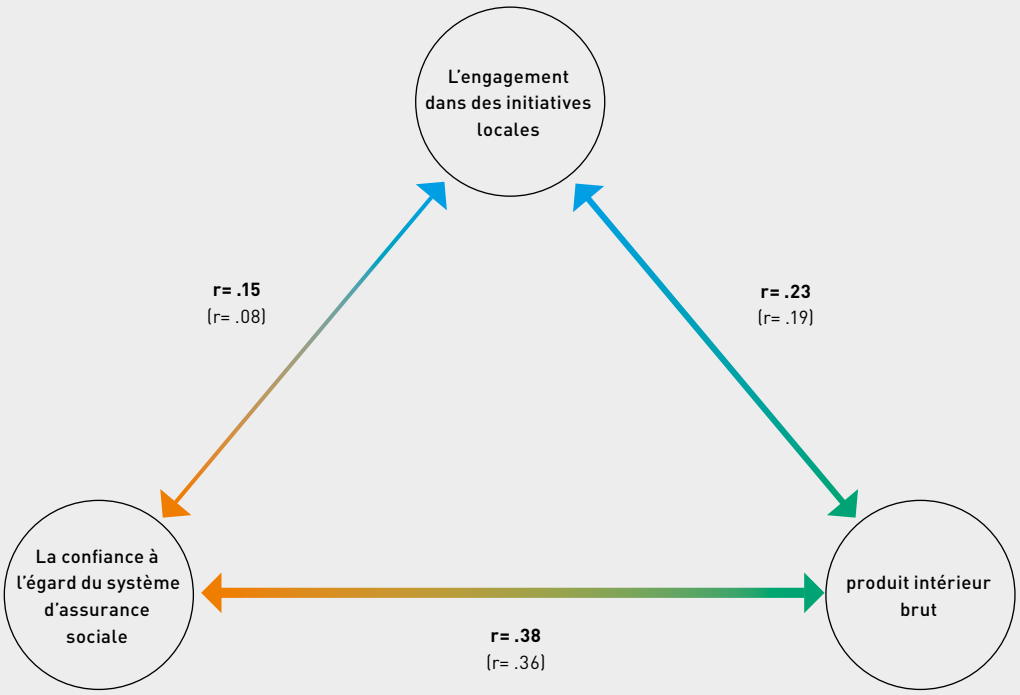


Illustration 14

La protection de l'environnement

L'état de l'environnement en 2008 (déduit du Legatum Prosperity Index) a une corrélation positive au niveau des pays avec l'engagement dans des organisations œuvrant pour la protection de l'environnement. (Entre parenthèses la corrélation après le contrôle respectif du troisième facteur.)

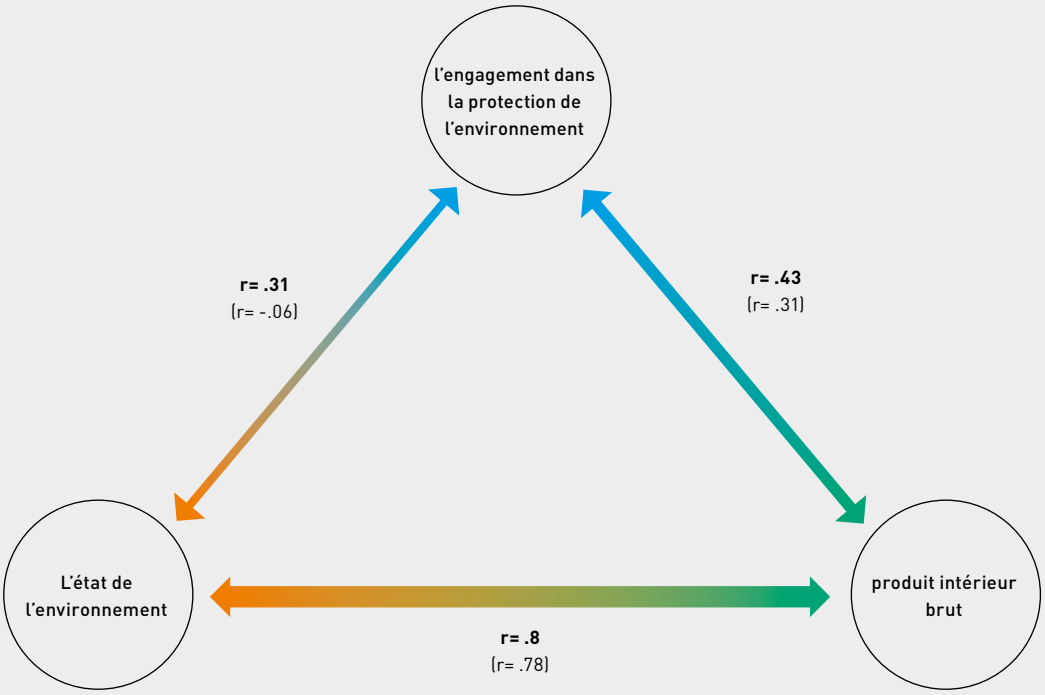


Illustration 15

L'engagement dans des organisations d'aide

l'état des services de santé en 2008 (déduit du Legatum Prosperity Index) a une corrélation positive au niveau des pays avec l'engagement dans des organisations d'aide œuvrant dans le domaine de la santé. (Entre parenthèses la corrélation après le contrôle respectif du troisième facteur.)

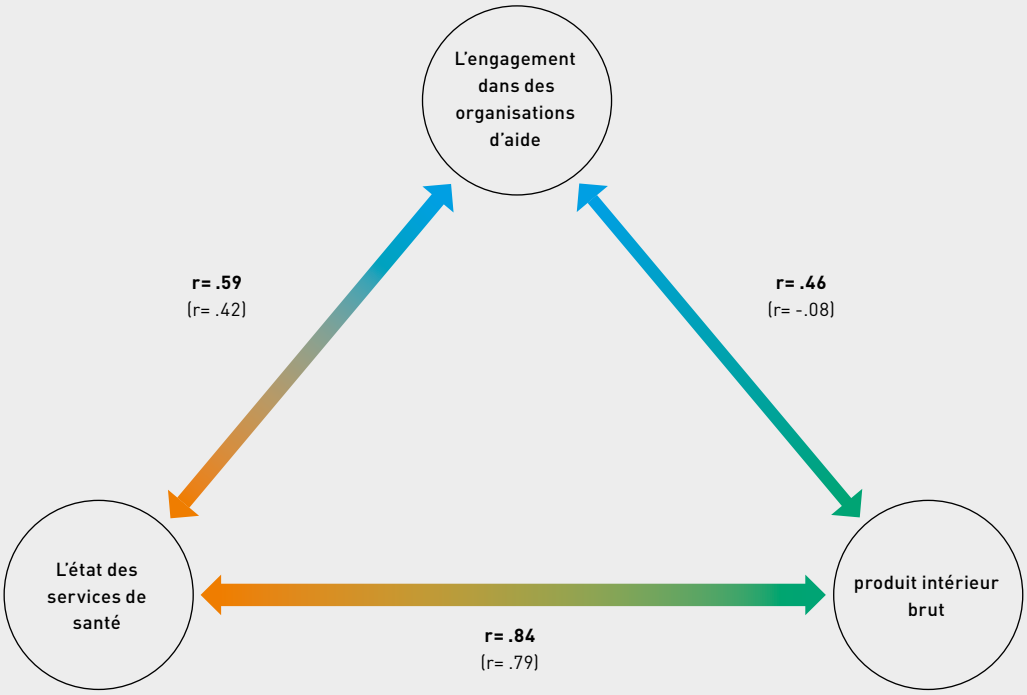


Illustration 16

L'engagement dans les organisations d'aide dans le domaine de la santé

Illustration16: la confiance à l'égard du système de santé (recensée dans l'European Values Study 2008) a une corrélation positive au niveau des pays avec l'engagement dans les organisations d'aide dans le domaine de la santé. (Entre parenthèses la corrélation après le contrôle respectif du troisième facteur.)

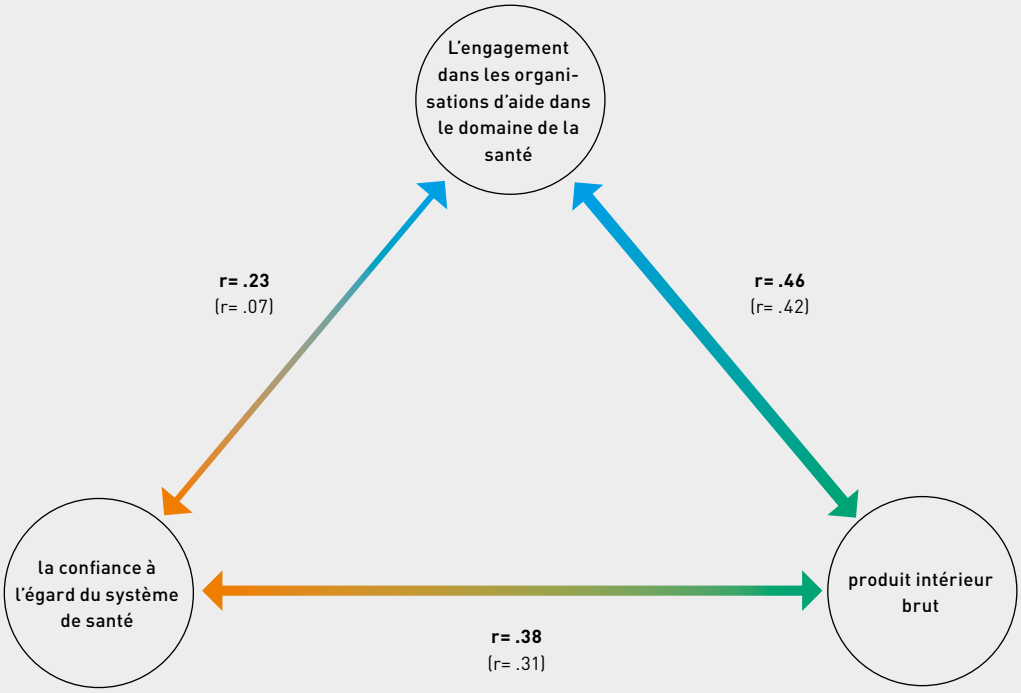


Illustration 17

L'engagement dans les organisations féministes

Plus il y a d'égalité entre les sexes en 2008 (selon la part de population qui a indiqué dans l'European Values Study que les hommes ne doivent pas être privilégiés lors d'un recrutement), plus les gens sont impliqués dans des organisations féministes dans ce pays. (Entre parenthèses la corrélation après le contrôle respectif du troisième facteur.)

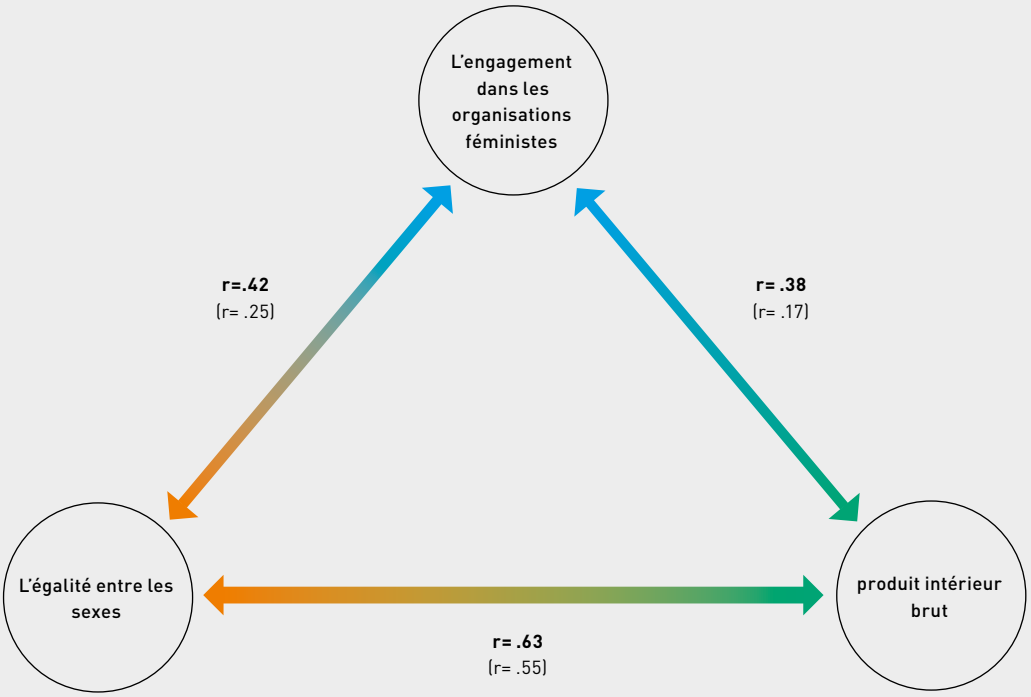


Illustration 18

L'engagement dans le domaine de l'éducation et de la culture

Létat du système éducatif en 2008 (déduit du Legatum Prosperity Index) a une corrélation positive au niveau des pays avec l'engagement dans le domaine de l'éducation et de la culture. (Entre parenthèses la corrélation après le contrôle respectif du troisième facteur.)

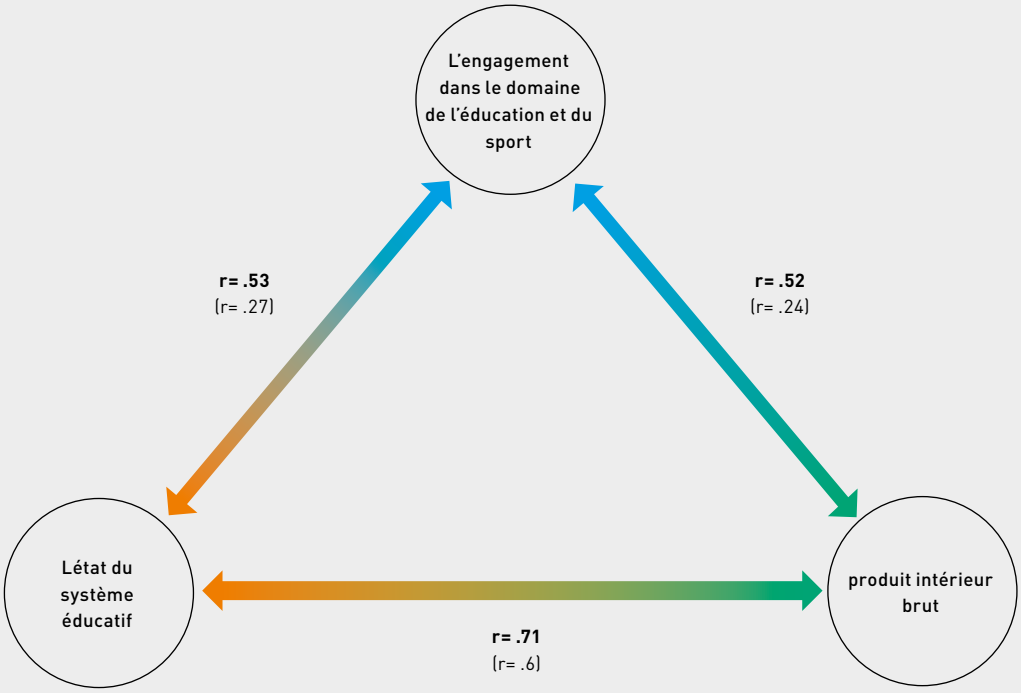


Illustration 19

L'engagement dans les domaines de l'éducation, du sport et de la culture

La satisfaction envers le système éducatif (recensée dans 34 pays européens avec l'European Quality of Life Survey EQLS 2016) est corrélée au niveau des pays avec la part de population qui s'engage dans les domaines de l'éducation, du sport et de la culture (tel que recensé dans l'EQLS 2016). (Entre parenthèses la corrélation après le contrôle respectif du troisième facteur.)

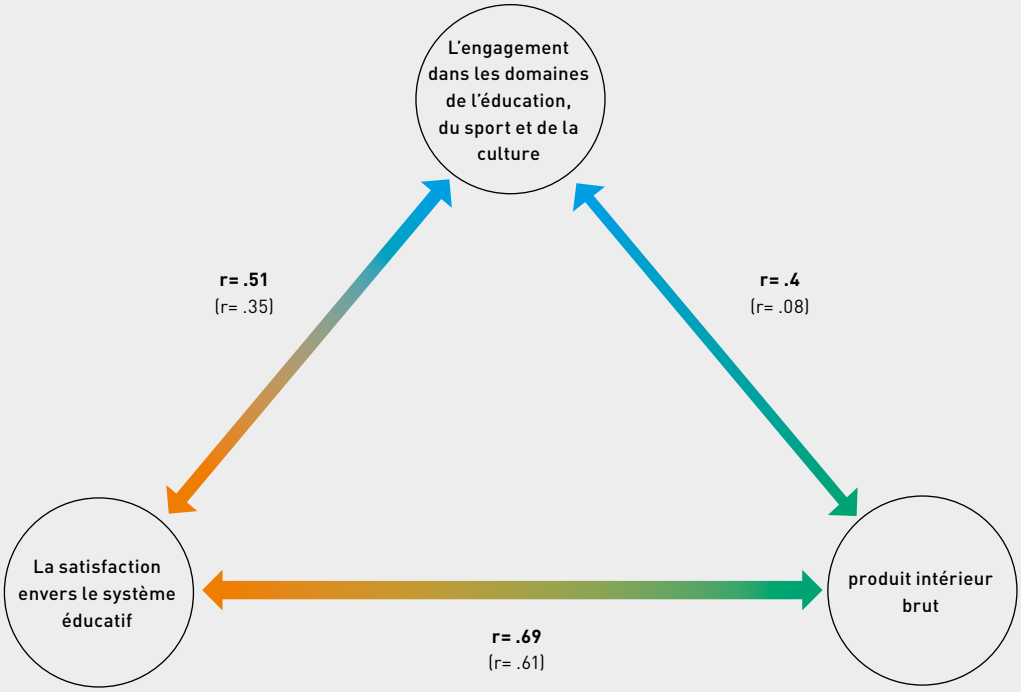


Illustration 20

Ainsi, la société civile paraît être plus en symbiose qu'en concurrence avec l'Etat et le marché. Mais seuls des points spécifiques dans le temps sont considérés ici, ce qui ne suffit pas à comprendre une dynamique d'une telle complexité dans sa globalité.

Même lorsqu'un lien de cause à effet s'établit entre l'Etat social et la société civile, et lorsqu'un plus grand nombre de fonctions publiques et sociales devrait renforcer la société civile, cela ne signifie pas qu'un Etat social plus fort mène à une société civile plus marquée. On peut donc penser que si l'Etat social est trop marqué, la société civile active prendrait alors du recul. Mais cet Etat social trop marqué n'apparaît pas dans cet échantillon européen.

L'analyse doit en effet tenir compte non seulement de l'étendue mais également de la manière dont un Etat s'occupe de ses citoyens. Dans le chapitre traitant des «régulations comme expression de méfiance», nous avons vu que les régulations sont contraires à l'engagement en faveur de la société civile, mais que le soutien forfaitaire sans contrôle des besoins individuels – par exemple grâce à une offre de formation de qualité ou des allocations parentales – renforce la confiance.

Même lorsque l'hypothèse de la concurrence est en contradiction avec les données à un niveau général, il reste plausible que certaines prestations concrètes soient en compétition les unes avec les autres. Pendant longtemps, l'éducation ou la prévoyance vieillesse relevaient de la société civile ou de la famille. Puis l'Etat a repris ces fonctions. Par exemple, une ligne de bus desservant un village isolé rendra superflue une organisation commune par les parents pour les trajets permettant d'aller à l'école. Nos données indiquent cependant que les parents n'arrêtent pas pour autant de s'organiser ensemble. Il veulent endosser plus de responsabilités, par exemple en s'investissant pour changer l'emploi du temps, pour que celui-ci corresponde par exemple aux horaires du bus ou au chemin de l'école.

«L'engagement en faveur de la société civile ne signale en aucun cas le déficit de l'Etat. L'imagination va bien au-delà de la définition du mandat et de l'organisation politiques.»
THEO WEHNER, PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL, EPF ZURICH

MESSAGE CLÉ
«Etat, marché et société civile – un jeu à somme nulle?»

> Deux hypothèses se confrontent: l'hypothèse de la concurrence implique que la prospérité et l'Etat social s'immiscent dans la participation à la société civile. L'hypothèse de la symbiose implique que l'Etat, le marché et la société civile se permettent d'évoluer mutuellement.
> Lorsqu'on compare les pays européens, une plus grande prospérité va de pair avec une plus grande participation aux associations et donc avec plus d'engagement bénévole.
> En comparaison européenne, un Etat social marqué s'accompagne d'une plus grande participation aux associations et de plus d'engagement bénévole.
> Les données contredisent donc l'hypothèse de la concurrence.

Digression: nouveaux espaces libres

Les espaces libres revêtent une importance capitale pour la société civile. Ils sont parfois découverts par la société civile pour être repris ensuite par le marché (p. ex. Internet) ou l'Etat (nécessités). Ces dynamiques semblent correspondre au premier abord à l'hypothèse de concurrence. Et ce même si cette répartition des fonctions n'aboutit pas à un jeu à somme nulle – car telle est la conclusion de notre analyse – c'est là que de nouvelles fonctions entrent en jeu. Les fonctions concrètes sont alors susceptibles d'entrer en concurrence. Mais toutes les parties prenantes y gagnent à un niveau supérieur: c'est la symbiose.

Les évolutions sociétales et techniques donnent naissance à de nouveaux espaces libres. Ils présentent de nouveaux potentiels pour la société civile. Mais à quels espaces libres la société civile pourrait-elle s'étendre à l'avenir?

OPEN SOURCE / SURMONTER LA PÉNURIE

Pour qu'un bien ou une marchandise puisse être négocié sur le marché, il doit être rare.

Dans notre monde numérique, les informations concernant le tarif nul peuvent être copiées à l'infini. Elles ne sont donc pas rares. A l'aide d'imprimantes 3D, les objets peuvent échapper à la pénurie et donc au marché. Thingiverse.com est une archive pour les plans de construction via les imprimantes 3D. On peut télécharger des boucles d'oreilles, des jouets ou même une voiture[79] et les imprimer chez soi. enablingthefuture.org propose quant à lui des plans 3D pour des prothèses de bras à télécharger. Et ceux qui n'ont pas d'imprimante 3D chez eux peuvent collaborer avec un tiers sur le site ou rechercher un FabLab à proximité de chez eux sur makery.info.[80]

Bien sûr, il existe d'autres denrées en pénurie dans le monde numérique, par exemple l'attention. En principe, l'accès libre aux données numériques crée un espace libre pour la société civile. Il se crée en parallèle des offres commerciales. On peut imaginer un monde où tous les gens partageraient leurs données sur les réseaux «1:n» (cf. exemples pour les plateformes de coopération numériques). De moins en moins de prestations devraient alors passer par le marché. Même notre nourriture pourrait être créée par des robots imprimés en 3D sur la façade de notre maison, nous pourrions fabriquer nous-mêmes les matières premières pour les imprimantes 3D grâce au recyclage et le courant destiné à cette fabrication serait issu d'un panneau solaire sur le toit.

VILLAGES

On entend de plus en plus parler de villages qui perdent peu à peu la vie qui les animait. L'office de poste commence par fermer, ensuite c'est le bistrot et enfin l'école. Comme les espaces en friche des grandes villes, les villages peuvent se transformer en espaces libres pouvant être exploités par la société civile. En France, les zones rurales se vident plus que dans la petite Suisse. Le projet Terre de Liens[81] rachète des fermes à l'abandon pour permettre à des agriculteurs et à des communes de s'y consacrer à une agriculture biologique. En Italie, il existe des villages qui sont ramenés à la vie par des réfugiés.[82] Le village belge abandonné de Doel est devenu un temple du street art.[83]

---

79 http://bit.ly/zzp-auto (thingiverse.com 6.5.2018)
80 http://bit.ly/zzp-map (makery.info 6.5.2018)
81 https://terredeliens.org/
82 http://bit.ly/zzp-borgo (aljazeera.com 6.5.2018)
83 http://bit.ly/zzp-doel (theguardian.com 6.5.2018)

Grâce à la mise en réseau numérique, ces villages pourraient séduire les jeunes. Aujourd'hui, il est facile de relier le local au monde. La tendance du télétravail se développe timidement.[84] La plupart du temps, les employés ne passent qu'une journée en travail à la maison, car l'échange direct avec des collègues manque à beaucoup d'entre eux. Des solutions numériques aux réunions en environnements de réalité virtuelle: nous pourrons travailler de manière beaucoup plus indépendante à l'avenir. Les 8,2 heures passées au bureau pourraient peut-être bien un jour faire partie du passé. Si le lieu de travail et d'habitation ne sont plus séparés, la vie pourrait revenir dans les périphéries. (villageoffice.ch)

PLUS DE TEMPS

La charge hebdomadaire des salariés suisses a diminué au XXe siècle.[85] Si la tendance se poursuit comme au siècle passé, avec notamment une croissance de l'automatisation, les gens auront encore plus de temps libre. Cet espace libre pourra également être utilisé pour participer à la société civile.

Le nombre croissant de retraités joue un rôle central pour le développement de la société civile. Car beaucoup d'entre eux sont encore en bonne santé et entreprenants pendant très longtemps. Pour convaincre des retraités de participer à la société civile, il faut s'adresser à eux et les impliquer de manière adéquate. Nous n'avons pas le droit de les considérer comme une armée de volontaires à qui il suffit de donner des ordres.

Si les voitures sans conducteur finissent par s'imposer, les gens pourront profiter du temps en voiture pour faire d'autres choses. Par exemple, pour réaliser de petites tâches de volontariat (micro-volontariat).

DES VILLES EN PLEINE MUTATION

Si le commerce en ligne continue à se développer, les surfaces commerciales des centres-villes seront libres. Ces espaces libres pourront donc être utilisés par la société civile, que ce soit des locaux pop-up ou des squats.

Face au développement de voitures sans conducteur, il est possible que de moins en moins de gens soient propriétaires d'un véhicule, puisqu'on pourra utiliser les voitures sur demande sans en avoir une en sa possession. De fait, il y aura besoin de moins de places de stationnement, et l'espace libre généré pourra lui aussi être utilisé par la société civile.

CONFIANCE

Le développement de plateformes comme Airbnb, Couchsurfing ou Uber le montre: les gens sont prêts à monter dans la voiture d'inconnus ou à dormir chez des étrangers. La numérisation croissante pourrait continuer à renforcer la confiance mutuelle entre les gens et rendre de nouvelles formes de coopération possibles.

---

[84] http://bit.ly/zzp-home (de.statista.com 6.5.2018)

[85] http://bit.ly/zzp-arbeit (Quelle: republik.ch 6.5.2018)

Conclusion

Il est tout à fait plausible que le marché endosse à l'avenir beaucoup de tâches actuellement réalisées par la société civile. Cela tient en partie au fait qu'un nombre croissant de choses sont désormais considérées sous leur aspect pécuniaire. La quantification numérique du monde nous permet aujourd'hui de facturer les plus infimes prestations et de nous les faire rémunérer automatiquement par un micropaiement (cf. Marché – et ça, c'est à vendre?). Cela pourrait aller très loin, jusqu'à transformer le fait de tenir une porte en microtransaction.

Parallèlement, les discussions se cristallisent souvent sur un avenir où notre travail serait effectué par des robots. Si cette hypothèse venait à se confirmer, les robots assumeraient alors aussi les tâches de la société civile. Les véhicules autonomes pourraient assurer les transports, les drones distribuer la nourriture et les robots soignants s'occuper des personnes âgées.

Les personnes dans le besoin seront-elles alors laissées à la charge des machines? Nombreux sont ceux que cette pensée effraye. Pourtant, il est toujours plus difficile de trouver des bénévoles pour assumer ces missions. L'attachement à la famille ou au domicile diminue et les individus se sentent moins obligés d'aider pour des raisons sociales (cf. Retour au «bon vieux temps»).

> *«Le dévouement, domaine historiquement réservé aux femmes, va décliner dans les années à venir. A la place, les besoins en communauté, en efficacité et en définition d'un rôle doivent être satisfaits.»*
>
> ANETTE STADE, RESPONSABLE DU PROJET GROSSMÜTTERREVOLUTION

Les communes ou les organisations d'intervention sont encore trop souvent limitées par l'idée que les bénévoles sont une main-d'œuvre gratuite capable de réaliser des tâches prédéfinies et de soulager ainsi les professionnels. Mais lorsque ces tâches pourraient tout aussi bien être effectuées par un robot, elles ne sont pas particulièrement attrayantes pour un individu.

L'hypothèse de symbiose part du principe que l'Etat, le marché et la société civile s'enrichissent mutuellement. Elle repose sur une constatation empirique, au moins au niveau des pays (cf. Etat, marché et société civile – un jeu à somme nulle?). Par conséquent, une robotisation des tâches propres à la société civile n'entraînerait pas une baisse, mais une hausse de l'engagement social. Il se présenterait simplement sous une autre forme.

Plus que des pompiers

Les bénévoles qui s'engagent dans la société civile ne doivent pas être considérés comme des pompiers qui interviennent uniquement en cas d'incendie, endossant ainsi une fonction compensatoire. C'est de ce postulat que part l'hypothèse concurrentielle. Cela est certes souvent le cas, par exemple lors de la mobilisation de bénévoles après une catastrophe naturelle ou dans le cas de l'opération Libero en réaction à l'adoption de l'initiative contre l'immigration de masse. Mais ce type d'engagement menace ensuite de s'essouffler rapidement, une fois que le danger principal est passé.

A quoi ressemblerait alors un engagement social qui n'est pas mobilisé par l'urgence et qui ne peut être automatisé?

Il est essentiel de ne pas considérer la société civile comme une accumulation de forces de travail gratuites. Nous devons repenser nos positions. Au lieu de parler de «travail bénévole», nous devrions parler de «participation». Il ne s'agit pas ici d'une subtilité sémantique: le bénévolat repose sur une asymétrie entre les personnes qui aident et celles qui reçoivent

l'aide. L'envie de faire une bonne action est transformée en un acte gratuit qui pourrait aussi être rémunéré. La participation, elle, ne s'appuie pas sur cette distinction. Elle considère seulement des participants qui abordent ensemble un problème ou explorent des espaces libres.

Cette approche exige beaucoup plus de discussions sur les objectifs à atteindre et correspond plutôt à une définition de la société civile axée sur les processus (cf. Définition). Contrairement à l'exécution de tâches prédéfinies, la discussion concernant les objectifs ne peut pas être déléguée à une machine ou à une main-d'œuvre rémunérée. Il en va de même pour l'exploration des espaces libres. Seules peuvent être transférées les tâches administratives et de coordination (cf. Efficacité – pouvoir faire une différence).

«Je suis payée pour donner une certaine structure à l'association GrossmütterRevolution. Les contenus et les thèmes abordés sont ensuite déterminés par les participantes. Il s'agit plus d'un mouvement social que d'une association, ce qui explique aussi que l'on ne puisse pas leur dire ce qu'il faut faire ou quels thèmes doivent être traités.»

ANETTE STADE, RESPONSABLE DU PROJET GROSSMÜTTERREVOLUTION

Utiliser les espaces libres

L'exploration des espaces libres suit plus une logique de symbiose qu'une logique concurrentielle. Il s'agit de partir en quête de potentiels et non de chercher à résoudre des dysfonctionnements. Une telle orientation est plutôt portée par la pensée «nous pourrions faire quelque chose ici» que par «quelqu'un doit faire quelque chose ici», comme c'est le cas avec les dysfonctionnements. L'objectif n'est ainsi pas clairement défini, ce qui rend la voie pour y parvenir moins évidente.

Bon nombre d'innovations sociales relèvent plutôt de ce domaine, qui compte moins les exigences typiques posées aux bénévoles par les communes ou les organisations d'intervention. Les motifs des personnes engagées sont donc orientés sur la conception et l'utilité, qui ne peuvent pas être délégués si facilement au marché ou à l'Etat. Il n'est pas pertinent de mandater une entreprise professionnelle pour l'organisation d'un barbecue de voisinage ou d'une fanfare de jeunes. Une entreprise peut éventuellement livrer des toilettes mobiles ou installer une chaîne stéréo, c'est-à-dire se charger du «comment». Le «quoi», par exemple la planification du barbecue ou le morceau de trombone dans la fanfare des jeunes, ne peut en revanche pas être confié au marché, car tout tourne autour de l'expérience, des apprentissages, de la communauté, de la reconnaissance et des expériences personnelles d'autonomie et d'efficacité.

Les nouveaux bénévoles participent davantage, sont plus axés sur le potentiel et souhaitent ainsi prendre part aux discussions plutôt que de se contenter d'exécuter les ordres. On pourrait objecter qu'un tel engagement serait davantage au service de l'épanouissement personnel que du bien-être commun. Certaines tâches pourraient effectivement être négligées lorsque «peut» prend le pas sur «doit». Qualifier simplement cet engagement de luxe est néanmoins une erreur.

Même si une personne invite le voisinage pour un barbecue par intérêt personnel ou pour assurer son statut, cet engagement renforce le ciment social du voisinage. Il accroît la confiance au sein de la communauté et consolide le réseau. La communauté devient plus résistante et surmonte plus facilement les troubles en y faisant face ensemble. On pourrait alors parler de la main invisible de la société civile qui, par les nombreux engagements, tisse un réseau et crée aussi un sentiment d'appartenance, que les

engagements individuels soient le fruit de motivations égoïstes ou non. L'étude «Soul of the Community» de la Knight Foundation constate que les offres sociales sont fortement liées au sentiment d'appartenance («attachment») à un lieu. Cela couvre notamment une vie nocturne riche, des lieux de rencontre appropriés, de l'art et de la culture, ainsi que des événements communautaires. Ces facteurs jouent un rôle bien plus vaste pour l'appartenance que l'étendue des volontariats classiques ou que la situation économique.[86] Aujourd'hui, c'est précisément ce type d'engagements gastronomiques et culturels qui apparaissent dans les nouveaux espaces libres. Souvent, ils sont consciemment orientés contre le profit (p. ex. la Jungle Street Groove à Bâle), ce qui renforce encore l'appartenance (cf. Montée de l'individualisme - bénédiction ou malédiction).

La participation à la société civile n'est pas une invention nouvelle, puisque notre démocratie repose sur ce principe. La négociation commune d'objectifs et de règles, au lieu d'une décision unilatérale, correspond à la position du sociologue allemand Jürgen Habermas, qui estime que les individus doivent s'entendre sur la manière d'organiser la société.[87] La lauréate du prix Nobel Elinor Ostrom développe sa solution des dilemmes collectifs sur la base de la participation et de l'auto-organisation.[88] La définition commune des règles est une option importante dans le chapitre du même nom de cette étude, afin d'unir l'esprit de communauté et l'individualisme. Pour autant, la conception du volontariat comme participation auprès de personnes et d'organisations qui cherchent des bénévoles ne s'est pas encore imposée.

Les outils numériques permettent de donner une nouvelle dimension à la participation. Cela fait longtemps qu'on ne parle plus en ligne d'offreurs et de demandeurs, mais de participants. Les concepts théoriques classiques d'expéditeur et de destinataire, relatifs aux médias, ne sont plus différenciés sur WhatsApp, Twitter ou Facebook. Les plateformes utilisateur-utilisateur (cf. Exemples de plateformes de coopération numériques) permettent une participation organisée de manière autonome. Les groupes WhatsApp de communautés de locataires ne sont qu'un début: les notes accrochées dans l'entrée de l'immeuble sont ainsi remplacées par les outils numériques, qui permettent de discuter plus facilement. L'inhibition ressentie est moindre lorsqu'il s'agit d'écrire un message dans un groupe WhatsApp.

Les outils numériques facilitent la participation

A un niveau plus large, par exemple celui de la commune, ces réseaux permettent de révéler dysfonctionnements et potentiels. «Züri wie neu» donne l'exemple. Les habitants peuvent envoyer à la ville des photos de divers problèmes afin que celle-ci intervienne. Cela était bien entendu déjà possible avant les plateformes numériques, mais ces dernières facilitent grandement la participation. L'utilisation de «Meetup» a fortement contribué à la montée du mouvement «Cinque Stelle» (cinq étoiles) en Italie et à la mobilisation de personnes qui ne s'étaient jusqu'à présent jamais engagées en politique (avec tous les avantages et inconvénients).

---

86 http://bit.ly/zzp-soul (soulofthecommunity.org 6.5.2018)

87 Habermas, J. (1962). Strukturwandel der Öffentlichkeit.

88 Ostrom, E. (2015). Governing the commons. Cambridge university press.

«S'il existait une possibilité de collecter des signatures directement en réseau numérique pour une initiative populaire, cela pourrait mobiliser certains cercles de la société civile qui jusqu'alors n'avaient pas les ressources pour cela et qui soulèveraient d'autres sujets.»

ADRIENNE FICHTER, AUTRICE: DÉMOCRATIE DU SMARTPHONE

Lorsque nous parlons de nouveaux volontaires qui s'impliquent au niveau numérique et suivent des objectifs auto-organisés et axés sur le potentiel, cela ne signifie pas qu'il n'existe plus que des débats participatifs et que les organisations d'intervention et associations qui traitent aussi les dysfonctionnements de la société deviendront superflues. Il n'existe pas de tâches simplement orientées sur le potentiel ou qui traitent des dysfonctionnements. N'importe quelle mission peut être conçue en termes de potentiel et de participation si les bénévoles sont mis sur un pied d'égalité. La participation active est possible si la relation est basée sur la confiance et que les échecs sont assumés.

Qu'il s'agisse d'attributions de fonds, de possibilités d'intervention dans une organisation ou une commune ou de dispositions légales, il est primordial de céder le contrôle pour ne pas entraver l'épanouissement de la société civile. L'entrée dans des espaces libres ne va jamais sans risques. Mais seuls les individus qui prennent des risques changent le monde.

«Encourager la responsabilisation s'accompagne également d'une perte de contrôle pour les hiérarchies existantes.»

THEO WEHNER, PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL, EPF ZURICH

Mieux promouvoir la société civile: les points essentiels

LA SOCIÉTÉ CIVILE COMME PROCESSUS

> La société civile est en négociation permanente sur ce qui est juste et important, sans prise de position idéologique. Cela ne fait rien si certaines organisations disparaissent ou si des associations sont en conflit. L'essentiel est que différentes opinions puissent être exprimées au sein de la société civile.

AUTONOMIE, P. 14

> Protéger les espaces libres
- *L'Etat peut protéger les espaces libres de la commercialisation afin que la société civile puisse y prendre ses quartiers. Les espaces en friche dans les villes, par exemple, ou encore des «espaces» sur Internet (mot-clé: neutralité du réseau).*
- *De nombreuses réglementations étatiques favorisent la sécurité au détriment des opportunités. Ces opportunités offertes par les espaces libres doivent être prises en compte dans les prises de décisions – et pas seulement les risques potentiels.*
- *L'Etat et les organisations à but non lucratif doivent accorder plus de confiance aux personnes potentiellement engagées, car la confiance crée des espaces libres. Il faut ce faisant accepter les erreurs, les accidents, voire même les abus.*

> Développer la confiance
- *L'éducation favorise la confiance et la participation.*
- *Des prestations sociales forfaitaires suscitent la confiance. Une personne qui perçoit une aide financière forfaitaire de l'Etat, comme des allocations pour enfants, accordera plus facilement sa confiance à autrui qu'une personne percevant des prestations personnalisées qui font l'objet de contrôles.*
- *Une carte d'identité numérique peut permettre à des personnes qui ne se connaissent pas de se faire confiance.*

LIENS SOCIAUX, P. 26

> Il faut mélanger le local et le global. Les engagements nationaux/mondiaux ont besoin d'une représentation au niveau local, alors que les engagements locaux devraient tenir compte d'aspects nationaux/mondiaux pour être perçus comme pertinents.

> La reconnaissance est importante pour de nombreux bénévoles. Et cette reconnaissance devrait venir de la société civile. La reconnaissance de la part de l'Etat peut donner une impression de condescendance et les attraits financiers peuvent s'immiscer dans la motivation.

> Le fait de surmonter ce qui est purement individuel donne du sens.
- *Les rituels sont des moyens appropriés pour développer l'esprit communautaire.*
- *Traiter les habitants comme des clients leur soustrait toute responsabilité.*

> Le mariage entre individualisme et esprit communautaire est décisif. Et cela peut se faire de différentes manières.
- *Si l'on cherche à obtenir un soutien, on devrait proposer des possibilités de participation limitées dans le temps et basées sur un projet, par exemple par le biais d'un crowdfunding qui permettrait aux gens d'offrir de leur temps pour un projet.*
- *Différents rôles et tâches devraient être définis au sein d'un projet. Les participants doivent faire partie d'un groupe, tout en y endossant un rôle individuel.*
- *Les participants doivent pouvoir contribuer à la conception d'objectifs, de processus et de rituels visant un esprit communautaire.*

EFFICACITÉ, P. 39

> Dans le contexte de la participation, on devrait se concentrer sur le «pourquoi», c'est-à-dire sur le sens, et non sur le «comment», c'est-à-dire le processus technique. On peut soulager les bénévoles des tâches administratives.
> L'école devrait proposer des projets participatifs afin que les enfants puissent faire l'expérience de l'efficacité dès le plus jeune âge.
> Les tâches doivent être adaptées aux capacités des bénévoles. Ce qui est trop difficile est frustrant et ce qui est trop simple est ennuyeux.
> Pour ce qui est de l'engagement, il convient aussi de tenir compte du potentiel d'apprentissage.
> L'engagement devrait être prescrit par le médecin de famille – notamment pour les seniors.

ACCESSIBILITÉ, P. 43

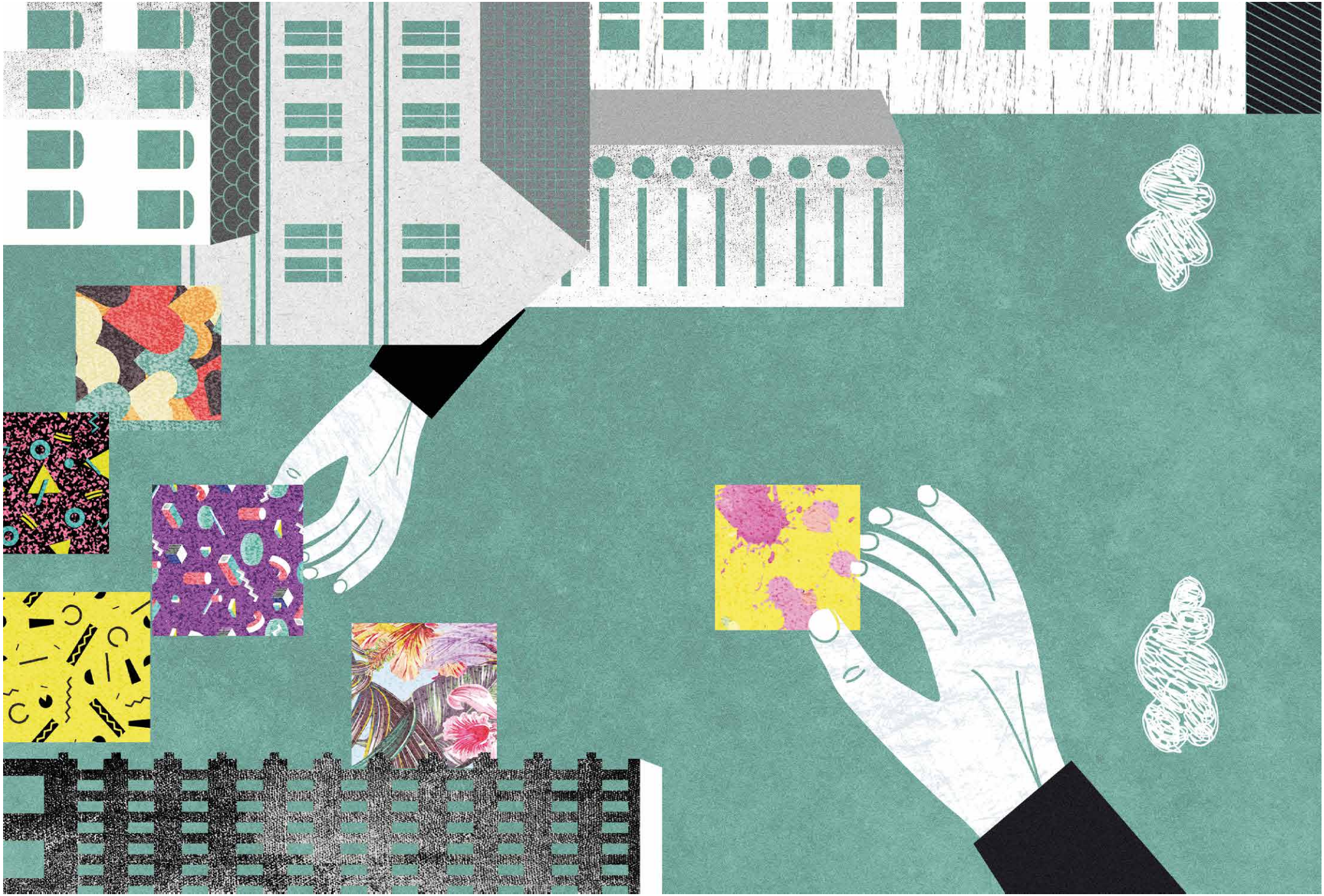
> Quand on cherche des participants, on doit pouvoir s'adresser à des personnes.
> Les outils numériques facilitent plus que jamais la coordination de l'engagement.
> Les plateformes numériques permettent des échanges qui ne font plus la différence entre les donateurs d'aide et les bénéficiaires d'aide, mais qui mettent en avant la participation.
> Pour les plateformes, un ancrage local est utile afin d'établir une masse critique.

LE TRIO ETAT, MARCHÉ ET SOCIÉTÉ CIVILE, P. 59

> Les infrastructures de la société civile peuvent être financées par l'Etat.
> L'Etat et le marché ne doivent pas être perçus comme des adversaires, mais comme des partenaires. L'engagement de l'Etat ne s'immisce pas dans la société civile.

CONCLUSION, P. 71

> Les bénévoles ne doivent pas être considérés comme une main-d'œuvre gratuite, mais comme des partenaires à part entière. Un travail pouvant être effectué par un robot n'est pas satisfaisant pour de nombreux bénévoles.
> La société civile doit être considérée comme exploratrice d'espaces libres et non pas comme secouriste qui résout des problèmes.
> Tous les réseaux doivent être encouragés, pas seulement ceux qui visent des objectifs importants.
> Il faut lâcher du lest pour ce qui est du contrôle.



Digression

Engagement politique de la société civile: sur la voie d'une «nouvelle milice»?

ANDREAS MÜLLER[89]

L'essence de la milice

Le système de milice comprend la pratique de tâches et services publics effectués à titre bénévole ou accessoire – contrairement à un métier. La milice se situe à la jonction du bénévolat et de la vie active. C'est donc un exemple fascinant des développements possibles qui peuvent s'opérer.

En comparaison avec l'engagement bénévole d'une manière générale (p. ex.: activités associatives ou aide au voisinage) qui existe dans tous les pays, le système de milice incarne spécifiquement l'activité bénévole et accessoire au bénéfice de l'Etat. Il incarne également un lien entre l'Etat et la société civile. C'est la raison pour laquelle la milice est plus organisée et institutionnalisée que la pure participation à la société civile. Le système de milice permet moins d'autonomie et de liberté d'organisation. Entre outre, la participation concrète dépend, contrairement à la société civile, de la volonté des participants, mais également d'un processus de nomination et d'une élection populaire.

Même si des dizaines de milliers de bénévoles veillent à ce que le système repose sur des bases stables, et ce à tous les niveaux de l'Etat, il est évident que la conception traditionnelle de l'Etat suisse fait face à des développements sociétaux puissants qui remettent en question le système de milice en tant que tel. Dans le chapitre «Appartenance locale et globale», nous décrivons que le sentiment d'appartenance locale chute alors que l'identification avec l'Etat national reste stable. Cela se reflète dans le fait que la population adhère encore à un niveau abstrait à l'idéal suisse du système de milice et sait en apprécier les avantages. Au niveau local, le système de milice met la population de plus en plus sous pression en raison d'un manque de participation. Tous les citoyens aimeraient profiter d'une milice, mais de moins en moins d'entre eux sont prêts à apporter leur contribution au bien commun.

A cela s'ajoute le fait que la politique – et les politiciens – sont de plus en plus présentés sous un jour négatif: On essaie de présenter la prétendue "classe politique" comme allant à l'encontre du peuple. Mais si les miliciens sont représentés comme des adversaires du peuple, il devient alors moins motivant d'en faire partie. Mais si les membres de la milice sont représentés contre des adversaires du peuple, il devient alors moins motivant d'y prendre part. Ces membres de la milice se sentiraient trop vite exposés à la critique revendicatrice des «citoyens spectateurs», qui considère les fonctionnaires comme une élite politique. Proche des préoccupations des citoyens, le système de milice doit donc empêcher de semer la zizanie entre ceux qui s'engagent et ceux qui se plaignent ou adoptent une attitude critique.

Que faire? Discussions au sujet d'éventuelles solutions[90]

Comment le système de milice peut-il s'adapter aux réalités sociétales modernes? Nous étudions ci-après les facteurs décrits dans notre étude – l'autonomie, l'appartenance et l'efficacité ainsi que l'accès – et évoquons des mesures possibles basées sur ces derniers pour renforcer le système de milice.

AUTONOMIE: ACCORDER UN ESPACE LIBRE (DE MANŒUVRE) ET DE LA FLEXIBILITÉ

La politique communale permet seulement une marge de manœuvre clairement délimitée. Par exemple, c'est la loi qui fixe une grande partie du budget communal. Pour attirer les personnalités souhaitant participer à la gestion, les autorités communales devraient bénéficier d'une plus grande liberté de décision dans le domaine de la gestion (financière).

On essaie de présenter la prétendue "classe politique" comme allant à l'encontre du peuple. Mais si les miliciens sont représentés comme des adversaires du peuple, il devient alors moins motivant d'en faire partie.

Outre la marge de manœuvre concernant cette fonction, les missions à accomplir pourraient être plus flexibles. A ce sujet, le concept de *profil d'exigence* est actuellement au cœur d'une proposition de réforme. Il s'agirait d'une part de revoir les regroupements de missions que doit accomplir la milice en tant qu'autorité collégiale – peut-être via une organisation en fonction des différents secteurs. Cela permettrait ainsi de présenter aux candidats potentiels des activités plus flexibles et mieux adaptées aux disponibilités individuelles (p. ex. l'abrogation de l'obligation de visites d'écoles obligatoires dans la commission scolaire pour les personnes ayant un poste à temps plein).

APPARTENANCE: MEILLEURE PERCEPTION ET RESPONSABILITÉ

Comme nous l'avons vu ci-dessus, au sein de notre société à forte mobilité, les individus s'identifient de moins en moins avec la commune et ont donc l'impression de lui devoir de moins en moins de choses. Lorsqu'il est question de s'engager pour avoir un impact hors de l'environnement personnel, il est obligatoire de disposer d'une certaine connexion avec d'autres gens et d'endosser une certaine responsabilité.

La dépréciation de l'activité de milice politique locale et le fait que les gens sont de moins en moins prêts à s'engager sur le long terme peuvent également être expliqués par le fait que l'intérêt politique est de plus en plus porté sur la politique nationale. Face à la présence de plus en plus importante des médias, l'expérience exécutive au niveau local est progressivement mise de côté. De plus, plus un mandat politique est élevé, important et dispose d'un impact politique fort, plus il paraît intéressant de se porter candidat. La présence médiatique, qui a lieu au niveau national, et la compétence qui va avec deviennent des conditions centrales. L'engagement local et son rayonnement réduit passent alors en seconde position. Si cela continue à évoluer ainsi, les politiciens superficiels, focalisés sur les médias et qui parlent fort risquent de se retrouver de plus en plus souvent face à des citoyens qui leur ressemblent en tous points. La politique ne serait alors plus une démocratie délibérative, mais se transformerait en confrontation de personnes qui veulent toujours avoir le dernier mot. Ainsi, il serait de plus en plus

[89] Avant de diriger «Politconsulting», l'auteur de cet article était vice-directeur d'Avenir Suisse et suivait essentiellement les études concernant les politiques publiques et sociétales. Il était auparavant conseiller des conseillers fédéraux Pascal Couchepin, Didier Burkhalter et Johann Schneider-Ammann.

[90] Müller Andreas (2015). Bürgerstaat und Staatsbürger: Milizpolitik zwischen Mythos und Moderne. NZZ Libro. Les réflexions menées dans cette digression s'appuient sur les publications susmentionnées, publiées par l'auteur de cet article et dont certains exposés détaillés et références bibliographiques peuvent être retirés si besoin.

Un large débat public sur la pertinence de la milice politique locale pourrait ainsi redorer son blason.

difficile de favoriser les consensus entre les partis, tâche qui revenait auparavant aux autorités politiques locales.

Un large débat public sur la pertinence de la milice politique locale pourrait ainsi redorer son blason. Dans ce but, l'Association des Communes Suisses prévoit une «année de la milice» ponctuée de nombreuses activités en 2019.

En outre, la numérisation croissante permet de rapprocher la politique locale des citoyens, par exemple en lui permettant de gagner en visibilité. De nos jours, la production de matériel vidéo et sa distribution est quasi gratuite. Une émission politique comme *die Arena* pourrait être également organisée au niveau régional à des prix raisonnables. Le soutien d'un tel projet pourrait être considéré comme la mission d'un service public moderne, où la SSR mettrait du matériel, du savoir-faire et une présence sur le Web à la disposition des communes et des cantons contre une contribution aux dépenses afin de rendre les discussions locales plus accessibles.

Par ailleurs, la numérisation permet également de participer aux discussions. Grâce à la plateforme Meetup, le mouvement italien «Cinque Stelle» a réussi à mobiliser des millions de personnes pour des manifestations locales et a permis aux étudiants, aux concierges et aux chômeurs d'entrer au Parlement. Ainsi, cette institution qui était jusqu'alors constituée presque exclusivement de juristes et d'entrepreneurs a pu se renouveler. Les critiques pourraient argumenter que c'est peut-être possible en Italie en raison des rapports politiques qui y règnent, mais pas au sein d'une commune suisse. Il est vrai que la frustration et la protestation ont constitué une importante motivation, mais il n'est pas nécessaire d'ignorer les possibilités numériques dans leur ensemble pour autant.

Dans le chapitre «Exemples de plateformes de coopération numérique», plusieurs outils différents sont évoqués dans la section «Démocratie numérique» pour faciliter la participation politique. Il est bien possible que les décisions prises jusque là par les politiciens de la milice seulement puissent être à l'avenir débattues et prises en ligne ensemble. Comme vu au chapitre «Définition commune de règles», une décision commune permettrait d'aboutir à une plus grande identification avec la communauté. La participation flexible à des décisions politiques via Internet pourrait inciter à participer à la milice.

EFFICACITÉ: RÉDUIRE LA COMPLEXITÉ

La milice fait souvent l'objet de critiques selon lesquelles elle serait trop absorbée par ses opérations et perdrait ainsi de vue les questions stratégiques. Il est donc question de mettre en place des mesures qui libèreraient les exécutifs communaux des affaires courantes et leur permettraient de mieux se

concentrer sur la *direction stratégique.* Comme nous l'avons vu dans le chapitre «Pourquoi au lieu de comment», le sentiment d'efficacité et donc l'impression qu'une activité revêt du sens augmente lorsqu'on se concentre sur les objectifs et non sur comment les réaliser.

On vante souvent les avantages d'un éventuel *recours à des secrétariats* et à d'autres aides professionnelles pour libérer les autorités de certaines tâches. D'après certaines études, pour augmenter l'envie de participer aux conseils scolaires et de paroisse, les membres de ces autorités mettent d'abord en place un secrétariat pour les décharger de certaines tâches. Mais cela peut également présenter des inconvénients, notamment en termes de communication entre les autorités et le secrétariat. La constance de l'administration des secrétariats crée une asymétrie de l'information et peut transformer le secrétariat de l'école ou le secrétaire communal en autorité secrète.

L'approche du canton de Lucerne va dans ce sens. Dans ce canton, plusieurs communes ont mis en place ce qu'on appelle un *modèle de gestion commercial,* qui sépare donc la direction stratégique et opérationnelle au sein de ces villages. Ce sont les politiciens élus par les habitants qui prennent les décisions stratégiques. La direction des opérations de la gestion revient à un gérant recruté par la commune. Des communes de cantons différents ont d'ailleurs mis en place des modèles similaires. Mais il ne faut pas oublier une chose: même si sur le papier, le système de milice reste inchangé, il finit quand même par s'assouplir parce que c'est une personne active qui en accomplit les principales tâches.

Une autre solution serait de proposer des avantages financiers et temporels aux présidents des communes. Ainsi, dans les cantons de Thurgovie ou de Saint-Gall, les postes de présidents des exécutifs communaux, qui requéraient plus de présence et de travail, ont été conçus comme des postes *à plein temps.* Cela pourrait permettre de décharger de manière significative les conseils d'administration qui pourraient alors se concentrer sur des questions d'avenir plus globales. Mais cela pourrait également créer une grande asymétrie d'information entre le président et les autres membres.

Selon le chapitre «Pourquoi au lieu de comment», le sentiment d'efficacité naît lorsqu'on se concentre sur les objectifs – le «pourquoi» – au lieu de leur réalisation – le «comment». Il ne faut pas négliger le fait que l'impression d'efficacité découle d'une difficulté optimale. Si une tâche n'est pas stimulante, elle devient ennuyeuse. Si elle est trop complexe, elle est frustrante.

Face à un environnement de plus en plus complexe, les tâches de la milice sont de plus en plus diversifiées. Si l'instance de proximité qu'est la milice se professionnalise, le système de milice devra alors s'adapter à l'environnement organisationnel. La milice a tendance à se professionnaliser de plus en plus souvent pour être en mesure de répondre à la complexité du monde.

Pourtant, tout métier peut être vu comme une «conspiration contre les néophytes». L'activité professionnelle se confronte partout à des limites où elle menace l'intégration sociale d'une société. C'est la raison pour laquelle toutes les tentatives de professionnalisation des politiques, soldats ou prêtres se sont toujours heurtées à une résistance: les néophytes risquent qu'on leur reproche non seulement leur manque de compétences à l'égard de ces activités, mais risquent également de devenir impuissants, soumis et exploités. Il faut donc empêcher cela, et c'est ce que certains considèrent comme le point faible du système de milice. Il est mal équipé pour les situations d'urgence. Il est très peu réactif et axé sur les résultats, et uniquement auto-suffisant. Intégrer

des citoyens aux services et processus de décision politiques et sociétaux constituerait une bonne justification, tandis que l'efficacité et la capacité d'adaptation seraient occultées. La méfiance largement répandue envers les spécialistes a des répercussions négatives pour la Suisse.

Pour faire face à cette complexité croissante tout en incitant à s'engager dans le système de milice, les *possibilités de formation continue,* qui sont proposées aux membres de la milice dans certaines communes, pourraient être une solution. La milice devient alors un lieu d'apprentissage. Idéalement, ces offres ne devraient pas se limiter aux questions de milice correspondantes, mais transmettre un savoir pouvant être utilisé dans d'autres activités. Une telle offre permet d'associer motivations personnelles et intérêt collectif, que représentent l'attribution des postes au sein des autorités et un recrutement plus aisé. Une offre aboutie de formation continue pourrait également constituer un argument publicitaire lors du recrutement. Une autorité de milice se conduirait par l'absurde si elle n'était qu'une structure de formation continue. Offrir une *certification* pour récompenser l'activité de milice et les connaissances acquises lors de la formation continue, par exemple en délivrant des points ECTS (European Credit Transfer and Accumulation System) à travers des stages de formation continue et de direction comme les hautes écoles le proposent, pourrait également rendre les offres plus attrayantes. Mais ceci conduit à un paradoxe: une autorité non professionnelle deviendrait alors un lieu de qualification – des concepts qui relèvent du monde du travail.

Il existe également des idées pour réduire les tâches toujours plus complexes. Ainsi, une *étude de l'impact du système de milice* fait actuellement l'objet de discussions – tout comme les études d'impact qui existent déjà au niveau fédéral et cantonal – pour les nouvelles régulations (lois, règlements, etc.). La complexification des nouvelles régulations peut donner naissance à une professionnalisation insidieuse des fonctions à qualité égale de services. Mais un tel examen constituerait une épreuve administrative supplémentaire et rendrait donc ce processus encore plus complexe.

Il nous faut également étudier la question de l'admissibilité sans aucun préjugé. Presque par définition, le citoyen a, au sein du système suisse, la possibilité de formuler des opinions politiques. Mais est-ce suffisant? Le droit accordé aux citoyens est-il rempli? La demande de plus de *formation politique,* que la Suisse n'a pas intégré suffisamment au cursus scolaire en comparaison avec d'autres pays, constitue une revendication importante. En comparaison internationale, les jeunes Suisses disposent de connaissances politiques en dessous de la moyenne et d'une volonté réduite de participation politique – soit des conditions médiocres pour le système de milice du futur.

Les devoirs et exigences des organes de milice requièrent de plus en plus de temps. Et ce n'est pas sans conséquences: sans mesure d'allègement, le système de milice se dirige vers la professionnalisation et ce à deux niveaux: si cela prend plus de temps, le poste pourrait finir par être impossible à exercer sans l'occuper à plein temps. Des activités plus complexes signifient aussi qu'il faut plus de citoyens qualifiés dans l'organe de milice, et que donc des cours et formations continues doivent être proposés. Les connaissances de base ne suffisent plus, ce qui va à l'encontre de la philosophie initiale du système de milice.

Si on a pour objectif de libérer les acteurs de la milice de certaines tâches, que ce soit via des secrétariats, des administrations fortes, l'externalisation de projets à des tiers ou la focalisation sur des questions stratégiques, on entre dans un nouveau cercle vicieux: si les tâches importantes de l'administration de la milice sont externalisées, il ne reste aux

La complexification des nouvelles régulations peut donner naissance à une professionnalisation insidieuse des fonctions à qualité égale de services.

membres de la milice plus que des tâches qui font moins sens, et le département correspondant de la milice risque de se transformer en folklore.

ACCESSIBILITÉ: AUGMENTER LES POSSIBILITÉS DE PARTICIPATION

En ce qui concerne les possibilités de recrutement, les jeunes, les femmes, les retraités et les résidents étrangers sont fortement sous-représentés parmi les exécutifs locaux. Pour pallier ce manque, il serait possible de mettre en place le processus suivant: il faudrait vérifier s'il est possible de convaincre les *retraités* d'occuper une activité au sein d'une autorité. Une prise en compte plus marquée des citoyens âgés permettrait d'être plus en accord avec le développement démographique, de fluidifier la transition entre vie active et retraite et de donner plus de sens à cette période de leur vie. En outre, ceux-ci pourraient bénéficier d'un revenu temporaire supplémentaire. Il serait également possible de mobiliser plus de *groupes de jeunes*. Cela donnerait aux jeunes de la nouvelle génération qui s'intéressent à la politique la possibilité de participer activement et de ne pas finir sur une liste d'attente – ce qui peut malheureusement parfois être le cas. La mobilité accrue et l'enracinement réduit des jeunes qui changent de logement au gré des lieux de travail et de formation rend cependant la tâche ardue.

L'ouverture des fonctions communales aux *résidents étrangers* permettrait également de décharger les citoyens suisses et de contribuer à l'intégration de ces résidents. Mais puisque, dans de nombreuses constitutions, le droit de vote communal n'est pas accordé aux étrangers, il serait difficile de concrétiser cette alternative. Face à la part de population étrangère qui représente presque un quart de la population, il existe donc un nouveau potentiel de recrutement.

Il serait également possible d'envisager d'autres réformes institutionnelles. Un élargissement régional des domaines de recrutement en *annulant l'obligation de résidence dans la commune* – en particulier pour les fonctions de milice hautement spécialisées – pourrait aider à mieux harmoniser l'offre et la demande. Il a également déjà été proposé d'accorder le droit de vote aux *entités juridiques* (entreprises de services). La même organisation pourrait alors diriger plusieurs communes. Mais cette proposition remettrait en question le système de milice, qui dépend de l'engagement des citoyens et du lien qui unit gouvernants et gouvernés.

Une chose est sûre: pour renforcer le système de milice, il faut exploiter de nouveaux potentiels de volontariat. D'une manière générale, l'accès à des activités politiques doit être facilité. Des *écoles pour politiciens,* qui permettraient d'éviter le passage obligé par les différents partis politiques, seraient envisageables. Les mères, les étrangers intégrés, les préretraités et les retraités en forme pourraient ainsi plutôt s'engager dans un organe local de milice.

D'une manière générale, l'accès à des activités politiques doit être facilité.

A l'heure d'Internet et des ONG, les structures de milice extraprofessionnelles locales sont en concurrence avec une offre toujours plus large d'activités bénévoles faciles d'accès à l'échelle extralocale, qui – comme les projets Open Source – sont dénuées d'obligations formelles sur le long terme et n'exigent aucun engagement approfondi et durable «au service de l'intérêt commun». D'ailleurs, ces technologies numériques offrent de nouveaux instruments permettant d'avoir un aperçu des compétences et des volontés de participer au niveau local afin de les utiliser à des fins communales de manière flexible et compatible avec les besoins individuels. Le potentiel qu'offre la numérisation à la politique de milice communale est donc loin d'être pleinement exploité. Il est urgent de faire avancer la «dimension numérique de la politique communale». Les médias et outils numériques permettraient en effet de répartir les tâches entre plus de citoyens au sein même des communes ou des quartiers. De plus, cela permettrait d'intégrer les citoyens très tôt au projet afin de tirer profit et d'intégrer au plus tôt leurs connaissances de manière numérique. L'interactivité et le transfert des connaissances entre autorités de milice et citoyens pourraient ainsi être optimisés, tout comme le moment délibératif du système suisse.

CONCLUSION

Le système de milice ne peut être réformé à la vavite. Quelle que soit sa direction, toute étape pragmatique a des conséquences sur l'activité de milice. Souvent, dans un contexte différent, la mesure qui paraît la plus adaptée pourrait éloigner du concept idéal de la milice: des indemnisations plus élevées transformeraient la milice en travail rémunéré, beaucoup de temps investi la transformerait en poste à temps plein, des tâches plus difficiles réduiraient la base de recrutement et la professionnalisation entraînerait la dévalorisation des néophytes.

Aperçu: l'engagement politique du futur

La démocratie directe, dont la participation et le discours public sont les piliers, n'a pas lieu d'être sans un engagement d'envergure. En Suisse, la prise de décisions et la volonté politique ne peuvent ni ne doivent être cédées au Parlement, au gouvernement ni à l'administration. Le pays de la démocratie directe a besoin d'un électorat inscrit qui répond à deux critères: il doit être à même de prendre des décisions de manière intellectuelle et orientée vers la solution. Cela prend du temps. Les activités de milice sensibilisent aux problèmes sociétaux – elles renforcent ainsi le sens des réalités et la capacité à faire des compromis.

Nous vivons actuellement une érosion insidieuse du système de milice qui fait l'objet d'adaptations constantes (plus d'indemnisations, décharge de certaines tâches via l'administration, etc.) pour pouvoir suivre les différents développements socié-

Les tentatives de réforme sont donc de véritables exercices d'équilibristes:

Réformes	Effets	
Tâches	**Expansion**	**Limitation**
	- Surmenage - Plus de temps nécessaire	- Marginalisation - Réduction à une dimension folklorique
Temps nécessaire	**Augmentation**	**Réduction**
	- Rapprochement d'un poste à temps plein - Eloignement du concept de la milice	- Informations insuffisantes - Chute de la qualité des prestations
Indemnisation	**Augmentation**	**Limitation**
	- Rapprochement d'un travail rémunéré - Eloignement du concept de la milice	- Incitation limitée à participer - Concentration sur les personnes indépendantes financièrement
Qualification	**Renforcement**	**Affaiblissement**
	- Dévalorisation des néophytes - Représentativité limitée	- Manque d'attractivité pour les experts - Asymétrie en termes de gestion
Professionnalisation	**Renforcement**	**Affaiblissement**
	- Les autorités de la milice deviennent des experts - Ecart entre l'indemnisation et l'effort	- Dilettantisme - Lacunes dans l'accomplissement des tâches

Tableau: réformes et effets sur le système de milice (interprétation personnelle)

taux. Pourtant, les réformes ne cessent de remettre en question l'essence même du système de milice – activité accessoire et volontariat – sans pour autant remédier aux causes de la baisse de participation. La plupart d'entre elles s'éloignent de l'idéal du système de milice. Petit à petit, on remplace le volontariat en faveur de la communauté par des fonctionnaires professionnels.

En parallèle de ce déclin insidieux, une nouvelle forme d'engagement politique se développe. De nouveaux procédés sont entrés dans les mœurs de la nouvelle génération: au moyen du crowdfunding et d'activités politiques via les réseaux sociaux (numériques) ainsi que d'un engagement fort, les nouvelles organisations telles qu'«Operation Libero» ou les jeunes partis remportent un franc succès. Le nombre de leurs membres, l'attention que les médias leur accordent et leur impact politique ne cessent de croître.

En termes d'engagement bénévole, on distingue dans cette étude la réparation des dysfonctionnements et la découverte d'espaces libres. La réparation des abus va souvent de pair avec les actions qui naissent de pensées comme «il faut faire quelque chose pour empêcher ça» ou «c'est mon devoir de faire quelque chose». Marqué par les obligations et le long terme, le travail de milice traditionnel et politique va dans ce sens lorsque le sentiment d'obligation intérieur domine et non la joie de participer au travail de milice politique.

Le succès d'«Operation Libero» illustre un nouveau développement: le premier engagement politique fait suite à un dysfonctionnement (interprétation subjective). Ce mouvement a en effet été fondé suite à l'adoption de l'initiative contre l'immigration de masse qui a choqué ses fondateurs. Mais il s'est transformé: il veut désormais façonner la Suisse de l'avenir dans la joie et la bonne humeur et à l'aide des outils numériques. Il est donc question de découvrir des espaces libres, de rechercher des potentiels de développement, de collecter des expériences, d'étudier la vie en communauté et d'améliorer les possibilités de vie commune.

L'engagement politique se heurte certes à des dysfonctionnements, mais les espaces libres permettent de pérenniser l'engagement politique des citoyens. Idéalement, la politique de la milice traditionnelle, qui met au premier plan la conception de la société (sur le long terme) irait également dans ce sens.

Bien que les assemblées communales ne sont rien d'autre qu'une forme de la participation à la société civile, elles se concentrent peut-être trop souvent sur les dysfonctionnements. Comment façonner la participation au niveau communal pour qu'elle explore plutôt des espaces libres, tente des expériences et permette à l'esprit communautaire de continuer à se développer? Avec les outils numériques adéquats, il est possible de rallier de nouveaux groupes de population à la participation politique et de laisser place à de nouvelles idées.

Si le système de milice veut survivre, il doit s'adapter aux exigences de l'époque: les tendances ne doivent pas être mises de côté: ce sont elles qui déterminent l'avenir du volontariat et de l'engagement en faveur de la société civile dans leur ensemble. Il est déterminant: de créer des espaces de liberté, de produire de la confiance, de réduire la complexité et de simplifier l'accessibilité afin de gagner en autonomie, en appartenance et en efficacité.

S'il veut survivre, le système de milice traditionnel doit changer. L'engagement politique continuera quant à lui à exister. Il se développera certainement de la même manière que l'engagement de la société civile. L'esprit de milice du futur se distingue par des citoyens auto-déterminés et engagés, en quête d'avantages et cherchant à satisfaire leurs désirs, le tout en attirant l'attention sur le plan social.

Experts

Nous avons pu réaliser les entretiens avec le concours des experts suivants ou discuter avec eux les thèses sur le sujet de «L'avenir de la participation de la société civile» dans le cadre d'un workshop. Nous les remercions de leurs précieuses contributions, de leurs bonnes idées et de leur collaboration productive! Certains avis d'experts ont été indiqués dans le texte comme citation. Leurs contributions ont pourtant influencé le texte dans son entier.

Heinz Altorfer, Vice-président de la Société suisse d'utilité publique (I)
Sandro Cattacin, Directeur de l'Institut de recherches sociologiques, Université de Genève (I)
Anna Coendet, Chef de projet - Swiss Academy for Development (I)
Adalbert Evers, Institut de Science Politique, Université de Giessen (I)
Adrienne Fichter, Auteure de « Smartphone Demokratie » (I)
Elsbeth Fischer, Benevol Suisse (W)
Markus Freitag, Chaire de sociologie politique, Institut de Science Politique, Berne (I)
Titus Gebel, Free Private Cities (I)
Katja Gentinetta, Philosophe et conseillère politique (I)
Peter Gomez, Université de Saint-Gall, Atlas du bien commun (W)
David Gugerli, Professeur d'histoire des sciences techniques à l'EPFZ (I)
Martin Heller, Entrepreneur Culturel – Heller Enterprises (I)
Michael Hermann, Sociogéographe, Sotomo (I)
Heidi Gstöhl, Eesponsable de l'office s'occupant des questions de société, Saint-Gall (W)
Peter Künzle, Directeur benevol, Saint-Gall (I)
Luzia Kurmann, Fédération des coopératives Migros, Direction des affaires culturelles et sociales (I)
Ulrich Lantermann, Wikimedia (W)
Walter Leimgruber, Responsable du séminaire pour sciences de la culture et ethnologie européenne, Université de Bâle (I)
Reto Lindegger, Directeur de l'union suisse des arts et métiers (I)
Marc Mehli, Département des affaires sociales de la ville de Zurich (I)
Julia Meier, Operation Libero (W)
Christian Mueller, Artiste politique, Freistaat unteres Kleinbasel, Operation Libero (W)
Priska Muggli, Directrice Zeitvorsorge Saint-Gall (I)
Lukas Niederberger, Directeur société suisse d'utilité publique (I)
Pola Rapatt, Generation Grundeinkommen (W)
Jessica Schnelle, Fédération des coopératives Migros, Direction des affaires culturelles et sociales (I)
Robert Sempach, Fédération des coopératives Migros, direction des affaires culturelles et sociales (I)
Susi Sennhauser, Fédération des coopératives Migros, Direction des affaires culturelles et sociales (I)
Anette Stade, Chef de projet Grossmütterrevolution (I)
Lea Stahel, Insititut de sociologie, Université de Zurich (W)
Mario Störkle, Sociologie Haute École de Lucerne (W)
Stefan Tittmann, Association OstSinn – Raum für mehr (I)
Georg von Schnurbein, Directeur du Center for Philanthropy Studies, Basel (I)
Theo Wehner, Psychologue du travail, EPFZ (I)

(I) : Interview
(W) : Participant au Workshop

© GDI 2018

Éditeur
GDI Gottlieb Duttweiler Institut
Langhaldenstrasse 21
CH-8803 Rüschlikon / Zürich
Tél. +41 44 724 61 11
info@gdi.ch
www.gdi.ch

Mandaté par
Fédération des coopératives Migros
Direction des affaires culturelles et sociales
Josefstrasse 214
8031 Zurich
Tél. +41 44 277 22 19
info-societe@mgb.ch
www.pour-cent-culturel-migros.ch/societe